



CAF RAPPORT ANNUEL 2011





LETTRE DU PRÉSIDENT	2
RAPPORT DE GESTION DU GROUPE CONSOLIDÉ	6
· Résultats	7
· Activité commerciale	8
· Activité industrielle	10
· Ressources humaines	12
· Activité environnementale	14
· Investissements	16
· Développement technologique	18
· Politique de gestion de risques	22
· Perspectives	24
· Faits postérieurs	24
· Gouvernement Corporatif	25
RAPPORT D'AUDIT	27
COMPTES ANNUELS DU GROUPE CONSOLIDÉ	31
· Bilans de Situation	32
· Comptes de Résultats	34
· État des Produits et Charges	35
· État des Changements dans le Patrimoine Net	36
· États des flux monétaires	37
· Annexe	38
APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	95
Décisions que soumet le Conseil d'Administration à l'Approbation de l'Assemblée Générale	96
PROPOSITION D'APPLICATION DES RÉSULTATS	97
CONSEIL D'ADMINISTRATION	97
INFORMATION COMPLÉMENTAIRE	99
· Bilans de Situation consolidés	100
· Comptes de Résultats consolidés	102
· Information Boursière	103

RAPPORT ANNUEL 2011



CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A.
ET SOCIÉTÉS DÉPENDANTES QUI COMPOSENT LE GROUPE CAF

Traduction d'un rapport de gestion rédigé à l'origine en espagnol.
En cas de divergences,
c'est la version espagnole qui prévaut.

Cette publication, qui est aussi éditée en anglais, en espagnol, en german et euskera,
reprend la documentation légale correspondant à CAF
et Sociétés dépendantes.

Des renseignements complémentaires sur CAF et ses produits,
ainsi que l'information établie légalement pour les actionnaires
et les investisseurs peuvent être obtenus à l'adresse www.caf.net

LETTRE DU PRÉSIDENT



Chers Actionnaires:

Au cours de l'année dernière, 2011, nous avons connu ce qui a été sans doute l'une des périodes économiques les plus compliquées des dernières décennies. En effet, l'année où nous devons assister à une reprise généralisée à l'échelle mondiale, certaines économies occidentales, dont l'espagnole, ont à nouveau donné des signes de fragilité.

Heureusement, le Groupe CAF a pu tirer son épingle du jeu dans ce contexte général adverse et clore un exercice que nous pouvons qualifier de très satisfaisant. Dans ce Rapport Annuel vous pourrez trouver l'information détaillée de nos activités durant l'année passée, dont je me permets d'extraire et de signaler certains des aspects les plus marquants.

Les principaux indicateurs d'activité ont suivi la ligne ascendante des années précédentes. Ainsi, le volume total des ventes du

Groupe se situe à 1.725,1 millions d'euros, c'est-à-dire, à un chiffre 10% supérieur à celui de l'année précédente. De la même manière, le résultat net d'impôts a connu une croissance de 13%, pour atteindre les 146,2 millions d'euros, soit une augmentation en pourcentage égale à celle de l'EBITDA, qui s'est élevé à 228,8 millions d'euros. Le cash-flow, lui aussi, a augmenté l'an dernier, jusqu'à 208,2 millions d'euros. Par ailleurs, le portefeuille a atteint un volume de 5.035,9 millions d'euros à la clôture de l'exercice, le maximum obtenu jusqu'à présent par le Groupe CAF, ce qui permet de développer normalement nos activités.

Au vu de ces résultats, nous proposons de soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires une distribution de dividendes de 10,5 euros par action, en adéquation avec celle effectuée lors d'exercices antérieurs.

Ce bon comportement du Groupe est dans une certaine mesure en rapport avec les perspectives favorables du chemin de fer, dérivées de son incontestable condition de moyen de transport le plus durable. Cela a été possible, grâce à l'effort d'investissement de la part des différents gouvernements et administrations, bien qu'inégal d'un pays à l'autre, dont il a continué de bénéficier. Mais c'est aussi le fruit du travail réalisé par tous les professionnels du Groupe CAF lorsqu'il s'est agi de concevoir, développer, construire et commercialiser les solutions les plus novatrices et rentables dans ce secteur de transport.

C'est ainsi, par exemple, que nous avons eu en 2011 l'opportunité de voir comment l'OARIS, le grand apport de CAF à la grande vitesse, commençait un programme intense de parcours sur voie qui permettra son homologation, dans quelques mois seulement, pour circuler à des vitesses commerciales de 350 km/h, démarche nécessaire pour le commercialiser.

L'année a été aussi celle où les tramways de la famille URBOS, dotés du système de gestion d'énergie ACR, ont circulé pour la première fois sans utiliser ni caténaire ni câblage au sol, en recourant au lieu de cela à d'innovantes stations de recharge mises au point à partir d'un programme technologique du Groupe. Une solution qui permet à des villes comme Séville, Saragosse ou Grenade de se passer de caténaire sur les trajets où elles le considèrent opportun.

Il y a lieu de signaler aussi le développement de notre plateforme suburbaine CIVITY, conçue pour prêter service dans n'importe quel contexte ferroviaire, grâce à sa grande fonctionnalité, tant en ce qui concerne sa configuration (3 à 8 voitures), qu'à sa traction (électrique, diesel-électrique, diesel-mécanique, diesel-hydraulique, duale). Grâce à ces caractéristiques et à l'avantage différentiel qu'elles représentent, la trajectoire commerciale du CIVITY a démarré cette année. Elle a été récompensée avec succès après l'obtention de 3 contrats à l'échelle internationale. Le premier, destiné à la région italienne de Friuli Venezia Giulia, prévoit 8 unités qui seront exploitées par Trenitalia, les chemins de fer italiens. Le deuxième a pour destinataire le chemin de fer de l'État de Montenegro. Enfin, vu l'importance stratégique qu'il revêt, il faut signaler tout particulièrement l'accord cadre pour les 400 unités de la famille CIVITY qui a été conclu avec les chemins de fer allemand, Deutsche Bahn.

D'autres contrats importants obtenus en 2011 en Europe sont, par exemple, ceux qui correspondent à 18 tramways URBOS pour la ville hongroise de Debrecen, 16 trains destinés à Metrorex (Métro de Bucarest) ou le supplément de 6 trains au contrat antérieur avec le Métro d'Istanbul.

Quant au marché américain, CAF a mérité encore la confiance de clients tels que le Métro de Santiago du Chili, à travers l'adjudication d'une nouvelle commande de 12 trains de 9 voitures chacun, ou le Métro de Sao Paulo, dans ce cas avec un nouveau contrat pour la fourniture de 26 trains de 6 voitures, ce qui consolide la position de CAF comme leader du marché brésilien. Quant aux États-Unis, un contrat a été conclu avec la ville de Houston, Texas, pour le développement et la fabrication de 39 tramways. Ce contrat, qui présente plusieurs options supplémentaires, représente une nouvelle conquête de CAF sur le marché nord-américain, attrayant et exigeant à la fois.

Enfin, l'adjudication d'un contrat pour la fourniture de 57 trains suburbains pour la ville néozélandaise d'Auckland marque notre entrée sur l'actif marché ferroviaire d'Océanie, grâce auquel le Groupe CAF est ainsi présent sur tous les continents, renforçant ainsi le caractère international de nos activités.

Tout cela a été accompagné d'une formidable activité industrielle dont l'objectif n'est autre que celui de répondre, de

la manière la plus efficace, à la complexité technologique et géographique croissante de notre portefeuille de commandes. Cela a débouché l'an dernier sur la construction dans l'ensemble des usines du Groupe d'un total de 1.095 voitures et 2.025 bogies, nombres largement supérieurs à ceux enregistrés il n'y a que quelques années.

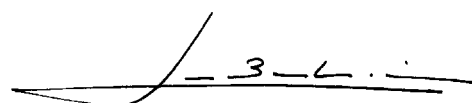
Dans la lignée de la croissance des activités de conception et de fabrication de véhicules, les branches de roulements et de services ferroviaires ont présenté elles aussi une évolution ascendante, atteignant dans les deux cas un maximum historique des ventes, ce qui lui permet d'augmenter son poids relatif dans les chiffres de ventes et le portefeuille du Groupe.

Convaincus que l'avenir appartient à ceux qui sont capables de dominer la technologie, la conception et la capacité de gestion, nous tous, les personnes qui formons le Groupe CAF, continuerons de construire les voies qui nous mèneront aux nouvelles opportunités de négoce qui, sans aucun doute, se présenteront à nous. C'est pourquoi nos principaux piliers seront le développement technologique, l'internationalisation progressive de nos activités et la recherche permanente de l'efficacité opérative.

Les perspectives favorables du secteur ferroviaire et les résultats de l'entreprise présentés ici constituent un point de départ solide pour ce parcours. Le zèle, l'effort et l'engagement de tous les professionnels du Groupe CAF, à qui j'aimerais transmettre ma plus profonde gratitude, nous rapprochent sans nul doute des objectifs que nous nous sommes fixés.

Et ces remerciements, je voudrais les étendre aussi à tous nos actionnaires, pour la proximité et la confiance qu'ils déposent en nous et dans nos projets.

Merci beaucoup,



José María Baztarrica Garijo
Président



Avec une trajectoire de plus de cent ans, CAF est une référence internationale de l'industrie ferroviaire grâce à sa technologie de pointe, à la qualité de ses produits et à l'attention qu'elle porte à ses clients.

GRANDES LIGNES

GRANDE VITESSE

- Trains à grande vitesse et à écartement variable S-120 et S-121 (RENFE)
- Trains à grande vitesse (AVE) de la ligne Madrid-Séville
- Trains Navettes S-104 (RENFE)
- Trains à grande vitesse pour la Turquie

INTERCITY

- Trains basculants ADR
- Red Nacional de Ferrocarriles Españoles (RENFE)
- Trains diesel pour l'Algérie
- Intercity service Push-Pull
- Trains d'Arabie Saoudite
- Trains diesel de Sardaigne
- Trains en Irlande du Nord
- Trains États-Unis

VOITURES DE VOYAGEURS

- Voitures compartiment et salon grand confort
- Wagons-lits et couchettes
- Wagons-restaurants et cafétéria



URBAINS/SUBURBAINS

BANLIEUE

- Red Nacional de Ferrocarriles Españoles (RENFE)
- Eusko Trenbideak-Ferrocarriles Vascos (ET/FV)
- Ferrocarriles Españoles de Vía Estrecha (FEVE)
- Ferrocarrils de la Generalitat de Catalunya (FGC)
- Companhia Paulista de Trens Metropolitanos (Brésil)
- Secretaría de Comunicaciones y Transportes (Mexico)
- Serveis Ferroviaris de Mallorca (SFM)
- Caminhos de Ferro Portugueses
- Finnish Railways (VR Ltd)
- Heathrow Airport Express (Royaume Uni)
- Hong-Kong Airport Express
- Irish Rail
- Izban (Turquie)
- Northern Ireland Railways
- Northern Spirit (Royaume Uni)
- Aéroport de Delhi
- Regione Autonoma Friuli Venezia Giulia (Italie)
- Companhia Brasileira de Trens Urbanos (Brésil)
- Montenegro
- Auckland (Nouvelle Zélande)

MÉTROS

- Alger
- Barcelone
- Bilbao
- Bucarest
- Bruxelles
- Caracas
- Istanbul
- Hong Kong
- Madrid
- Malaga
- Medellín
- Mexico
- New Delhi
- Palma de Majorque
- Rome
- Santiago du Chili
- São Paulo
- Séville
- Washington

UNITÉS ARTICULÉES

- Amsterdam
- Buenos Aires
- Monterrey
- Pittsburgh
- Sacramento
- Valence

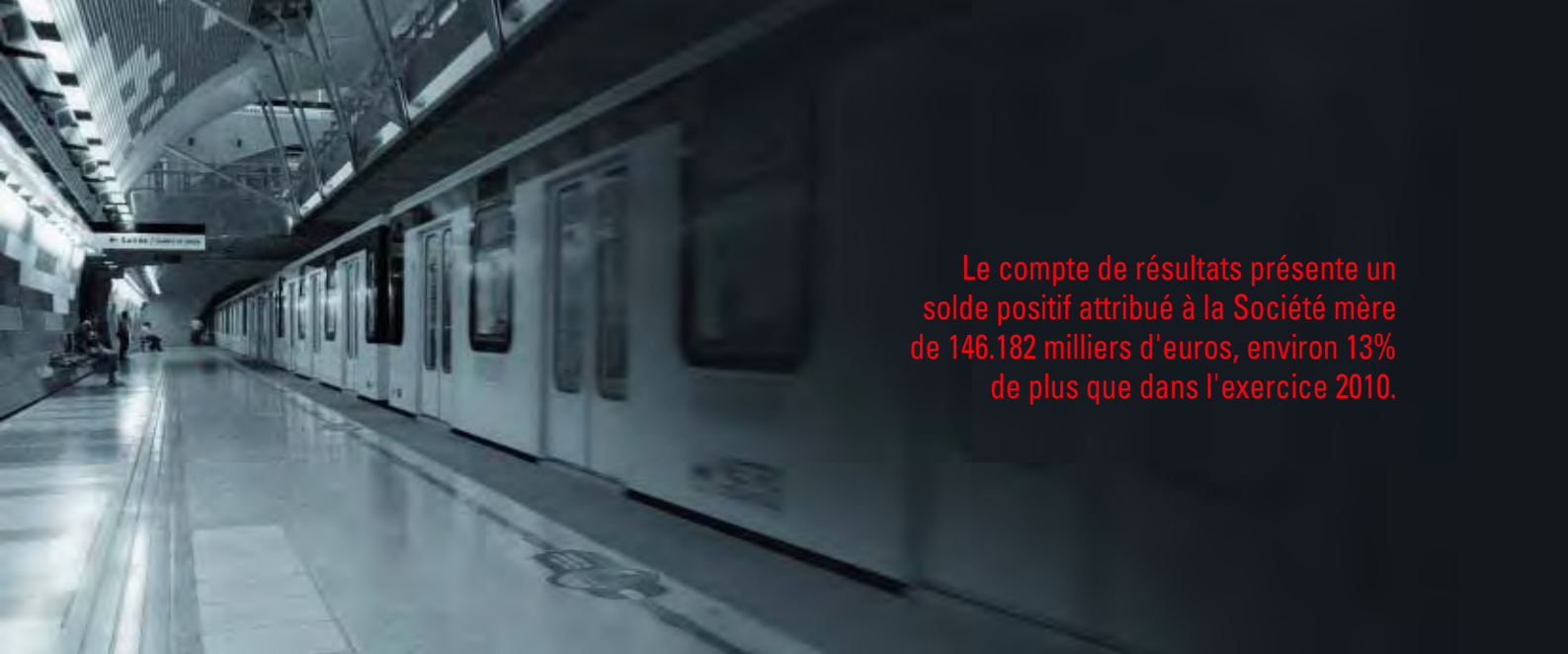
TRAMWAYS

- Antalya
- Belgrade
- Besançon
- Bilbao
- Cadix-Chiclana
- Debrecen
- Édimbourg
- Stockholm
- Grenade
- Houston (USA)
- Lisbonne
- Nantes
- Séville
- Valence
- Vêlez-Málaga
- Vitoria
- Saragosse



**RAPPORT DE GESTION 2011
DU GROUPE CONSOLIDÉ**



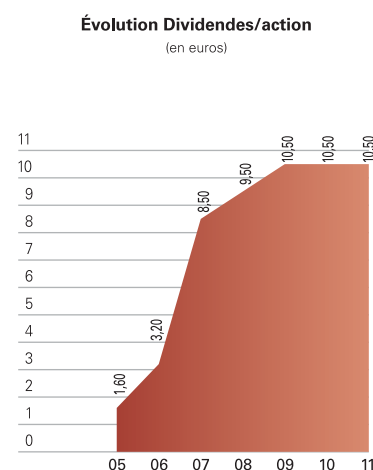
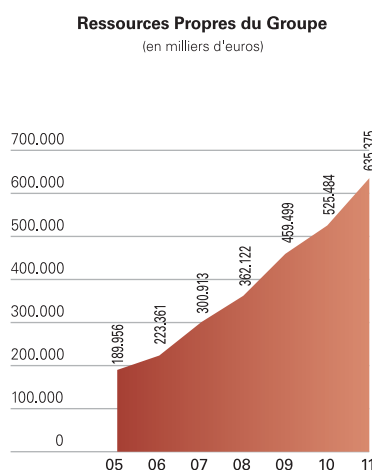
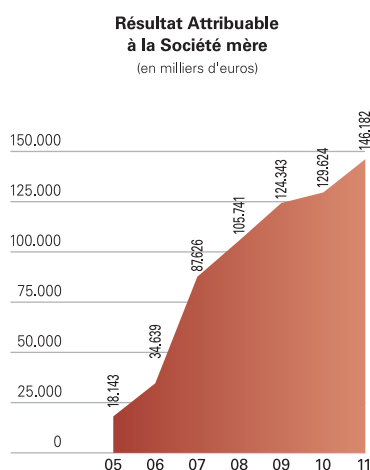


Le compte de résultats présente un solde positif attribué à la Société mère de 146.182 milliers d'euros, environ 13% de plus que dans l'exercice 2010.

RÉSULTATS

L'exercice 2011 présente les paramètres économiques suivants:

- Le compte de résultat présente un solde positif, attribué à la Société Mère, de 146.182 milliers d'euros après impôts, soit environ 13% de plus que l'exercice 2010, qui a été de 129.624 milliers d'euros.
- Les amortissements et dotations d'immobilisations s'élèvent à 64.054 milliers d'euros qui, ajoutés au résultat de l'exercice issu des opérations continues, avant impôts, représentent un cash-flow de 207.921 milliers d'euros, soit environ 2% de plus que celui de 2010, qui a été de 204.207 milliers d'euros.
- L'EBITDA issu d'opérations continues a atteint le chiffre de 228.837 milliers d'euros, ce qui représente environ 13% de plus que dans l'exercice 2010, qui a été de 202.259 milliers d'euros.
- Le montant du chiffre d'affaires a été de 1.725.099 milliers d'euros, 10% de plus que celui de l'exercice antérieur, qui a été de 1.563.203 milliers d'euros.
- Le portefeuille de commandes à la fin de l'année atteint le chiffre de 5.035.940 milliers d'euros, 11% de plus que celui de l'exercice antérieur, qui a été de 4.518.903 milliers d'euros, en permettant ainsi le développement normal de l'activité du Groupe.
- La proposition d'application de résultats suit la politique d'exercices antérieurs consistant à renforcer le patrimoine de la Compagnie, et prévoit donc de destiner 35.995 milliers d'euros des bénéfices à la distribution de dividendes et 55.668 milliers d'euros aux réserves volontaires, soit un montant brut par action de 10,5 euros.
- Le montant des Fonds Propres du Groupe, dans l'hypothèse d'acceptation de la proposition de distribution des bénéfices, sera augmenté de celui du résultat destiné aux réserves, pour atteindre un total de 635.375 milliers d'euros.
- Enfin, en accomplissement des normes, CAF informe que durant 2011, ni elle ni ses sociétés filiales n'ont acheté ou possédé des actions de la société.





ACTIVITÉ COMMERCIALE

Une fois encore, l'année marque un nouveau maximum de la valeur du portefeuille de commandes, en dépassant les 5 milliards d'euros à la clôture, soit une augmentation de plus de 11 % par rapport à la valeur de clôture de 2010.

En 2011, la plateforme de train OARIS, le grand apport du Groupe CAF à la Grande Vitesse, est entrée dans la phase initiale d'homologation, en atteignant les 300 km/h, vitesse qui sera amplement dépassée en 2012, au cours de son homologation à la vitesse commerciale de 350 km/h.

Ce projet vient s'ajouter à ceux des tramways de Séville et Saragosse, et à ceux des nouvelles unités d'Euskotren.

À Séville, le nouveau modèle de tramway Urbos 3, circule sans caténaire entre les arrêts Archivo de Indias et Plaza Nueva - comme le faisait son prédécesseur, l'Urbos 2, depuis le mois de mai de l'année dernière -. L'incorporation des nouveaux tramways a coïncidé avec le démontage définitif de la caténaire sur ce tronçon de la ligne, ce tramway devenant ainsi définitivement la première application commerciale de tramway sans caténaire mu par le dispositif ACR —accumulateur à charge rapide—.

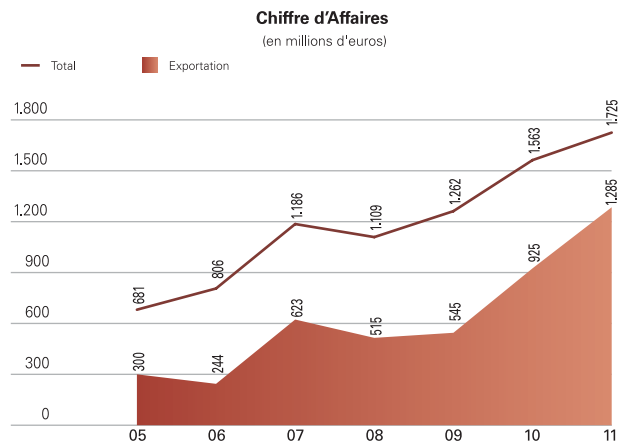
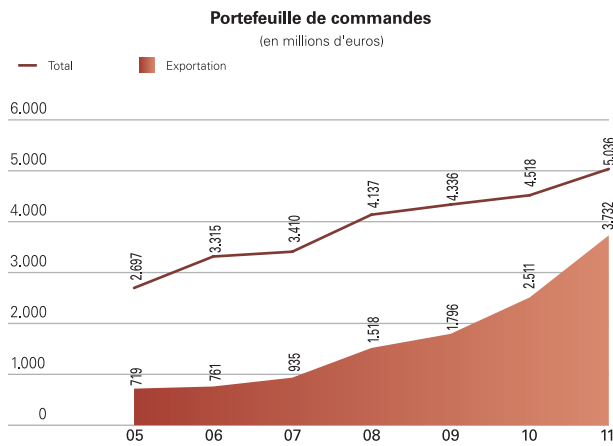
À Saragosse, le service de tramway a été inauguré avec succès. CAF, en plus de fournir les tramways Urbos 3 est responsable de l'électrification du réseau de tramway. Le prolongement de la ligne actuelle du tramway de Saragosse inclura des tronçons sans caténaire ; ils incorporent pour cela le dispositif ACR, ainsi que des éléments spécifiques pour recharger l'ACR à différents arrêts du parcours, ces éléments spécifiques faisant partie de la fourniture de CAF en tant que responsable de l'électrification du tracé.

Les premières unités de la nouvelle série 900 d'Euskotren ont été livrées cette année. Elles incorporent différentes nouveautés technologiques intégralement développées par des sociétés du Groupe CAF, comme c'est le cas de la chaîne de traction, de l'équipement de commande, du monitoring et contrôle, de l'autodiagnostic des systèmes embarqués, ou du système d'information des voyageurs.

Dans l'activité internationale, l'entrée de CAF en Nouvelle Zélande mérite d'être signalée, pour la fourniture de matériel roulant. L'adjudication d'un contrat pour la fabrication et la fourniture de 57 trains à 6 voitures à la ville néozélandaise d'Auckland, place CAF parmi le groupe sélect d'entreprises



Le portefeuille de commandes, à la fin de l'exercice, dépasse les 5 milliards d'euros, soit une augmentation de plus de 11% par rapport à 2010. CAF est présente sur tous les continents où il existe un chemin de fer commercial.



présentes sur tous les continents où il y a un chemin de fer commercial.

À remarquer également le contrat cadre signé avec les compagnies ferroviaires allemandes DB et DB Regio, par lequel CAF aura l'option de fournir jusqu'à 400 trains électriques régionaux du modèle Civity -plateforme de trains développée par CAF pour les services de banlieue et régionaux -. La signature de cet accord cadre confère à CAF la qualification de fabricant homologué pour le marché ferroviaire allemand, un des plus actifs et exigeants.

La plateforme Civity est conçue afin de pouvoir prêter service dans n'importe quel contexte ferroviaire, grâce à ses différentes options de traction (électrique, diesel-électrique, diesel-hydraulique, diesel-mécanique ou dual), à la versatilité de configuration qui couvre de 3 à 8 voitures, à la facilité d'augmentation des unités existantes avec de nouvelles voitures ou aux diverses options d'aménagement intérieur adaptables aux besoins du client.

Au cours de cette année, des contrats ont été signés pour la fabrication d'unités Civity avec la région italienne de Venezia Friuli Giulia pour la fourniture de 8 trains, et avec l'opérateur

public de la république balkanique de Montenegro qui a acquis 3 unités pour prêter service entre les villes de Podgorica (capitale de Montenegro) et Niksic.

Il y a lieu de citer l'acquisition par le Métro d'Istanbul de 6 unités supplémentaires, dont la commande initiale était de 30 compositions, les 18 tramways pour la ville hongroise de Debrecen, et les 16 unités de métro commandées par Metrorex, opérateur du Métro de Bucarest.

Sur le marché américain, l'opérateur du Métro de Santiago du Chili, qui avait commandé à CAF 12 trains de 9 voitures les années précédentes, continue de lui accorder sa confiance. À citer également l'adjudication de 26 trains, composés chacun de 6 voitures, pour le Métro de Sao Paulo, cette dernière commande confirmant CAF comme le plus gros fabricant de trains du Brésil. Aux États Unis signalons l'adjudication de la fabrication et de la fourniture de 39 tramways pour la ville de Houston, au Texas.

Parallèlement aux événements et marchés mentionnés ci-dessus, l'activité de services continue de s'affirmer et de croître puisqu'elle atteint un pourcentage significatif du portefeuille de commande.



ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Durant l'exercice 2011 divers projets ont été complétés, comme le contrat de 40 trains pour la Compañía Paulista de Transporte Metropolitano (CPTM) de la ville de Sao Paulo, avec la livraison des 12 dernières unités, le contrat pour 33 unités du Métro d'Izmir (Turquie), avec la livraison du dernier train, les 4 tramways du contrat conclu avec Metrocentro (Séville), les 17 trains commandés par le Métro de Sao Paulo, la fabrication des 27 tramways pour Édimbourg (Écosse), le contrat de 6 trains supplémentaires signé avec le Métro de Bruxelles, ainsi que les 2 dernières unités bi-cabine pour FEVE, les 3 premiers trains à 2 voitures pour le même client, les 3 derniers trains à grande vitesse et à écartement variable (AVGL) pour RENFE, et la dernière unité de train électrique de moyenne distance pour le même opérateur.

Dans cette même période, 4 trains à traction diesel et 9 trains de la série Civia IV ont été livrés à RENFE ; 6 des 13 unités pour le STM de Majorque ; 5 compositions de train (tête de traction + remorques) pour le réseau ferroviaire d'Arabie Saoudite ; 18 trains de diverses compositions pour le Métro de Madrid ; 19

trains du contrat de 48 souscrit avec le Métro de Caracas ; les 10 premières unités de train pour Euskotren ; 21 trains pour le métro d'Istanbul ; 13 unités de train pour le projet PPP-5000 de la ville de Sao Paulo ; 12 des 13 trains commandés pour le Métro de Medellín (Colombie) ; les 2 premiers trains pour la Ligne 12 du Métro de Mexico ; les 9 premiers trains des 20 commandés pour l'Irlande du Nord ; 8 tramways qui complètent le premier lot du contrat pour Saragosse ; 7 tramways pour Malaga et 10 tramways pour Belgrade (République Serbe).

Quant aux nouveaux projets abordés, il y a lieu de signaler l'état avancé de fabrication des premières unités de train pour le projet Bahía de Cádiz, le premier Tramway pour la ville de Nantes et le premier train du modèle Civity pour la ville de Trieste (Italie), ainsi que les premières activités de fabrication pour le contrat de 12 trains supplémentaires pour le Métro du Chili.

Les produits les plus importants fabriqués durant l'année 2011 ont été les suivants:



1.095 voitures de types différents; grande vitesse, banlieue, moyennes distances, métros, tramways, locomotives, remorques et autres ont été les produits les plus importants du Groupe CAF en 2011.

NBRE. DE VOITURES	
Grande vitesse AVGL pour RENFE	16
Moyenne distance Diesel pour RENFE	12
Moyenne distance pour NIR (Irlande du Nord)	27
Locomotive pour Arabie Saoudite	6
Composition remorques Arabie Saoudite	25
Banlieue Euskotren	40
Banlieue pour Sao Paulo	64
Banlieue PPP-5000 pour Sao Paulo	104
Banlieue pour Izmir (Turquie)	3
Banlieue de Majorque	20
Banlieue pour la Compañía Paulista de Trens Metropolitanos (CPTM)	96
Banlieue CIVIA IV pour RENFE	45
Métro de Madrid Lot 3	20
Métro de Madrid Lot 1	66
Métro de Madrid Lot 2	12
Métro de Caracas	133
Métro de Bruxelles	30
Métro d'Istanbul	84
Métro de Medellín (Colombie)	36
Métro de Mexique Ligne 12	49
Tramway pour Édimbourg	49
Tramway pour Saragosse	40
Tramway pour Málaga	35
Tramway pour Belgrade	50
Tramway pour Séville	20
Tramway pour Grenade	5
(Bi-cabine) pour FEVE	2
Unité à deux voitures pour FEVE	6
TOTAL	1.095

BOGIES	
À châssis en acier soudé	1.977
À châssis en acier soudé	48

UNITÉ D'APPAREILS DE ROULEMENT	
Essieux montés conventionnels (Moteur + Remorque)	4.735
Corps d'essieu en vrac	7.795
Roues	59.950
Attelages	1.921
Réductrices réparées	677
Bandages	635



RESSOURCES HUMAINES

Les effectifs de l'ensemble des sociétés du groupe sont restés stables dans l'exercice, mais ils ont augmenté dans les filiales et diminué dans la société mère.

L'évolution du nombre de personnes qui travaillent dans l'ensemble de l'organisation a été la suivante:

Effectifs	Total	Moyenne annuelle
31-12-10	7.094	6.938
31-12-11	6.952	6.926

Durant l'année 2011 un effort particulier a été fait dans la consolidation des processus de gestion de personnes, dans la ligne des normes de référence dans l'industrie ferroviaire. Il y a eu des initiatives dans différents domaines, dont l'implantation d'améliorations dans les processus d'incorporation et de communication interne.

Par ailleurs, pour donner suite au travail commencé ces dernières années, les actions de formation dérivées tant du

plan de formation de la Compagnie que des plans de développement individuel ont été menées et on donné un résultat favorable en termes de satisfaction et efficacité. On remarque à ce sujet l'élaboration d'un Plan de Formation spécifique pour le domaine Technologique.

Le plan d'expansion internationale, lié principalement aux branches d'exportation et avant-projets moyennant de nouvelles incorporations et l'ouverture de bureaux commerciaux dans différents pays, a représenté un grand défi pour le département international de ressources humaines, et a appuyé les nouvelles implantations commerciales de CAF dans des pays où elle commence à être présente.

De même, le commencement de nouveaux projets durant l'année 2011 à l'échelle internationale a été accompagné de diverses actions en vue de couvrir les besoins qu'implique la mise en marche de projets.

Les implantations industrielles et les filiales internationales de CAF, avec des projets en cours regroupent les activités dans



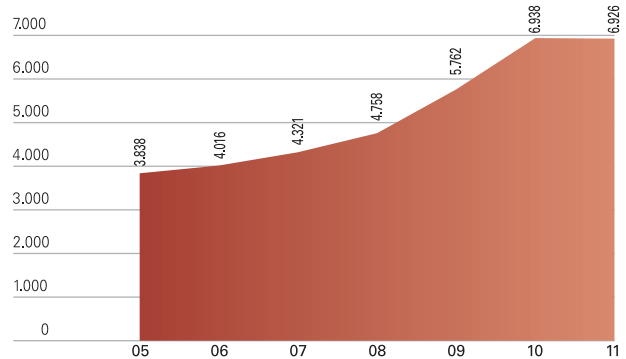
Les effectifs du Groupe sont restés stables et un effort particulier a été déployé dans la consolidation des processus de gestion de personnes. À remarquer l'élaboration d'un Plan de Formation pour la branche technologique. Le développement des Plans d'Égalité se poursuit dans les centres pour promouvoir le principe d'égalité entre hommes et femmes dans l'activité professionnelle.

les différentes de gestion du département. La présence internationale croissante de CAF requiert une adaptation de la fonction de ressources humaines. Comme dans le cas de l'évolution organisationnelle, l'organisation interne a été adaptée et une structure a été articulée par zone géographique pour optimiser les activités propres de la fonction face aux nouvelles exigences.

Des audits externes ont été effectués dans le cadre de la Prévention des Risques du Travail et de l'Environnement, pour conserver les certificats OHSAS 18.001 et ISO 14001:2004, aux centres de Beasain, Irún et Saragosse.

Au cours de l'année 2011, faisant suite au Plan d'Égalité de Beasain, ceux des centres de Saragosse et Irún ont été mis en œuvre en maintenant, dans les deux cas, les objectifs de promotion du principe d'égalité entre hommes et femmes en matière de travail et de garantie des mêmes chances d'embauche et de développement professionnel à tous les niveaux.

Employés
(nombre de personnes)





ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTALE

Consciente que le développement industriel a des effets sur l'environnement, CAF intègre dans la politique de l'entreprise la gestion environnementale, en assumant la protection de l'environnement comme un objectif de l'organisation et en assurant que les systèmes, les équipements et le matériel ferroviaire qu'elle fabrique atteignent les plus hautes qualifications, quant à sécurité, efficacité et respect de l'environnement.

Au mois de décembre de 2011 a eu lieu l'audit de suivi du certificat ISO 14001:2004 du Système de Gestion

Environnementale pour les usines de Beasain, Irun et Saragosse, avec un résultat satisfaisant. Ce système est implanté depuis 2001.

Les actions visent à adopter les mesures nécessaires et économiquement viables pour contrôler et, le cas échéant, minimiser les aspects environnementaux significatifs, tels que les émissions dans l'atmosphère, la génération de résidus et la consommation d'énergie. Par ailleurs, on encourage une meilleure exploitation des ressources naturelles et la génération d'énergies renouvelables.

En même temps CAF, consciente de l'importance de la sensibilisation environnementale dans la chaîne de fabrication pour parvenir à améliorer les objectifs environnementaux, a organisé diverses journées de sensibilisation environnementale avec un grand nombre de travailleurs durant l'exercice 2011.



CAF maintient l'implantation de la «Fonction de Durabilité du Produit» en introduisant des méthodologies d'éco-conception dans les projets d'ingénierie, pour optimiser et contrôler dès la conception les impacts environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie.

ÉCO-CONCEPTION

Dans le but d'offrir des moyens de transport plus performants, respectueux de l'environnement et compétitifs, sur un marché de plus en plus exigeant en ce qui concerne le respect de l'environnement, et en raison de son engagement d'introduire des méthodologies d'éco-conception dans les processus d'ingénierie pour optimiser et contrôler dès la conception les impacts environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie, CAF a procédé en 2011 à des évaluations du cycle de vie (LCA) et à des déclarations environnementales de produit (EPD) de la plateforme Urbos et, plus concrètement, pour le contrat du Tramway de Saragosse et de la plateforme de train de banlieue Civity dans sa version pour la Région Autonome de Friuli Venezia Giulia.

L'évaluation du cycle de vie (LCA) et la déclaration environnementale de produit (EPD) réalisées sur la

plateforme Urbos ont été révisées par un auditeur externe homologué pour vérifier l'étude selon le standard d'Unife-Environdec. La déclaration environnementale de l'Urbos a été enregistrée comme une première EPD mondiale d'un tramway. Cette déclaration a permis de remplir les conditions de l'offre et celles du contrat de tramways pour la ville de Stockholm.

Dans le projet du train Civity, outre l'inventaire des processus de production, qui est achevé, on a travaillé à l'inventaire de produit et l'on espère compléter l'étude LCA du Civity pour le printemps 2012.

À signaler par ailleurs que les émissions de gaz à effet de serre, en accomplissement avec le Protocole de Kyoto, se sont maintenues aux niveaux de l'exercice 2010, consolidant ainsi la réduction significative obtenue.





INVESTISSEMENTS

Les investissements corporels dans les usines et installations de CAF durant l'année 2012 se sont élevés à 30.561 milliers d'euros. L'investissement de cet exercice a eu pour objectif principal la modernisation des usines de production et des installations en général, ainsi que l'introduction d'améliorations dans les branches de sécurité du travail et de l'environnement.

Parmi les investissements réalisés, on peut considérer les suivants comme les plus importants de 2011 :

- À l'Unité des Roulements, des progrès significatifs ont été faits dans les travaux correspondant au plan d'investissement mis en œuvre au cours des dernières années, tant dans les installations de forge, que sur les lignes d'usinage et de vérification des roues, qui incluent des investissements liés à la modernisation et à l'optimisation de ces installations. De même, il convient de signaler les nouveaux laboratoires de Roulements, dont les installations ont été dotées de l'équipement le plus



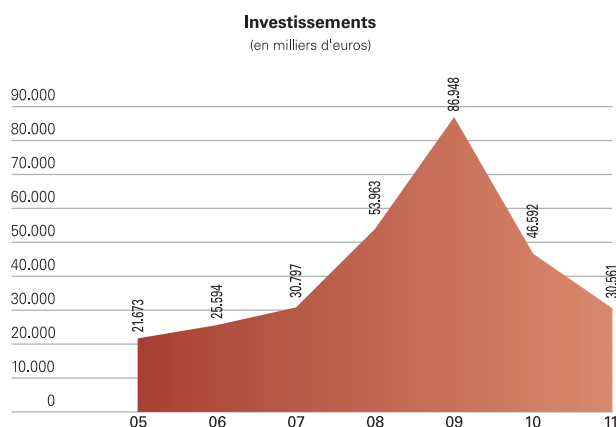
Les investissements dans les usines et installations de CAF en 2011, se sont élevés à 30.561 milliers d'euros. Ils ont eu comme principal objectif la modernisation des usines de production et des installations en général, y compris les usines de filiales internationales, ainsi que des améliorations en matière de sécurité du travail et environnementale.

moderne, ainsi que la réalisation de la première phase de l'investissement de caractère environnemental liée à l'installation d'un nouveau système de captage et filtration des fumées à l'aciérie.

- À l'Unité d'Activité de Véhicules, les installations ont été améliorées, en vue principalement de les adapter pour pouvoir exécuter les nouveaux projets de l'entreprise et d'augmenter la sécurité. Parmi les investissements, nous pouvons souligner les nouvelles machines de coupe au laser, installées au département des bogies, pour couvrir plus efficacement les besoins de production.
- Au Département de Technologie, le développement de nouveaux projets a requis la réalisation d'un important investissement en hardware et software, en dotant l'entreprise des moyens techniques nécessaires. L'investissement dans de nouvelles applications et outils dont l'objectif a été l'amélioration du fonctionnement de divers aspects (planification, logistique, sécurité) a eu, lui aussi, une grande importance.

Enfin, il faut signaler également les investissements effectués tout au long de l'année dans certaines des sociétés internationales. Nous pouvons citer parmi eux l'investissement dans l'usine d'Elmira aux États-Unis, destiné à la modernisation des installations, essentiellement au département des structures et finitions, et l'achèvement du nouvel entrepôt général de la fabrique d'Hortolandia, dans l'état de Sao Paulo (Brésil). Enfin, citons les investissements en vue d'agrandir la station photovoltaïque de la filiale Ennera, et celui de la filiale d'essais et homologation, Cetest, dans l'équipement pour améliorer les installations.

Quant aux investissements incorporels, ils ont été pour la plupart destinés aux projets de R+D et, notamment, au projet de plateforme de train OARIS à grande vitesse.





Des projets auxquels participent CAF, CAF I+D et diverses filiales ont été intensifiés et la collaboration se poursuit avec des centres technologiques et des universités.

DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Durant l'exercice 2011 a été approuvé le plan de technologie du groupe CAF pour la période 2012-2014, dans lequel un total de 31 nouveaux projets a été identifié. Par conséquent, le nombre de projet du plan de technologie en marche durant l'année 2011 atteint le total de 85.

Pour financer ces projets, nous avons bénéficié des différentes aides de soutien à l'activité de R+D correspondant à:

- Conseil Foral de Guipuzcoa.
- Gouvernement Basque.
- Ministère d'Innovation.
- Ministère de l'Industrie.
- Commission Européenne.

Dans le plan de technologie développé en 2011, on a insisté sur les projets dans lesquels participent CAF, CAF I+D et diverses filiales du groupe et l'on a continué de collaborer intensément avec divers centres technologiques et universités.

Les principaux projets inclus dans le Plan de Technologie 2011-2013, qui ont été développés durant l'année 2011, abordent les champs suivants:

- Grande Vitesse.
- Produits ferroviaires spécifiques.
- Gestion de l'énergie et éco-conception, qui comprend des projets liés à la réduction de la consommation dans le train et dans le système global, le captage d'énergie pour les tramways sans caténaire, etc.
- Signalisation, tant embarquée que fixe.
- Produits et développements spécifiques sur des technologies ferroviaires de base, adaptation aux exigences des normes de sécurité, traction, roulements, réductrices, contrôle et communications, maintenance, etc.

Tous ces projets ont combiné l'exécution de projets orientés sur l'assimilation de technologies, avec le développement de produits basés sur les elles. Parmi les projets abordés, citons:

- ECOTRANS: projet CENIT pour le développement de technologies pour un transport urbain durable, conduit par le Groupe CAF et dans lequel, outre CAF et CAF I+D, participent 3 filiales technologiques de CAF, 13 entreprises étrangères au groupe et 20 centres technologiques et universitaires.
- Projet VEGA de développement électronique de sécurité.
- Projets de développement de spécialisation dans la résistance à la marche, compatibilité électromagnétique (EMC), dynamique ferroviaire, bruit et vibrations, systèmes d'accumulation d'énergie.
- Prototype OARIS de Trains à Grande Vitesse.
- Système ERTMS-ETCS pour le développement d'un équipement embarqué de signalisation.
- Développement de roues élastiques pour tramways et réductrices.







DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Le Groupe CAF a participé activement dans divers groupes de travail d'UNIFE (Association Européenne de Fabricants) et s'est intégré dans UNISIG, c'est-à-dire, dans le consortium des entreprises européennes de signalisation ferroviaire. Parmi les travaux réalisés à l'UNIFE, citons la préparation conjointe de matériel ferroviaire avec les fabricants européens les plus importants du consortium, Joint Technical Initiative SHIFT2RAIL. Ce consortium a pour objectif de promouvoir l'hégémonie technologique de l'industrie européenne des chemins de fer sur le marché mondial par le développement d'une série d'initiatives de R+D les 7 prochaines années.

Le Groupe CAF a participé également aux projets de collaboration avec RENFE et ADIF, et avec diverses administrations et entreprises internationales dans le cadre de programmes nationaux et également dans le septième programme cadre européen. Parmi ces projets, citons :

- Projet Unichanger conduit par la « Fundación de Ferrocarriles Españoles » avec la participation des entreprises les plus importantes du secteur.
- Projets Européens TREND, avec la participation des entreprises les plus importantes du secteur, orientés sur des environnements de validation pour EMC en véhicules ferroviaires, et OSIRIS de réduction de la consommation dans le transport ferroviaire urbain.
- Projets européens Dynotrain, Aerotrain et Euroaxles auxquels participent CAF et CAF I+D, tendant à réduire la complexité des processus de certification actuels.

Quant aux filiales technologiques, elles ont poursuivi leur activité normale de développement de projets de R+D, dont nous pouvons citer les suivants :

- Le fonctionnement en service commercial du système d'accumulation d'énergie et de fonctionnement autonome sans caténaire monté sur le tramway de Séville, et son application aux tramways de Saragosse et Grenade.
- Le développement d'équipements de traction couvrant une gamme de tensions de caténaire de jusqu'à 25 kV, qui a

permis de les commercialiser dans un projet pour Indian Railways.

- La fin des essais sur voie des trains CAF pour Euskotren qui incluent des équipements de vidéo-information, vidéosurveillance, etc., développés dans le Plan de Technologie de Traintic.
- Le développement de produits ERTMS de voie.

Les projets d'ingénierie les plus importants auxquels on a travaillé durant cet exercice ont été les suivants :

- Locomotive et voitures pour Arabie Saoudite.
- Train à Grande Vitesse 350 km/h OARIS.
- Unités électriques pour Euskotren.
- Métro de Malaga.
- Trains diesel pour les chemins de fer d'Irlande du Nord (NIR).
- Train-tram pour Bahía Cadix-Chiclana.
- Tramway de Belgrade.
- Unités électriques FGC s/113.
- Trains diesel basculants pour la Sardaigne.
- Train CIVITY pour Trieste (Italie).
- Unités électriques pour CPTM (Brésil).
- Voitures de voyageurs pour Amtrak (USA).



Le Groupe CAF a participé également à des projets avec RENFE et ADIF, et avec différentes administrations et entreprises internationales dans le cadre de programmes nationaux et dans le septième programme cadre européen.

- Unités électriques pour Recife (Brésil).
- Métro de Sao Paulo Ligne 5 (Brésil).
- Métro de Medellín.
- Tramway de Grenade.
- Tramway de Besançon (France).
- Tramway de Nantes (France).
- Tramway pour Stockholm (Suède).

Dans les derniers mois de l'année, les produits suivants ont été mis en service:

- Tramway pour Debrecen (Hongrie).
- Train léger pour Houston (USA).
- Unités électriques pour Auckland (Nouvelle Zélande).
- Train CIVITY pour Montenegro.
- Métro de Bucarest (Roumanie).

Le développement de base de nouveaux types de véhicules se poursuit pour étendre la gamme de produits CAF.





POLITIQUE DE GESTION DE RISQUES



Les risques les plus importants auxquels s'affronte la société peuvent se regrouper dans les catégories suivantes:

1. Risques de caractère financier

La gestion menée dans ce sens au sein du Groupe CAF se centre sur l'incertitude des marchés financiers et tente de minimiser les effets potentiels adverses sur la rentabilité financière du Groupe.

Le Département Financier du Groupe identifie, évalue et couvre les risques financiers en établissant des politiques pour la gestion du risque global, ainsi que pour des branches concrètes comme le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, l'emploi de dérivés et non dérivés, investissement de l'excédent de liquidité et écarts par rapport aux devis.

a) Risque de marché

Les diverses sociétés du Groupe CAF opèrent à l'échelle internationale et, par conséquent, sont exposées à des risques de taux de change pour des opérations avec des devises, (notamment le dollar américain, le real brésilien, la livres sterling et la couronne suédoise).

Pour contrôler le risque de taux de change qui surgit dans des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs reconnus, les sociétés du Groupe utilisent des contrats à

terme. Le risque de taux de change survient quand les transactions commerciales futures, les actifs et les passifs reconnus sont exprimés dans une monnaie qui n'est pas la monnaie fonctionnelle du Groupe (euro).

C'est une pratique habituelle à CAF, de couvrir intégralement le risque de marché dans ses contrats articulés dans des devises différentes de la monnaie fonctionnelle du Groupe. L'objectif de ces couvertures est de tenter d'éviter l'impact des variations sur les devises dans les différents contrats signés, de sorte que les résultats du Groupe soient le fidèle reflet de son activité industrielle et de service.

Pour les matières premières les plus importantes, CAF passe les commandes et arrête le prix à la mise en vigueur de chaque nouveau projet. Elle couvre ainsi le risque qu'une évolution à la hausse des prix des matières premières répercute négativement sur les marges contractuelles.

b) Risque de crédit

La majorité des comptes à recouvrer et des travaux en cours que l'on possède, correspondent à plusieurs clients dans divers pays. Dans la plupart des cas, les contrats incluent des paiements à mesure qu'on avance dans le développement du projet.

C'est une pratique habituelle que la société assure le risque de résolution ou de non-paiement des contrats d'exportation, moyennant la contraction de polices d'assurance à l'exportation conformément aux normes du Consensus OCDE pour ce type d'instrument.

c) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique la maintenance d'argent suffisant et de valeurs négociables ainsi que des disponibilités de financement pour faire face efficacement à tous les engagements financiers.

Le risque de liquidité est géré dans le Groupe CAF de la manière suivante:

- La recherche du meilleur niveau possible d'autofinancement de chacun des contrats.
- La maintenance d'une ample position de liquidité à court terme.
- Le maintien de la capacité de financement dont il n'a pas été disposé.

d) Risque de taux d'intérêt des flux d'argent et de la valeur raisonnable

Le risque de taux d'intérêt du Groupe surgit de l'usage des ressources extérieures.

Le groupe applique la politique, pour les opérations courantes, de ne recourir à l'endettement avec des tiers que dans des cas exceptionnels, à travers des ressources extérieures à court terme et référencés aux indices variables de marché, normalement Euribor, qui permet de mitiger substantiellement ce risque de taux d'intérêt.

e) Risque dérivé des écarts par rapport aux devis des projets

Les écarts par rapport aux devis des projets qui ont servi de base pour la préparation des offres respectives sont couverts moyennant l'utilisation d'un système d'information détaillé de chacun des postes de coût qui compare en permanence le devis de ces postes et la réalité de la situation des coûts de chaque projet, le tout en exerçant un suivi continu de ces données à travers une procédure interne créée à cet effet, dans laquelle intervient chacun des départements impliqués dans chaque projet. Ainsi, tout au long de la durée de vie des projets, est exercé un suivi continu de ces données moyennant une procédure interne créée à cet effet, dans laquelle interviennent chacun des départements impliqués dans chaque projet.

2. Risques dérivés de la production de données de caractère environnemental

CAF est totalement engagée dans la protection de l'environnement. Dans ce but elle a suivi les principes du programme d'action environnementale de l'Union Européenne basés sur la précaution préventive et la correction à l'origine.

Dans cette ligne, la Société a implanté un programme d'actions sur divers aspects environnementaux relatifs à l'atmosphère, les rejets, les déchets, la consommation de matières premières, l'énergie, l'eau et les bruits, et a obtenu le Certificat ISO 14001.

3. Risques dérivés de la production de dommages aux tiers pour défauts ou retards dans la prestation de services

Toutes les usines de CAF disposent de la technologie la plus moderne du marché et emploient les techniques les plus avancées pour optimiser la production en suivant les standards des Normes ISO 9001 et 9002.

Par ailleurs, CAF suit une politique de contraction d'assurances très conservatrice, qui lui permet de bien se protéger des conséquences économiques, pour la société, de la matérialisation de certains de ces risques.

4. Risques de caractère professionnel ou dommages sur les biens ou des actifs propres des usines

CAF dispose d'un Système de Prévention des Risques du Travail révisé par une firme externe. Dans le Manuel du Système de Prévention sont définis, entre autres, les activités d'évaluation de risques, la recherche d'accidents, les inspections de sécurité, la surveillance de la santé et la formation. Il y a aussi un Plan de Prévention, de caractère annuel, dans lequel sont planifiées les activités préventives





PERSPECTIVES

Les perspectives du groupe pour les prochaines années se centreront dans les opérations suivantes:

- Développement du potentiel du Groupe dans des activités de services appliqués au secteur ferroviaire, comme les concessions, et la location et la maintenance de trains.
- Développement du potentiel du Groupe dans le domaine des systèmes clé en main et de signalisation ferroviaire.
- Développement de nouveaux systèmes et véhicules de matériel roulant, et implantation de systèmes avancés de gestion intégrale de projets.
- Augmentation de la présence du Groupe sur les marchés internationaux de matériel ferroviaire.
- Application systématique des programmes de réduction des coûts à toutes les branches du Groupe.

FAITS POSTÉRIEURS

Au 31 janvier 2012, il y avait un portefeuille de commandes fermes de 4.988.950 milliers d'euros.





RAPPORT ANNUEL DE GOUVERNEMENT CORPORATIF

Le rapport annuel de Gouvernement Corporatif correspondant à l'exercice 2011 fait partie du rapport de gestion et, à la date de publication du Rapport Financier Annuel, il est disponible sur le site web de la CNMV:

<http://www.cnmv.es/Portal/consultas/EEE/InformacionGobCorp.aspx?nif=A20001020>



RAPPORT D'AUDIT

Traduction d'un rapport dressé à l'origine en espagnol, basé sur notre travail réalisé conformément aux normes de régulation de l'activité d'audit des comptes en vigueur en Espagne, et de comptes annuels consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre réglementaire d'information financière applicable au Groupe (cf. notes 2 et 27). En cas de divergence, c'est la version en langue espagnole qui prévaut.

RAPPORT D'AUDIT DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Aux Actionnaires de
Construcciones y Auxiliar de
Ferrocarriles, S.A.:

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels consolidés de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (CAF ou la Société Mère) et de ses Sociétés Dépendantes, qui forment ensemble le Groupe CAF (Note 2.f), comptes qui comprennent le bilan de situation consolidé au 31 décembre 2011 et le compte de résultats consolidé, l'état des produits et charges reconnus consolidé, l'état des changements dans le patrimoine net consolidé, l'état des flux de trésorerie consolidé et l'annexe aux comptes consolidée, correspondant à l'exercice annuel clos à cette date. Tel que cela est indiqué dans la Note 2.a, les Administrateurs de la Société Mère sont responsables de la présentation des comptes annuels du Groupe, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, adoptées par l'Union Européenne, et autres dispositions du cadre réglementaire d'information financière applicable au Groupe. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels, pris dans leur ensemble, fondée sur le travail réalisé conformément aux normes de régulation de l'activité d'audit de comptes en vigueur en Espagne, qui requiert l'examen, moyennant la réalisation de procédures spécifiques, de l'évidence justificative des comptes annuels consolidés et l'évaluation que leur présentation, les principes et critères utilisés et les estimations réalisées sont conformes au cadre réglementaire d'information financière applicable.

À notre avis, les comptes annuels consolidés ci-joints de l'exercice 2011 ci-joints expriment, dans tous leurs aspects significatifs, l'image fidèle du patrimoine consolidé et de la situation financière consolidée de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et de ses Sociétés Dépendantes qui forment ensemble le Groupe CAF au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats consolidés de ses opérations et de ses flux d'argent consolidés correspondant à l'exercice annuel clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière adoptées par l'Union Européenne, et autres dispositions du cadre réglementaire d'information financière applicables.

Le rapport de gestion consolidé ci-joint de l'exercice 2011 contient les explications que les Administrateurs de la Société Mère considèrent opportunes sur la situation du Groupe, l'évolution de son activité et autres problématiques, et il ne fait pas partie intégrante des comptes annuels consolidés. Nous avons vérifié que l'information comptable que contient ce rapport de gestion consolidé concorde avec celle des comptes annuels consolidés de l'exercice 2011. Notre travail en qualité d'auditeurs s'est limité à la vérification du rapport de gestion consolidé dans les limites mentionnées dans ce paragraphe et ne comprend pas la révision de toute autre information que celle obtenue des livres de comptabilité des sociétés consolidées.

DELOITTE, S.L.
Inscrite au R.D.A.C. N° S0692



Alberto Uribe-Echevarría Abascal
28 février 2012

COMPTES ANNUELS DU GROUPE CONSOLIDÉ
Exercice 2011

Bilans de Situation Consolidés

aux 31 décembre 2011 et 2010 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

Actif	31-12-11	31-12-10 (*)
Actif non courant:		
Immobilisations incorporelles (Note 7)		
Fonds de Commerce	232	596
Autres immobilisations incorporelles	30.567	211.865
	30.799	212.461
Immobilisations corporelles, nettes (Note 8)		
	288.539	300.967
Investissements comptabilisés suivant la méthode de la participation (Note 9)		
	11.558	16.979
Actifs financiers non courants (Note 9)		
	420.422	56.718
Impôts différés actifs (Note 18)		
	110.353	113.005
Total actif non courant	861.671	700.130
Actif courant:		
Stocks (Note 11)		
	365.464	354.906
Créances d'exploitation		
Créances clients et comptes rattachés (Notes 10, 11 et 12)	776.715	669.400
Autres créances (Notes 7, 10 et 19)	48.841	77.328
Actifs pour impôt courant (Note 19)	3.684	4.324
	829.240	751.052
Autres actifs financiers courants (Note 13)		
	235.519	358.467
Autres actifs courants		
	2.691	3.433
Numéraire et autres actifs liquides équivalents		
	86.214	55.705
Total actif courant	1.519.128	1.523.563
Total Actif	2.380.799	2.223.693

Passif et Patrimoine Net	31-12-11	31-12-10 (*)
Patrimoine net (Note 14):		
Fonds propres		
Capital déclaré	10.319	10.319
Prime d'émission	11.863	11.863
Réserve de revalorisation	58.452	58.452
Autres réserves de la Société mère et des sociétés consolidées par intégration globale et par la méthode de la participation	444.554	351.221
Résultat de l'exercice attribué à la Société mère	146.182	129.624
	671.370	561.479
Ajustements pour changements de valeur		
Différences de conversion	(5.106)	2.145
Opérations de couverture	(1.820)	-
	(6.926)	2.145
Patrimoine net attribué à la Société mère	664.444	563.624
Intérêts minoritaires	2.820	9.660
Total patrimoine net	667.264	573.284
Passif non courant:		
Provisions non courantes (Note 20)	3.662	2.146
Passifs financiers non courants (Notes 15 et 16)		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	242.171	240.565
Autres passifs financiers	84.159	66.624
	326.330	307.189
Impôts différés passifs (Note 18)	85.956	55.934
Autres passifs non courants (Note 3.p)	8.727	5.546
Total passif non courant	424.675	370.815
Passif courant:		
Provisions courantes (Note 20)	247.798	211.104
Passifs financiers courants (Notes 15 et 16)		
Dettes avec des entités de crédit	5.878	20.344
Autres passifs financiers	28.096	21.946
	33.974	42.290
Dettes commerciales et autres comptes à payer		
Fournisseurs	417.312	440.363
Autres dettes (Notes 10, 11, 15 et 19)	584.089	580.235
Passifs pour impôt courant (Note 19)	5.322	4.013
	1.006.723	1.024.611
Autres passifs courants	365	1.589
Total passif courant	1.288.860	1.279.594
Total Passif et Patrimoine Net	2.380.799	2.223.693

(*) Présenté exclusivement à des fins de comparaison.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante du bilan de situation consolidé au 31 décembre 2011.

Comptes de Résultats Consolidés correspondant

à l'exercice annuel clos au 31 décembre de 2011 et 2010 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

(Débit) Crédit	2011	2010 (*)
Opérations continues:		
Montant net du chiffre d'affaires (Note 6, 9 et 10)	1.725.099	1.563.206
± Variation des stocks de produits finis et en cours de fabrication	66.356	(20.207)
Travail réalisé par l'entreprise pour son actif	2.054	1.783
Approvisionnements (Note 21)	(965.028)	(814.680)
Autres produits d'exploitation (Note 21)	6.402	9.172
Charges de personnel (Note 22)	(342.745)	(318.160)
Autres charges d'exploitation (Note 21)	(263.301)	(218.855)
Amortissement des immobilisations (Notes 7 et 8)	(36.788)	(31.278)
Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations (Notes 7, 8 et 9)	(27.266)	(14.337)
Autres résultats	-	-
Résultat d'exploitation	164.783	156.644
Produits financiers (Notes 9 et 13)	9.620	11.473
Charges financières (Note 16)	(26.627)	(2.102)
Différences de change	39	(9.217)
Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers	(639)	2.685
Variation de la juste valeur dans des instruments financiers	(8)	(45)
Résultat financier	(17.615)	2.794
Résultat d'entités évaluées par la méthode de la participation (Note 9)	(3.301)	(846)
Résultat avant impôts	143.867	158.592
Impôt sur les bénéfices (Note 18)	(14.260)	(14.880)
Résultat de l'exercice issu d'opérations continues	129.607	143.712
Résultat de l'exercice issu des activités discontinues (Note 2.g)	11.842	(18.272)
Résultat consolidé de l'exercice	141.449	125.440
Attribué à:		
La Société Mère	146.182	129.624
Intérêts minoritaires	(4.733)	(4.184)
Bénéfice par action (en euros)		
De base	42,64	37,81
Dilué	42,64	37,81

(*) Présenté exclusivement à des fins de comparaison.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante du compte de résultats consolidé correspondant au 31 décembre 2011.

État des Produits et Charges Consolidés

correspondant aux exercices 2011 et 2010 (Notes 1 à 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

	2011	2010 (*)
A) Résultat consolidé de l'exercice	141.449	125.440
B) Produits et charges imputés directement au patrimoine net	(19.666)	17.092
Pour évaluation d'instruments financiers	-	-
Pour couvertures de flux de trésorerie	(2.528)	97
Différences de conversion	(17.846)	17.022
Effet fiscal	708	(27)
C) Transferts au compte de résultats	10.232	-
Différences de conversion	10.232	-
Total produits et charges reconnus (A+B+C)	132.015	142.532
Attribué à:		
La Société Mère	137.111	145.541
Intérêts minoritaires	(5.096)	(3.009)

(*) Présenté exclusivement à des fins de comparaison.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante des états de produits et charges reconnus consolidés correspondant au 31 décembre 2011.

État des Changements dans le Patrimoine Net Consolidé

correspondant aux 31 décembre 2011 et 2010 (Notes 1 à 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

	Patrimoine net attribuable à la société mère								Total patrimoine
	Fonds propres				Résultat net de l'exercice	Ajustements dans le patrimoine pour évaluation	Différences de conversion	Intérêts minoritaires	
Capital social	Prime d'émission	Réserve pour réévaluation d'actifs et de passifs non réalisés	Autres réserves						
Soldes au 31 décembre 2009 (*)	10.319	11.863	58.452	268.294	124.343	(70)	(13.702)	12.946	472.445
Total produits/charges reconnus	-	-	-	-	129.624	70	15.847	(3.009)	142.532
Opérations avec des associés ou propriétaires	-	-	-	(5.421)	(35.995)	-	-	(277)	(41.693)
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(35.995)	-	-	(64)	(36.059)
Opérations avec des associés externes	-	-	-	(5.421)	-	-	-	(213)	(5.634)
Autres variations de patrimoine net	-	-	-	88.348	(88.348)	-	-	-	-
Transferts entre postes de patrimoine net	-	-	-	88.348	(88.348)	-	-	-	-
Soldes au 31 décembre 2010 (*)	10.319	11.863	58.452	351.221	129.624	-	2.145	9.660	573.284
Total produits/charges reconnus	-	-	-	-	146.182	(1.820)	(7.251)	(5.096)	132.015
Opérations avec des associés ou propriétaires	-	-	-	(296)	(35.995)	-	-	(229)	(36.520)
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(35.995)	-	-	(86)	(36.081)
Opérations avec des associés externes	-	-	-	(296)	-	-	-	(143)	(439)
Autres variations de patrimoine net	-	-	-	93.629	(93.629)	-	-	(1.515)	(1.515)
Transferts entre instruments de patrimoine net	-	-	-	93.629	(93.629)	-	-	-	-
Variations dans le périmètre	-	-	-	-	-	-	-	(1.515)	(1.515)
Soldes au 31 décembre 2011	10.319	11.863	58.452	444.554	146.182	(1.820)	(5.106)	2.820	667.264

(*) Présenté exclusivement à des fins de comparaison.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante de l'état des changements dans le patrimoine net consolidé le 31 décembre 2011.

Traduction d'états financiers consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre réglementaire d'information financière applicable au Groupe (voir Notes 2 et 27). En cas de divergences, c'est la version espagnole qui prévaut.

États des Flux de Trésorerie Consolidés Générés

pour les exercices 2011 et 2010 (Notes 1 à 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

	2011	2010 (*)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat de l'exercice	141.449	125.440
Ajustements du résultat		
Impôt sur les bénéfices	32.067	4.377
Amortissements (Notes 7 et 8)	44.196	38.647
Corrections de valeur pour dépréciation (Notes 7 et 9)	27.125	11.731
Variations des provisions (Notes 3.l et 20)	42.336	(8.974)
Résultat pour variations dans le périmètre de consolidation (Note 2.g)	(64.462)	-
Autres postes de résultats	(167)	4.267
Bénéfice dans la cession d'actifs non courants (Note 8)	770	(42)
Investissements comptabilisés par la méthode de la participation (Note 9)	3.301	846
Produits financiers	(10.097)	(14.399)
Charges financières	59.057	32.449
Changements dans le capital courant		
Créances commerciales et autres actifs courants (Notes 3.d et 12)	(125.597)	122.152
Stocks (Note 11)	(17.462)	(12.094)
Dettes commerciales	10.605	(311.346)
Autres passifs courants	(1.222)	1.269
Autres actifs et passifs courants	(43.150)	1.537
Autres flux monétaires des activités d'exploitation		
Recouvrements/(Paiements) pour impôts sur les bénéfices (Note 19)	(27.273)	(18.258)
Autres recouvrements/(Paiements) d'activités d'exploitation	(3.540)	(1.293)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (I)	67.936	(23.691)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement:		
Paiements d'investissements		
Entreprises du groupe et associées (Notes 9)	(13.348)	(12.574)
Immobilisations corporelles, incorporelles et investissements immobiliers (Notes 7 et 8)	(44.766)	(64.907)
Autres actifs financiers (Notes 9 et 13)	(312.894)	(40.115)
Unité d'affaires (variations dans le périmètre)	-	(6.843)
Recouvrements d'investissements		
Immobilisations corporelles, incorporelles et investissements immobiliers (Notes 7 et 8)	745	403
Autres actifs financiers (Note 9 et 13)	133.769	151.936
Recouvrement d'intérêts	10.514	9.180
Variations dans le périmètre - Diminution de trésorerie pour perte de contrôle (Note 2.g)	(10.571)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (II)	(236.551)	37.080
Flux de trésorerie liés aux activités de financement:		
Acquisition de participations d'intérêts minoritaires (Note 2.f)	(394)	(5.630)
Recouvrements/(Paiements) d'instruments de passif financier		
Émission (Notes 15 et 16)	287.267	38.784
Remboursements (Notes 15 et 16)	(28.439)	(28.869)
Paiements de dividendes et rémunérations d'autres instruments de patrimoine	(36.081)	(36.059)
Autres flux de trésorerie d'activités de financement		
Paiement d'intérêts (Note 16)	(20.682)	(12.842)
Autres recouvrements/(paiements) d'activités de financement	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (III)	201.671	(44.616)
Augmentation nette monétaire et équivalents au numéraire (I+II+III)	33.056	(31.227)
Numéraire et équivalent au numéraire au début de la période	55.705	81.727
Effet des variations de taux de change dans la trésorerie	(2.547)	5.205
Numéraire et équivalents au numéraire à la fin de la période	86.214	55.705

(*) Présenté exclusivement à des fins de comparaison

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante de l'état des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2011.

Annexe aux Comptes Consolidés

correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2011

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes (Groupe CAF)

1. NATURE ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (ci-après CAF ou Société mère) a été constituée, pour un temps indéfini, à Saint-Sébastien (province de Guipúzcoa).

Son objet social est décrit à l'article 2 de ses Statuts Sociaux.

L'activité principale actuelle de la Société mère est la fabrication de matériel ferroviaire.

La Société mère, dans le développement de son activité, participe majoritairement dans le capital d'autres sociétés (Note 2.f).

2. BASES DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

a) Bases de présentation

Les comptes annuels consolidés du Groupe CAF de l'exercice 2011 ont été dressés par les Administrateurs:

- Conformément aux dispositions des Normes Internationales d'Information Financière (ci-après, IFRS) adoptées par l'Union Européenne selon le Règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, y compris les Normes Internationales de Comptabilité (IAS), les interprétations émises par le International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) et par le Standing Interpretations Committee (SIC). La Note 3 résume les principes comptables et les critères d'évaluation les plus significatifs appliqués dans la préparation des comptes annuels consolidés ci-joints.
- En tenant compte de tous les principes et normes de comptabilité et des critères d'évaluation d'application obligatoire qui ont un effet significatif sur les comptes annuels consolidés, ainsi que les alternatives que permettent les normes à ce sujet et qui sont spécifiées à la Note 3.
- De manière à refléter l'image fidèle du patrimoine et de la situation financière, consolidés, du Groupe CAF au 31 décembre 2011, et des résultats de ses opérations, des changements dans le patrimoine net et des flux monétaires consolidés qui se sont produits dans le Groupe dans les exercices clos à cette date.
- A partir des registres de comptabilité tenus par la Société mère et les autres sociétés intégrées dans le Groupe. Toutefois, étant donné que les principes comptables et les critères d'évaluation appliqués dans la préparation des comptes annuels consolidés du Groupe (IFRS) diffèrent de ceux utilisés par les sociétés qui y sont intégrées (normes locales), on a introduit dans le processus de consolidation les ajustements et les reclassements nécessaires pour homogénéiser entre eux ces principes et critères et pour les adapter aux Normes Internationales d'Information Financière.

Les comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant à l'exercice 2010 ont été approuvés par l'Assemblée Générale des Actionnaires de CAF du 4 juin 2011. Les comptes annuels consolidés du Groupe et les comptes annuels des sociétés qui y sont intégrées, correspondant à l'exercice 2011, sont en attente d'approbation par leurs Assemblées Générales d'actionnaires respectives. Cependant, le Conseil d'Administration de CAF entend que ces comptes annuels seront approuvés sans aucune modification.

b) Adoption des Normes Internationales d'Information Financière (IFRS)

Les comptes annuels consolidés du Groupe correspondant à l'exercice 2011 ont été les premiers dressés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, selon les dispositions du Règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement Européen et du Conseil du 19 juillet 2002, en tenant compte de tous les principes et normes comptables et des critères d'évaluation dont l'application est obligatoire qui ont un effet significatif, ainsi que des alternatives que permet la norme à ce sujet.

L'entrée en vigueur de l'amendement de l'IAS 32 « Instruments financiers: Présentation - Classement des droits sur actions » et la révision de l'IAS 24 « Information à révéler sur les parties liées » ont été effectives pour la première fois

en 2011 et ont été appliquées à ces comptes annuels consolidés du Groupe sans qu'elles n'aient eu d'impacts significatifs ni sur les montants enregistrés ni sur leur présentation et décomposition.

Par ailleurs, les interprétations suivantes sont entrées en vigueur le 1er janvier 2011: IFRIC 14 « Paiements d'avance d'exigence de financement minimales » et IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers avec des instruments de patrimoine ». L'adoption de ces nouvelles interprétations n'a eu dans cet exercice aucun impact sur les comptes annuels consolidés du groupe correspondant à l'exercice clos.

Normes et interprétations émises qui ne sont pas en vigueur

À la date de formulation de ces comptes annuels consolidés, les normes et interprétations suivantes avaient été publiées par l'IASB mais n'étaient pas encore entrées en vigueur, soit parce que leur date de prise d'effets est postérieure à la date des comptes annuels consolidés ou soit parce qu'elles n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne.

Normes et modifications de normes:		Application obligatoire exercices commencés à partir de (2)
Amendement à l'IFRS 7	Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers	1er juillet 2011
IFRS 9 (1)	Instruments financiers: Classification et évaluation	1er janvier 2015
Amendement à l'IAS 12 (1)	Impôts différés relatifs aux biens immobiliers	1er janvier 2012
IFRS 10 (1)	États financiers consolidés	1er janvier 2013
IFRS 11 (1)	Accords conjoints	1er janvier 2013
IFRS 12 (1)	Information relative aux participations dans d'autres entités	1er janvier 2013
IFRS 13 (1)	Évaluation de la juste valeur	1er janvier 2013
IAS 27 (Révisée) (1)	États financiers individuels	1er janvier 2013
IAS 28 (Révisée) (1)	Participations dans des associées et regroupements d'entreprises	1er janvier 2013
Amendement à l'IAS 1 (1)	Présentation d'un autre résultat intégral	1er juillet 2012
Amendement à l'IAS 19 (1)	Rétributions aux employés	1er janvier 2013
Amendement à l'IAS 32 (1)	Compensation d'actifs par des passifs financiers	1er janvier 2014
Amendement à l'IFRS 7 (1)	Compensation d'actifs par des actifs financiers	1er janvier 2013

Interprétations:

IFRIC 20 (1)	Frais de découverte dans la phase de production d'une mine à ciel ouvert	1er janvier 2013
--------------	--	------------------

(1) Normes et interprétations non adoptées par l'Union Européenne à la date de formulation de ces comptes annuels consolidés.

(2) Date d'application obligatoire selon son approbation au Journal Officiel de l'Union Européenne, qui diffère de la date d'origine de l'IASB.

IFRS 9 Instruments financiers: Classification et évaluation

L'IFRS 9 remplacera à l'avenir la partie de classification et évaluation actuelle de l'IAS 39. Il y a des différences très importantes par rapport à la norme actuelle relative aux actifs financiers, notamment, l'approbation d'un nouveau modèle de classification basé sur deux uniques catégories de coût amorti et juste valeur, la disparition des classifications actuelles de « Investissements maintenus jusqu'à l'échéance » et des « Actifs financiers disponibles pour la vente », l'analyse de détérioration seulement pour les actifs qui sont à coût amorti et la non bifurcation de dérivés incorporés dans des contrats d'actifs financiers.

En ce qui concerne les passifs financiers, les catégories de classification proposées par IFRS 9 sont essentiellement les mêmes que celles qui existent déjà actuellement dans l'IAS 39.

À la date actuelle, les futurs impacts de l'adoption de cette norme n'ont pas encore été établis.

Amendement à l'IAS 12 Impôt sur les bénéfices : Impôts différés relatifs aux biens immobiliers

L'amendement introduit une exception aux principes généraux de l'IAS 12 qui touche les impôts différés relatifs aux biens immobiliers, évalués conformément au modèle de juste valeur de l'IAS 40 Immeubles de placement. Dans ce cas, on introduit une présomption pour le calcul des impôts différés applicables selon laquelle la valeur comptable de ces actifs sera entièrement récupérable par la vente.

Cet amendement n'aura sans doute aucun impact pour le Groupe puisque ce dernier ne possède pas de biens immobiliers.

IFRS 10 États financiers consolidés, IFRS 11 Partenariats, IFRS 12 Information à fournir sur les participations dans d'autres entités, IAS 27 (Révisée) États financiers individuels et IAS 28 (Révisée) Investissements dans des associées et regroupements d'entreprises

L'IFRS 10 modifie la définition de contrôle existant actuellement. La nouvelle définition de contrôle comporte trois éléments à remplir: le pouvoir sur la participée, l'exposition ou le droit aux résultats variables de l'investissement et la capacité à utiliser ce pouvoir de manière à pouvoir impacter ces retours dans le montant.

Le Groupe est en train d'analyser quel impact aura cette nouvelle définition de contrôle dans l'ensemble des sociétés consolidées.

L'IFRS 11 Partenariats remplacera l'IAS 31 actuellement en vigueur. Le changement essentiel qu'apporte l'IFRS 11 par rapport à la norme actuelle est l'élimination de l'option de consolidation proportionnelle pour les entités contrôlées conjointement, qui seront incorporées dorénavant par mise en équivalence.

Cette nouvelle norme n'aura pas un effet significatif sur les comptes annuels consolidés du groupe, bien que l'option qui est appliquée actuellement pour la consolidation des regroupements d'entreprises soit la consolidation proportionnelle de leurs états financiers.

Les amendements aux IAS 27 et IAS 28 sont parallèles à l'émission des nouvelles IFRS mentionnées plus haut.

Enfin, l'IFRS 12 est une norme d'information qui regroupe toutes les conditions de révélation sur les comptes relatives aux participations dans d'autres entités (dépendantes, associées, regroupement d'entreprises ou autres participations), y compris les nouvelles exigences d'informations à fournir.

Il est donc prévisible que son entrée en vigueur représentera une extension des informations à fournir que le Groupe réalise et qui sont actuellement requises pour les participations dans d'autres entités et autres véhicules d'investissement.

IFRS 13 Évaluation de la juste valeur

Cette nouvelle norme est émise pour être la source réglementaire unique pour calculer la juste valeur d'éléments de l'actif ou du passif qui sont évalués ainsi conformément aux exigences d'autres normes. L'IFRS 13 change la définition actuelle de juste valeur et introduit de nouvelles nuances à prendre en compte, et elle augmente en outre les informations à fournir exigées en cette matière.

À la date actuelle, les futurs impacts de l'adoption de cette norme n'ont pas encore été analysés.

Amendement à l'IAS 19 Rétributions aux employés

Le principal changement de cet amendement de l'IAS 19 affectera le traitement comptable des plans de bénéfices définis, puisqu'il élimine la « bande de fluctuation » selon laquelle il est actuellement possible de choisir de différer cette partie des résultats actuariels. À partir de l'entrée en vigueur de l'amendement, tous les résultats actuariels seront immédiatement reconnus dans l'autre résultat intégral. Elle entraînera également des changements dans la présentation des composants du coût dans l'état de résultat intégral, qui seront regroupés et présentés de manière différente.

Le Groupe CAF n'a pas de rétributions aux employés de ce type, ce pourquoi l'entrée en vigueur de cet amendement n'aura aucun impact.

Amendements IAS 32 Instruments financiers: présentation et IFRS 7 Instruments financiers: Information à publier relative à la compensation d'actifs et passifs financiers

L'amendement à l'IAS 32 introduit une série d'éclaircissements supplémentaires dans le guide de mise en application sur les exigences de la norme afin de pouvoir compenser un actif et un passif financier dans sa présentation dans le bilan. L'IAS 32 indique déjà qu'un actif et un passif financier ne pourront être compensés que si l'entité a le droit légalement exigible au moment actuel de compenser les montants reconnus. Le guide de mise en application modifié indique, entre autres, que pour remplir cette condition, le droit de compensation ne doit pas dépendre d'événements futurs et doit être légalement exigible, tant dans le cours normal des affaires qu'en cas de manquement, insolvabilité ou faillite de l'entité et de toutes les contreparties.

L'amendement parallèle de l'IFRS 7 introduit un alinéa spécifique de nouvelles conditions d'information à fournir pour les actifs et passifs financiers qui sont présentés nets dans le bilans et aussi pour les autres instruments financiers soumis à un accord exigible de compensation nette ou similaire, indépendamment du fait qu'ils soient présentés compensés ou non du point de vue comptable conformément à l'IAS 32.

L'entrée en vigueur de cette modification ne devrait pas entraîner un changement dans les politiques comptables, puisque l'analyse que fait le Groupe pour présenter ou non certains actifs et passifs financiers sous forme compensée est en accord avec les éclaircissements introduits dans la norme. Mais l'amendement parallèle de la norme sur les informations à fournir d'instruments financiers, quant à lui, entraînera sans doute une augmentation des informations à fournir que le Groupe réalise et qui sont actuellement requises pour ce type de situations.

c) Monnaie de fonctionnement

Les présents comptes annuels consolidés sont présentés en euros, puisque l'euro est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère le Groupe. Les opérations à l'étranger sont enregistrées conformément aux politiques décrites à la Note 2.f.

La contrevaletur en euros des actifs et passifs des sociétés dépendantes, dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro au 31 décembre 2011 et 2010, présente le détail suivant:

Devise	Contrevaletur en milliers d'euros			
	31.12.11		31.12.10	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Peso chilien	5.677	4.553	4.336	3.258
Peso mexicain (Note 2.g)	51.082	27.996	417.988	359.439
Peso argentin	3.588	1.362	2.786	834
Real brésilien (Note 3.d)	558.220	351.593	216.995	104.165
Dollar des États-Unis	36.523	30.924	10.897	5.854
Livre britannique	3.163	2.429	1.900	1.213
Dinar algérien	2.848	1.892	1.611	1.446
Lire turque	11.467	8.673	8.449	6.029
Bolivar	463	328	236	226
Roupie indienne	2.876	2.575	1.799	1.577
Dollar australien	203	70	-	-
Peso colombien	1.899	1.489	-	-
Total	678.009	433.884	666.997	484.041

Le détail des principaux soldes de sociétés dépendantes dans une monnaie étrangère, selon la nature des concepts qui les intègrent, est le suivant:

Nature des soldes	Contrevaleur en milliers d'euros			
	31.12.11		31.12.10	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Immobilisations incorporelles (Note 2.g)	267	-	261.174	-
Immobilisations corporelles	74.707	-	70.492	-
Immobilisations financières et impôts	265.522	-	41.058	-
Stocks	135.543	-	74.769	-
Dettes commerciales et comptes rattachés	128.147	-	184.994	-
Autres actifs financiers courants	40.330	-	6.345	-
Trésorerie et autres actifs liquides équivalents	33.493	-	28.165	-
Passif non courant	-	250.387	-	240.808
Passif courant	-	183.497	-	243.233
Autres	-	-	-	-
Total	678.009	433.884	666.997	484.041

d) Estimations réalisées

Dans les comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant à l'exercice 2011 on a utilisé occasionnellement des estimations.

Bien que ces estimations aient été faites en fonction de la meilleure information disponible au 31 décembre 2011 sur les faits analysés, il est possible que des événements pouvant avoir lieu à l'avenir obligent à les modifier (à la hausse ou à la baisse) dans de prochains exercices; cela serait fait conformément aux dispositions de l'IAS 8, de manière prospective, en reconnaissant les effets du changement d'estimation sur le compte de résultats consolidé correspondant.

Il n'y a pas eu de changements dans les estimations comptables par rapport à l'année 2010 qui ont eu un impact significatif sur ces comptes annuels consolidés.

e) Comparaison de l'information

Conformément aux exigences de l'IAS 1, l'information contenue dans cette annexe référée à l'exercice 2011 est présentée, à des fins de comparaison, avec l'information relative à l'exercice 2010.

Les comptes annuels consolidés de 2010 inclus à des fins de comparaison ont également été dressés selon les dispositions des IFRS adoptées par l'Union Européenne, d'une manière cohérente avec celles appliquées dans l'exercice 2011.

En vertu des exigences de l'IAS 27 et de l'IFRS 5, le compte de résultats de l'exercice 2010 a été adapté pour refléter correctement les opérations classées comme interrompues dans la période antérieure, comme indiqué à la Note 2.g.

f) Groupe consolidable et principes de consolidation

Périmètre de consolidation

Les comptes annuels consolidés ci-joints sont ceux de la Société mère et des sociétés qu'elle contrôle, étant entendu comme tel le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles pour tirer des bénéfices de leurs activités.

Les comptes annuels consolidés ci-joints correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2011 ont été préparés à partir des registres de comptabilité individuels à cette date de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (Société Mère - Note 1) et des Sociétés dépendantes et associées détaillées ci-après:

	% de contrôle ou influence	Siège Social	Activité	Audit
Consolidées par intégration globale				
Sous-groupe Industriel				
CAF, S.A.	Mère	Guipúzcoa	Commercial et industrielle d'équipements et de composants ferroviaires	Deloitte
CAF USA, Inc.	100%	Delaware	Fabrication	G. Thornton
CAF México, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Commercial et industrielle d'équipements et de composants ferroviaires	Deloitte
CAF Brasil Industria e Comercio, S.A.	100%	Sao Paulo	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Argentina, S.A.	100%	Buenos Aires	Réparation et entretien	Ernst & Young
CAF Rail UK, Ltda.	100%	Belfast	Réparation et entretien	Deloitte
CAF Italia, S.R.L.	100%	Rome	Réparation et entretien	Deloitte
CAF Chile, S.A.	100%	Santiago de Chile	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Francia, S.A.S.	100%	Paris	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Turquie, L.S.	100%	Istanbul	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Algérie, E.U.R.L.	100%	Alger	Fabrication et entretien	Deloitte
Trenes CAF Venezuela, C.A.	99%	Caracas	Fabrication et entretien	Deloitte
Houston LRV 100, LLC	100%	Delaware	Fabrication	-
CAF Rail Australia Pty. Ltd.	100%	Queensland	Fabrication et entretien	-
CAF India Private Limited	100%	Delhi	Fabrication et entretien	Deloitte
CFD Bagneres, S.A.	100%	Paris	Fabrication et entretien	Deloitte
Trenes de Navarra, S.A.	100%	Navarre	Fabrication	Deloitte
Construcciones Ferroviarias de Madrid, S.L.U.	100%	Madrid	Fabrication	G. Thornton
Construcciones Ferroviarias - CAF Santana, S.A.	83,73%	Jaén	Fabrication	Deloitte
Tradinsa Industrial, S.A.	96%	Lérida	Réparation et entretien	Deloitte
CAF New Zealand Ltd.	100%	Auckland	Fabrication et entretien	-
CAF Systeme Feroviare SRL	100%	Bucarest	Fabrication et entretien	-
CAF Colombia, S.A.S.	100%	Medellín	Fabrication et entretien	Deloitte
Sous-groupe Technologique				
CAF I+D, S.L. (Société Unipersonnelle)	100%	Guipúzcoa	R+D	-
Traintic, S.L.	100%	Guipúzcoa	Équipements électroniques	Bsk
Trainelec, S.L.	100%	Guipúzcoa	Équipements de puissance	Deloitte
Nuevas Estrategias de Mantenimiento, S.L.	85%	Guipúzcoa	Solutions technologiques	Bsk
Desarrollo Software Miramon 4, S.L.	100%	Guipúzcoa	Software	Bsk
Bizkaia Ferroviaria, S.L.	100%	Biscaye	Ingénierie	Bsk
Centro de Ensayos y Análisis Cetest, S.L.	100%	Guipúzcoa	Essais	Bsk
Lander Simulation and Training Solutions, S.A.	57%	Guipúzcoa	Simulateurs	S.M. Audit
Geminy, S.L.	100%	Guipúzcoa	Manuels d'opération	Alter

	% de contrôle ou influence	Siège Social	Activité	Audit
Seinalia, S.L.	100%	Guipúzcoa	Signalisation	Deloitte
Eliop Seinalia, S.L.U.	100%	Madrid	Signalisation	Deloitte
Eliop Otomatik Kontrol Sistemleri San. Ve Tic Limited Sirketi	90%	Istanbul	Signalisation	Deloitte
Sous-groupe Services				
Actren, S.A. (*)	51%	Madrid	Entretien	Deloitte
Sermanfer, S.A.	100%	Madrid	Entretien	Audyge
Sefemex, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Prestation de services	Almaguer
Corporación Trainemex, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Administration	Almaguer
Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A.	100%	Guipúzcoa	Encouragement entrepreneurial	Deloitte
Urbanización Parque Romareda, S.A.	100%	Saragosse	Détention d'actions	-
Ctrens Companhia de Manutenção, S.A.	100%	Sao Paulo	Services de location	Deloitte
Provetren, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Services de location	Deloitte
Sermantren, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Prestation services	Almaguer
Ennera Energy and Mobility, S.L.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	Bsk
Ennera Inversiones en Microgeneración, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	Bsk
Sempere Componentes, S.L.	100%	Guipúzcoa	Commercialisation	Bsk
Predictove Ingenieros, S.L.	100%	Guipúzcoa	Maintenance prédictive	Alter
Agarregune, S.L.	100%	Guipúzcoa	Encouragement entrepreneurial	-
GarraioTech, S.L.	80%	Guipúzcoa	Services logistiques	Bsk
Sous-groupe Construction				
Constructora de Sistemas Ferroviarios, S.L.	100%	Guipúzcoa	Équipement	Deloitte
Constructora Mexicana del Ferrocarril Suburbano, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Équipement	Deloitte
Consolidées par la méthode de la participation (Note 9)				
Sous-groupe Industriel				
Compañía de Vagones del Sur, S.A. (**)	29,3%	Jaén	Fabrication	-
Sous-groupe Technologique				
Asirys Vision Technologies, S.A.	22,33%	Guipúzcoa	Production automatique	-
Sous-groupe Services				
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	43,35%	Mexique D.F.	Prestation services de transport	Deloitte
Plan Metro, S.A.	40%	Madrid	Services de location	Deloitte
Consortio Traza, S.A. (***)	25%	Saragosse	Détention d'actions	Deloitte

(*) Société consolidée par la méthode proportionnelle

(**) La Société maintient une participation de 100% dans Ditecsa Jaén, S.L.

(***) La Société maintient une participation de 80% dans la Société S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.

Variations dans le périmètre de consolidation

Outre la variation expliquée à l'alinéa g), les sociétés CAF New Zealand, Ltd, CAF Systeme Feroviare, S.R.L., CAF Colombia, S.A.S. et Ennera Inversiones en Microgeneración, S.L.U. ont été constituées durant l'exercice 2011.

Durant l'exercice 2011, 40% de la participation de Desarrollo Software Miramon 4, S.L. et 47,89% de la participation de Lets Ingenieros, S.L. (ensuite absorbée par Traitric, S.L.) ont été acquis, pour un montant de 250 milliers et 144 milliers d'euros, respectivement, la Groupe détenant ainsi 100% des participations des deux sociétés.

Par ailleurs, en raison de la non-souscription de l'augmentation de capital par l'associé minoritaire de Construcciones Ferroviarias - Caf Santana, S.A., le Groupe détient maintenant 83,73% de la Société (67% en 2010).

Outre les actifs et passifs acquis d'Eliop Seinalia, S.L.U. en 2010, le contrat d'achat et vente établissait l'obligation du vendeur de transmettre son pourcentage de participation (90%) à la filiale turque « Eliop Otomatik Kontrol Sistemleri San Ve Tic » pour un montant de 500 milliers d'euros. Ce montant a été payé durant l'exercice 2010, bien que la transmission effective de cette filiale ait eu lieu durant le premier semestre 2011, générant ainsi un fonds de commerce de 217 milliers d'euros (Note 7).

Durant l'exercice 2010, ont été acquis les 100% de la participation de Jeudi Inversiones 2011, S.L., (actuellement Eliop Seinalia, S.L.U.) société qui a servi de véhicule pour l'acquisition d'actifs et de passifs correspondant à la division d'infrastructures de Núcleo Comunicaciones y Control, S.A. Cette acquisition a été comptabilisée par la méthode d'achat.

Du prix d'achat total convenu (9,5 millions d'euros), il reste à payer au 31 décembre 2011 un montant de 1,5 millions d'euros, soumis à l'écoulement d'un délai de 18 mois et 3 ans à partir du moment de l'achat. En novembre 2010, les 40% restants de la société du Groupe CFD Bagnères, S.A. ont été achetés à l'actionnaire minoritaire, pour un montant de 5.360 milliers d'euros. La participation que détenait l'associé minoritaire de la société Trenes de Navarra, S.A. de 1,63%, a également été acquise pour un montant de 270 milliers d'euros. Par ailleurs ont été constituées les sociétés CAF India Private Limited au capital de 116 milliers d'euros, Ctrens Companhia de Manutenção, S.A., au capital de 115 millions d'euros, dont 37 millions étaient libérés au 31 décembre 2011, Provetren, S.A. de C.V. et Sermantren, S.A. de C.V., toutes deux au capital de 3 millions d'euros, et CAF Rail Australia Pty, Ltd., au capital social de 74 milliers d'euros. Enfin, durant l'exercice 2011, une augmentation de capital de 11.385 milliers d'euros a été réalisée par la société Consorcio Traza, S.A.

Méthode de consolidation

On considère « sociétés dépendantes » celles sur lesquelles la Société mère a la capacité d'exercer le contrôle; capacité qui se manifeste quand la Société mère a la faculté de diriger les politiques financières et d'opération d'une société en participation afin de tirer des bénéfices de ses activités. Il est présumé que ce contrôle existe quand la Société mère détient la propriété, directe ou indirecte, de plus de 50% des droits de vote des sociétés en participation ou, même si ce pourcentage est inférieur, s'il y a des accords avec d'autres actionnaires de ces sociétés qui accordent leur contrôle à la Société. Les comptes annuels des sociétés dépendantes sont consolidés avec ceux de la Société mère par application de la méthode d'intégration globale. Par conséquent, tous les soldes et effets des transactions effectuées entre les sociétés consolidées qui sont significatifs ont été éliminés dans le processus de consolidation.

Par ailleurs, les « sociétés associées » sont celles sur lesquelles la Société mère a la capacité d'exercer une influence significative, mais pas le contrôle ni le contrôle conjoint. Habituellement, cette capacité se manifeste dans une participation (directe ou indirecte) supérieure à 20% des droits de vote de la société en participation. Sur les comptes annuels consolidés, les sociétés associées sont évaluées par la « méthode de la participation », c'est-à-dire, par la fraction de leur net patrimonial que représente la participation du Groupe dans leur capital, une fois pris en compte les dividendes touchés de ces sociétés et autres éliminations patrimoniales (dans le cas de transactions avec une associée, les pertes ou les gains correspondants sont éliminés dans le pourcentage de participation du Groupe dans son capital) moins toute dépréciation de valeur des participations individuelles.

Sont considérées « regroupements d'entreprises » les entreprises dans lesquelles une activité est soumise à un contrôle conjoint, le contrôle étant entendu comme le pouvoir de diriger la politique financière et d'exploitation d'une entité. Sur les comptes annuels consolidés, les regroupements d'entreprises sont intégrés par « consolidation proportionnelle », c'est-à-dire que les états financiers de chaque participant incluent la part d'actifs, de charges et de produits de l'entité contrôlée proportionnellement à la participation détenue.

Conversion d'états financiers en monnaie étrangère

Les états financiers en monnaie étrangère ont été convertis en euros selon la méthode de « taux de change de clôture », qui consiste à convertir tous les biens, droits et obligations en euros en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture et les postes du compte de résultats au taux de change moyen de l'exercice.

La différence entre le montant des fonds propres de la société étrangère convertis au taux de change historique (sauf le solde du compte de résultats, pour ce qui a été mentionné plus haut) et la situation patrimoniale nette qui découle de la conversion des biens, droits et obligations au taux de change de clôture à partir du 1er janvier 2004 est enregistrée dans le Patrimoine Net du bilan consolidé au poste « Différences de conversion » après déduction de la part de cette différence qui correspond aux intérêts minoritaires, qui sont enregistrés au compte « Patrimoine Net - Intérêts minoritaires ».

g) Résultat d'opérations interrompues et actifs maintenus pour la vente

Opérations interrompues

Nous présentons ci-dessous la décomposition du solde du chapitre « Résultats de l'exercice issus d'opérations interrompues » des comptes de résultats consolidés aux 31 décembre 2011 et 2010:

	Milliers d'euros	
	2011	2010
Résultat d'opérations interrompues : bénéfice (perte)	(27.228)	(18.272)
Gains (perte) après vente	39.070	-
Total	11.842	(18.272)

Le 25 août 2005, le Secrétariat aux Communications et Transport du Mexique a accordé à la société Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V. une concession pour l'exploitation d'une ligne de chemin de fer au Mexique (Note 7).

En raison de divers retards dans l'implantation des services et infrastructures non imputables à CAF, les résultats de cette concession depuis sa mise en marche ont été inférieurs à ceux espérés.

C'est pourquoi, le 30 décembre 2011, la société mère a décidé avec le Secrétariat aux Communications et Transports du Gouvernement Fédéral des États-Unis Mexicains (la « SCT ») et le Fonds National d'Infrastructure (le « Fonds »), de procéder à une restructuration financière de la Concession pour l'Exploitation de la Ligne de Chemin de Fer Suburbain entre les localités mexicaines de Cuautitlán et Buenavista (la « Concession ») exploitée par la société filiale Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V. (« FFSS »).

Les aspects les plus remarquables de cette restructuration financière sont les suivants:

- Il est convenu d'augmenter le capital de FFSS pour compensation de crédits (fonds contingent pour la dette) en faveur du Fonds, augmentation qui est intégralement souscrite par ce dernier. En vertu de cette opération, le Fonds acquiert 49% de la société ; la participation préalable de 85% du groupe CAF se dilue et devient alors 43%.
- Le Fonds accorde à FFSS un nouvel appui récupérable, moyennant l'augmentation du fonds contingent pour la dette existante jusqu'à cette date à un montant de 2.340 millions de pesos.
- La durée de validité de la Concession est prolongée jusqu'en 2050.

À la suite de ces accords, les résultats économiques de FFSS sont consolidés dans les états financiers du Groupe CAF par la méthode de mise en équivalence, puisque le Groupe CAF n'exerce pas de contrôle sur cette participation. Le Groupe a effectué un calcul de la juste valeur de l'investissement moyennant l'estimation des flux futurs en considérant certaines hypothèses d'affluence de voyageurs et autres, et certains paiements prévus aux fournisseurs, fruit du processus d'arbitrage existant au sujet des investissements en infrastructures réalisés (Note 25). Il en résulte une juste valeur proche de zéro (Note 9).

Par conséquent, étant donné que cette opération remplit toutes les conditions établies par les IAS 27 et IFRS 5 au sujet des pertes de contrôle et actifs non courants maintenus pour la vente, ces activités ont été classées comme interrompues.

Résumé des actifs d'activités interrompues et résultats des opérations interrompues

Nous présentons ci-après les actifs (et passifs associés) des activités classées comme interrompues, les résultats des opérations discontinues incluses au compte de résultats consolidé et les flux de trésorerie correspondants.

Les résultats des opérations interrompues ont été adaptés pour inclure les opérations classées comme interrompues dans la période précédente.

31 décembre 2010	
Milliers d'euros	
Autres actifs incorporels (Note 7)	172.720
Autres actifs non courants	45.718
Total Actifs non courants	218.438
Créances	28.916
Autres actifs courants	8.955
Total Actifs courants	37.871
Total Actifs discontinus	256.309
Total Passifs associés aux actifs discontinus	(275.630)
Total Actifs nets discontinus	(19.321)

Les principales rubriques des comptes de résultats correspondant aux opérations classées dans les activités interrompues en 2011 jusqu'à leur cession et en 2010 sont:

Milliers d'euros		
	2011	2010
Activités interrompues		
Montant net du chiffre d'affaires	28.688	28.245
Approvisionnements et variation des stocks	(938)	(443)
Amortissements et provisions d'exploitation	(7.408)	(7.369)
Autres charges, nettes	(23.121)	(21.901)
Résultats financiers, nets	(32.033)	(27.307)
Résultats avant impôts	(34.812)	(28.775)
Impôt sur les bénéfices attribuables	7.584	10.503
Résultat des activités interrompues	(27.228)	(18.272)
Gains (pertes pour ventes)		
Gains ou (pertes) pour reclassement de différences de conversion	(10.232)	-
Gains ou (pertes) pour annulation d'actifs nets	47.760	-
Gains ou (pertes) pour annulation d'intérêts minoritaires	1.542	-
Gains ou (pertes) pour évaluation à la juste valeur de la participation	-	-
Total résultat pour opérations interrompues	11.842	(18.272)
Résultat avant impôts	29.650	(28.775)
Impôt sur les bénéfices attribuables	(17.808)	10.503
Résultat total pour opérations interrompues	11.842	(18.272)

Les actifs et passifs discontinués au moment de la perte de contrôle sont ventilés de la manière suivante:

	Milliers d'euros
Actifs courants (*)	41.425
Actifs non courants (Notes 7 et 18)	194.020
Passifs courants (**)	(31.484)
Passifs non courants (**)	(251.721)
Actif Net	(47.760)

(*) Y compris trésorerie et autres actifs liquides équivalents, pour 10.571 milliers d'euros

(**) Y compris dette financière d'un montant de 265.236 milliers d'euros.

Le détail des flux de trésorerie issus de l'activité classée comme activité interrompue aux 31 décembre 2011 et 2010 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	2011	2010
Flux de trésorerie des activités d'exploitation	1.813	2.388
Flux de trésorerie des activités d'investissement	6.815	(1.739)
Flux de trésorerie des activités de financement	(1.636)	(935)
Flux de trésorerie issus d'activités interrompues	6.992	(286)

h) Correction d'erreurs

Dans l'élaboration des comptes annuels consolidés ci-joints aucune erreur significative n'a été détectée qui aurait supposé de ré-exprimer les montants inclus dans les comptes annuels consolidés de 2010.

3. PRINCIPES ET POLITIQUES COMPTABLES ET CRITÈRES D'ÉVALUATION APPLIQUÉS

Les principales normes d'évaluation utilisées par le Groupe CAF dans l'élaboration de ses comptes annuels consolidés au 31 décembre 2011 et 2010, ont été les suivantes:

a) Immobilisations incorporelles

Les applications informatiques et les projets de développement dont la réussite technique et commerciale n'offre aucun doute, sont évalués à leur coût d'acquisition (ou au coût cumulé de fabrication appliqué selon les normes d'évaluation des stocks - Note 3.e, selon les cas). Les applications informatiques sont amorties linéairement sur une période de cinq ans après leur acquisition (Note 7). Les projets de développement sont amortis linéairement sur 5 ans après leur acquisition ou achèvement, ou sont récupérés comme coût supérieur des contrats obtenus dans cette période relatifs au développement, auquel cas ils sont transférés aux stocks (Note 7).

Le fonds de commerce figure à l'actif quand sa valeur apparaît en vertu d'une acquisition onéreuse, dans le contexte d'un regroupement d'entreprises. Le fonds de commerce est assigné à chacune des unités génératrices d'argent sur lesquelles on espère que retombent les bénéfices du regroupement d'entreprises, et il n'est pas amorti. À sa place, les unités génératrices d'argent sont soumises, au moins une fois par an, à un test de dépréciation selon la méthodologie indiquée dans la Note 3.c. Dans ce cas, la correction de valeur correspondante est enregistrée.

Les corrections de valeur pour dépréciation reconnues dans le fonds de commerce ne font pas l'objet d'une réversion dans des exercices postérieurs.

b) Immobilisations corporelles

Les éléments du poste « Immobilisations corporelles » sont évalués à leur coût d'acquisition modifié, le cas échéant, par les diverses dispositions légales, dont la « Norme Forale » 11/1996, du 5 décembre, et la « Norme Forale » 13/1991, du 13 décembre (spécifiques du pays basque) qui, selon les IFRS, les considère comme part du coût de ces actifs, et par l'alternative incluse dans la IFRS 1 selon laquelle on considère comme valeur de coût attribuée pour certains actifs concrets la juste valeur à la date de transition.

Les coûts d'agrandissement, de modernisation ou d'amélioration qui représentent une augmentation de la productivité, de la capacité ou du rendement, ou un allongement de la vie utile des biens, sont capitalisés comme coût augmenté des biens correspondants.

Les travaux que les sociétés consolidées réalisent pour leurs propres immobilisations sont enregistrés au coût cumulé de fabrication, appliqué conformément aux politiques comptables des stocks (Note 3.e).

L'amortissement des éléments des immobilisations corporelles s'effectue en suivant la méthode linéaire moyennant l'application des pourcentages résultants des années suivantes de vie utile estimée:

	Années de vie utile estimée
Constructions	25 - 50
Installations techniques et machines	6 - 10
Autres installations, outillage et mobilier	3 - 10
Autres immobilisations	10

En général, pour les immobilisations qui requièrent une période de temps supérieure à un an pour être en état d'usage, les coûts capitalisés incluent les charges financières générées avant la mise en état de fonctionner du bien et qui ont été tirées par le fournisseur ou correspondent à des prêts de financement extérieur, spécifique ou générique, directement attribuable à son acquisition ou à sa fabrication

c) Dépréciation de la valeur des actifs

À la date de clôture, le Groupe CAF analyse la valeur de ses actifs non courants pour déterminer s'il y a un indice que ces actifs ont subi une perte pour dépréciation. Dans l'hypothèse où un tel indice existe, une estimation du montant récupérable de cet actif est faite pour déterminer le montant de l'assainissement dans le cas où finalement il est nécessaire. Le montant récupérable est celui qui est le plus élevé, entre la valeur de marché moins le coût de sa vente et la valeur en usage, celle-ci étant entendue comme la valeur actuelle des flux de caisse futurs estimés.

Dans le cas où le montant récupérable est inférieur à la valeur nette de l'actif sur les livres, la perte correspondante pour dépréciation est enregistrée pour la différence, en charge du poste « Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations » du compte de résultats consolidé ci-joint et au crédit du poste « Immobilisations corporelles » ou « Immobilisations incorporelles », dans chaque cas, du bilan de situation consolidé ci-joint.

Les pertes pour dépréciation reconnues sur un actif dans des exercices antérieurs sont reversées quand se produit un changement dans les estimations sur son montant récupérable, en augmentant la valeur dudit actif à hauteur de la valeur au grand livre qu'aurait eue l'actif si la correction n'avait pas été effectuée, sauf dans le cas de du fonds de commerce, dont la correction pour dépréciation n'est pas réversible.

Durant l'exercice 2011 quelques dépréciations ont été enregistrées dans les immobilisations incorporelles et corporelles (Notes 7 et 8) après avoir fait les analyses pertinentes. Durant l'exercice 2010 il n'y a pas eu de dépréciation d'actifs non courants.

d) Instruments financiers

Créances et autres comptes à recouvrer

Ils sont évalués au moment de leur reconnaissance dans le bilan consolidé à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

On enregistre les corrections correspondant à la différence qui existe entre le montant à récupérer des comptes à recouvrer et la valeur au grand livre à laquelle ils sont enregistrés conformément à ce qui est indiqué au paragraphe précédent. Au 31 décembre 2011 il existe quelques comptes à recouvrer à long terme sans intérêt explicite, essentiellement avec diverses administrations publiques (Note 9). Au 31 décembre 2010 il y avait un compte à recouvrer relatif à la Concession du Mexique (Note 2.g).

Le Groupe dote une provision pour couvrir les dettes en situation irrégulière pour paiement tardif, suspension des paiements, insolvabilité ou autres causes, après une étude individualisée de leur comptabilité. Durant 2011 et 2010 le mouvement net de la provision existante pour dépréciation des comptes à recouvrer, en plus de celui indiqué dans la Note 9 pour l'effet d'actualisation, a été une dotation d'environ 451 milliers et 533 milliers d'euros, respectivement (Note 12).

Investissements financiers

Le Groupe, conformément aux critères de classement fixés par l'IAS 39, maintient ses investissements financiers dans les catégories suivantes:

- (1) Prêts et autres comptes à recouvrer à long terme. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et, ensuite, à leur coût amorti, en utilisant le taux d'intérêt effectif. On entend par coût amorti le coût initial moins les recouvrements du principal et toute réduction pour dépréciation ou impayé. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la valeur initiale à la totalité des flux.
- (2) Investissements à maintenir jusqu'à l'échéance. Ils correspondent aux investissements à échéance fixe que le Groupe veut et à la capacité de maintenir jusqu'à leur échéance. Ces investissements sont également évalués initialement à leur juste valeur et, ensuite, à leur coût amorti.
- (3) Actifs financiers négociables évalués à la valeur de marché à travers le compte de résultats consolidé. Ce sont des actifs qui présentent l'une des caractéristiques suivantes:
 - Ils ont été classés comme une valeur négociable dès leur acquisition pour tirer un bénéfice à court terme moyennant des fluctuations de leur prix.
 - Dérivés financiers à condition qu'ils n'aient pas été désignés dans une liste de couverture.
 - Ils ont été inclus dans cette catégorie d'actifs dès leur reconnaissance initiale.

Au 31 décembre 2011 et 2010 le Groupe ne dispose pas d'actifs classés dans cette catégorie.

- (4) Actifs financiers disponibles pour la vente. Ils sont évalués à leur juste valeur. Dans cette catégorie sont inclus les actifs financiers acquis qui ne se maintiennent pas dans une intention de négociation, non qualifiés comme investissement à terme ou à juste valeur avec des changements dans le résultat, et qui correspondent presque tous à des investissements financiers en capital. Ces investissements figurent également au bilan de situation consolidé à leurs valeurs de marché qui, dans le cas de sociétés non cotées, est obtenue à travers des méthodes alternatives, comme la comparaison avec des transactions similaires ou, si l'on dispose d'information suffisante, par l'actualisation des flux de caisse espérés. Les variations de cette valeur de marché sont enregistrées au débit ou au crédit du poste « Ajustements pour changement de valeur » du bilan de situation consolidé, jusqu'au moment où se produit la cession de ces investissements, où le montant cumulé à ce poste, relatif à ces investissements, est imputé intégralement au compte de résultats consolidés.

Les investissements financiers en capital de sociétés non cotées, dont la valeur de marché ne peut être mesurée de manière fiable à travers des méthodes alternatives comme celles citées au paragraphe antérieur, sont évalués au coût d'acquisition.

La Direction du Groupe CAF détermine le classement qui convient le mieux pour chaque actif au moment de l'acquisition.

Trésorerie et autres actifs liquides équivalents

À ce poste du bilan consolidé ci-joint, on enregistre l'argent en caisse et les dépôts à vue.

Dettes commerciales et autres comptes à payer

Les comptes à payer sont initialement évalués à leur valeur de marché et, ensuite, au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

Dettes avec des établissements de crédit et autres passifs financiers

Les dettes avec des établissements de crédit et autres passifs financiers sont enregistrées initialement pour l'argent reçu, net des coûts encourus dans la transaction, c'est-à-dire, équivalent à l'application postérieure de la méthode de coût amorti en employant pour cela le taux d'intérêt effectif. Les charges financières sont comptabilisées, selon le critère de production, au compte de résultats consolidé, en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, et sont ajoutées au montant au grand livre de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas liquidées dans la période où elles se produisent (Note 16).

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise ces instruments dans des opérations de couverture tant des travaux sous contrat que dans certains investissements dans des sociétés en participation, pour couvrir les risques de volatilité dans les taux de change auxquelles elles sont exposées. De cette façon, le Groupe CAF a souscrit des contrats d'achat - vente de forwards dénommés principalement en dollars américains, francs suisses, livres sterling, réis brésiliens et couronnes suédoises (Note 17).

Par ailleurs, certaines sociétés intégrées par la méthode de la participation ont des contrats de couverture de taux d'intérêt (Note 17).

Le Groupe révisé les critères nécessaires pour qu'un dérivé financier soit considéré de couverture, afin de respecter les exigences de (1) Couverture d'un des trois types de risque suivants (« couverture de justes valeurs », « couverture de flux monétaires » ou « couverture d'investissements nets dans des affaires à l'étranger »); (2) Éliminer efficacement le risque inhérent à l'élément position couvert durant tout le délai prévu de couverture, et (3) Avoir documenté correctement que la concertation du dérivé financé a eu lieu spécifiquement pour servir de couverture de certains soldes ou transactions et le mode selon lequel on pensait obtenir et mesurer cette couverture, dès l'instant qu'il est cohérent avec la gestion des risques que mène le Groupe.

Le Groupe CAF a défini les objectifs et politiques de gestion de risques financiers, dans lesquels est établie, par écrit, tant la politique de concertation de dérivés que la stratégie de couverture.

Ces instruments financiers sont évalués initialement à leur valeur d'acquisition. Postérieurement, les variations dans la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ont été conçus et rendus effectifs comme couvertures sont enregistrés comme suit:

- Dans les couvertures de justes valeurs, les différences produites tant dans les éléments de couverture que dans les éléments couverts - en ce qui concerne le taux de risque couvert -, sont reconnus directement au poste « Résultat financier » du compte des résultats consolidés ci-joints. Le Groupe enregistre comme couverture de justes valeurs celles concertées pour des travaux quand sont remplies les conditions nécessaires pour ce type de couvertures (existence d'un engagement ferme).
- Dans les couvertures de flux de trésorerie, les différences d'évaluation surgies dans la part de couverture efficace des éléments de couverture sont enregistrées transitoirement au poste de patrimoine « Ajustements dans le patrimoine pour évaluation ». Ce critère est celui employé par le Groupe pour la couverture des travaux dans lesquels le risque couvert n'est pas un engagement ferme et signé mais une transaction future fortement probable. Dans la mesure où la transaction hautement probable se traduit par un engagement ferme, les montants antérieurement reconnus dans le patrimoine sont reclassés dans les résultats.

– Dans les couvertures d'investissements nettes en affaires à l'étranger, les différences d'évaluation surgies dans la part de couverture efficace des éléments de couverture sont enregistrées transitoirement au poste du patrimoine « Différences de conversion ». Cette couverture a été employée pour les fonds propres de CAF USA, Inc. et CAF Brasil Indústria e Comércio, S.A.

e) Évaluation des stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements et de produits commerciaux sont évalués au coût moyen d'acquisition ou au prix de marché, si ce dernier est inférieur.

Les produits en cours, finis et semi-finis, sont présentés nets des coûts déjà réglés, conformément à la procédure décrite à la Note 3.f, et sont évalués en fonction des critères suivants:

1. Matériaux et charges imputés à chaque chantier, à leur prix moyen d'acquisition ou coût de production.
2. Charges de transformation, en fonction de taux horaires standard d'absorption des coûts de main-d'œuvre et les charges directes et indirectes de fabrication qui ne diffèrent pas significativement des taux horaires réels.
3. Coûts pour intérêts calculés en fonction des besoins de financement directement assignable à chacun des contrats.

f) Reconnaissance de produits et résultats

Pour les contrats de construction, le Groupe suit en général le critère d'enregistrer les produits et résultats correspondant à chaque contrat en fonction de leur degré d'avancement estimé, obtenu en fonction du pourcentage que représente le nombre d'heures imputées au contrat sur le total d'heures prévues au budget qui est cohérent avec d'autres méthodes de détermination de l'avancement en fonction des coûts engagés par rapport au budget. Les pertes qui pourraient se produire dans les projets dont les contrats sont signés, sont enregistrées à leur montant total, au moment où ces pertes sont connues ou peuvent être estimées.

Une fois que le résultat prévu dans chaque contrat a été déterminé, le Groupe applique les correcteurs suivants pour déterminer le résultat et les produits:

- Avec un degré d'avancement de 0 à 10%, aucun bénéfice ni produit ne sont enregistrés.
- A partir de 10% de degré d'avancement, on enregistre un pourcentage de bénéfices et produits équivalent au degré d'avancement.

En fonction des produits réalisés, du résultat prévu dans chaque contrat (obtenu comme indiqué aux paragraphes antérieurs) et du degré d'avancement, les stocks sont rayés pour le montant des coûts réglés en charge du compte de résultat consolidé correspondant et au crédit du poste « Stocks », enregistré en déduisant les « Stocks » de l'actif du bilan consolidé (Note 11).

Par ailleurs, les ventes de produits, essentiellement des appareils de roulement, sont enregistrées au moment où les biens sont transmis et la propriété cédée.

g) Avances de clients et production exécutée

La différence entre les produits reconnus pour chaque chantier (Note 3.f) et le montant facturé pour celui-ci est enregistrée de la manière suivante:

- Si elle est positive, comme « Production exécutée en attente de facturation » dans « Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Clients pour ventes et prestations de services » (Note 11).
- Si elle est négative, comme « Dettes commerciales et comptes rattachés - Avances reçues pour commandes - Autres dettes » (Note 11).

h) Transactions et autres engagements en monnaie étrangère

Les actifs et passifs en devise des sociétés étrangères consolidées ont été convertis en euros selon l'explication de la Note 2.f. Les autres actifs et passifs non monétaires en devise ont été évalués au taux de change en vigueur à la clôture de chaque exercice, les différences de taux de change positives et négatives entre le taux de change comptabilisé et le taux de change de clôture étant imputées aux résultats. Les opérations réalisées en monnaie étrangère dans lesquelles le Groupe CAF a décidé de couvrir le risque de taux de change par la concertation de dérivés financiers sont enregistrées selon les principes écrits dans la Note 3.d.

i) Classement de dettes entre court (« courant ») et long terme (« non courant »)

Dans le bilan de situation consolidé ci-joint, les dettes sont classées en fonction des échéances à la clôture de l'exercice. Elles sont considérées à court terme quand leur échéance est inférieure à douze mois et à long terme au-delà.

j) Subventions officielles

Pour comptabiliser les subventions reçues, les sociétés du Groupe suivent les critères suivants:

1. Les subventions de capital sont enregistrées comme une moindre valeur de l'actif subventionné au moment de leur concession définitive, pour le montant accordé, et elles sont versées aux résultats selon le rythme d'amortissement des actifs subventionnés.
2. Les subventions à l'exploitation sont versées aux résultats au moment de leur concession définitive, moyennant la réduction des coûts subventionnés.

k) Prestations post-emploi

Les obligations légales et contractuelles des sociétés consolidées envers une partie de leur personnel pour retraites et décès sont dotées moyennant le paiement d'une prime par un apport et une prestation définitifs aux fonds externes déposés ou en cours d'externalisation auprès de compagnies d'assurances indépendantes (Note 15). Le montant apporté en 2011 et 2010 pour diverses collectivités de son personnel s'est élevé à 4.938 milliers et 3.460 milliers d'euros, respectivement, en charge du poste « Charges de personnel - Autres charges » du compte de résultats consolidé ci-joint. Le Groupe n'a aucun paiement en attente ni déficits actuariels au 31 décembre 2011 et 2010 à ce titre. Par ailleurs, la Société mère, en vertu de la convention collective applicable, apporte en plus 1,75% du salaire de base annuel de tout le personnel de la Société mère à une entité de prévoyance sociale (Note 22).

Par ailleurs, les Administrateurs de la Société mère, d'après les conclusions de l'étude de leurs conseillers légaux, ont considéré dans l'exercice 2006 la consolidation d'un droit historique avec certains de leurs employés. Conformément au principe de production, le Groupe a enregistré une provision d'un montant de 989 milliers d'euros (931 milliers d'euros au 31 décembre 2010), enregistrée au poste « Dettes commerciales et autres comptes à payer - Autres dettes » du bilan consolidé au 31 décembre 2010 et calculée par un expert indépendant. Ce montant est la différence entre la valeur actuelle des engagements de prestation définie et la juste valeur des actifs qui remplissent les conditions pour être considérés comme des « actifs rattachés ». Les modifications futures de l'engagement assumé seront enregistrées contre le compte de résultats de l'exercice correspondant. Durant les exercices 2011 et 2010, le Groupe a effectué des paiements d'un montant de 360 milliers et 438 milliers d'euros et a doté 418 milliers et 635 milliers d'euros, respectivement, en charge de la rubrique « Charges de personnel - Traitements et salaires » du compte de résultats consolidé ci-joint (Note 22).

Dans les hypothèses de l'étude actuarielle réalisée par un tiers indépendant, ont été déduits les engagements futurs à un taux de marché et compte tenu d'augmentations salariales similaires à celles appliquées par le passé.

Enfin, certaines sociétés dépendantes ont des engagements d'apport défini avec leurs employés par obligation des législations des pays dans lesquels elles se trouvent. La provision enregistrée à ce titre aux rubriques « provisions non courantes » et « provisions courantes » au 31 décembre 2011 est de 427 milliers et 553 milliers d'euros, respectivement (Note 20).

l) Retraites anticipées et indemnités d'arrêt

Au 31 décembre 2011, les postes « Passifs financiers non courants - Autres actifs financiers » et « Dettes commerciales et autres comptes à payer - Autres dettes » du bilan de situation consolidé ci-joint incluent des montants de 7.029 milliers et 3.535 milliers d'euros respectivement (7.592 milliers et 3.509 milliers d'euros dans l'exercice 2010), qui correspondent à la valeur actuelle estimée par les Administrateurs de la Société mère des paiements futurs à verser tant aux travailleurs qui, en décembre 2011, avaient des contrats de relève, qu'aux travailleurs qui peuvent signer ces contrats jusqu'à l'échéance de la convention collective. La dotation à cette provision a été enregistrée comme charge au poste « Charges de personnel - Traitements et salaires » du compte de résultats consolidé (Notes 18 et 22) pour un montant de 3.423 milliers d'euros (2.980 milliers d'euros dans l'exercice 2010).

m) Impôt sur les Sociétés

La charge correspondant à l'impôt sur les sociétés et aux impôts de nature similaire applicables aux sociétés étrangères consolidées est reconnue au compte des résultats consolidé, sauf si elle est la conséquence d'une transaction dont les résultats sont enregistrés dans le patrimoine net, auquel cas l'impôt correspondant est enregistré aussi dans le patrimoine net.

La charge correspondant à l'impôt sur les bénéfices de l'exercice est calculée comme la somme de l'impôt courant résultant de l'application du taux d'imposition sur la base imposable de l'exercice, après avoir appliqué les déductions fiscalement admissibles, plus la variation des actifs et des passifs pour impôts anticipés et différés et les crédits fiscaux, tant pour les bases imposables négatives que pour les déductions.

Les impôts différés actifs et passifs incluent les différences temporaires identifiées comme les montants à payer ou récupérables pour les différences entre les montants sur les livres des actifs et des passifs sur les états financiers consolidés et leur valeur fiscale, ainsi que les bases imposables négatives en attente de compensation et les crédits pour déductions fiscales, non appliqués fiscalement. Ces montants sont enregistrés en appliquant à la différence temporaire ou au crédit qui correspond le taux d'imposition auquel on espère les récupérer ou les régler.

On reconnaît des impôts différés passifs pour toutes les différences temporaires imposables sauf, en général, si la différence temporaire provient de la reconnaissance initiale d'un fonds de commerce. De leur côté, les impôts différés actifs, générés par les bases imposables négatives, déductions en attente de compensation et les différences temporaires, ne sont reconnus que dans le cas où il est estimé probable que les sociétés consolidées aient à l'avenir suffisamment de gains fiscaux pour pouvoir les rendre effectifs, la période considérée dans le Groupe consolidé CAF étant la période couverte par le portefeuille de commandes.

Selon les IFRS, les impôts actifs et passifs différés sont classés comme des actifs et passifs non courants.

n) Locations

Le Groupe CAF classe comme crédit-bail les contrats de location dans lesquels le loueur transmet au locataire tous les risques et bénéfices de la propriété du bien. Les autres locations sont classées comme locations d'exploitation.

Les charges générées dans les immeubles actifs loués sont imputées au poste « Autres charges d'exploitation » du compte des résultats consolidé durant la vie du contrat, suivant le critère de production.

ñ) Provisions et contingences

Les Administrateurs de la Société mère dans la formulation des comptes annuels consolidés font la différence entre:

- a) Provisions: soldes créditeurs qui couvrent des obligations actuelles dérivées d'événements passés, dont il est probable que l'annulation entraîne une sortie de ressources, mais qui sont indéterminés quant à leur montant et/ou au moment de l'annulation.
- b) Passifs contingents: obligations possibles surgies par suite d'événements passés, dont la matérialisation future est conditionnée au fait que se produisent un ou plusieurs événements futurs indépendants de la volonté du Groupe.

Les comptes annuels consolidés reprennent toutes les provisions par rapport auxquelles il est estimé que le fait de devoir couvrir l'obligation est plus probable que le contraire. Les passifs contingents ne sont pas reconnus sur les comptes annuels consolidés, mais une information en est donnée dans les notes de l'annexe consolidée, dans la mesure où ils ne sont pas considérés fortuits.

La compensation à toucher d'un tiers au moment de la liquidation de l'obligation, s'il n'y a pas de doute au sujet de son remboursement, est enregistrée comme actif, sauf dans le cas où il existe un lien légal selon lequel a été extériorisée une partie du risque, et en vertu duquel le Groupe n'est pas tenu de répondre. Dans cette situation, la compensation sera prise en compte pour estimer le montant auquel figurera la provision correspondante, le cas échéant.

En vertu de la législation en vigueur, le Groupe est tenu au paiement d'indemnités aux employés avec lesquels, sous certaines conditions, il cesse ses relations de travail. Par conséquent, les indemnités pour licenciement susceptibles de quantification raisonnable sont enregistrées comme une charge dans l'exercice dans lequel est prise la décision du licenciement. Sur les comptes annuels consolidés ci-joints, aucune provision n'a été dotée à ce titre, puisqu'aucune situation de cette nature n'est prévue.

o) Aspects environnementaux

Le Groupe suit le critère d'enregistrer les investissements environnementaux à leur coût d'acquisition ou de production, net de leur amortissement cumulé, en les classant au poste correspondant des immobilisations en fonction de leur nature (Notes 8 et 21.c).

Les charges encourues selon les exigences de la législation environnementale applicable sont classées par nature au poste « Autres charges d'exploitation » du compte de résultats consolidé ci-joint (Note 21.c).

Dans l'exercice 2006, le Décret Royal 1370/2006 portant sur la régulation du Plan National de Droits d'Émission de CO₂ pour la période 2008-2012 a été approuvé, modifié par la suite par le RD 1030/2007. Selon cette norme, le Groupe devra disposer de droits pour les émissions de CO₂, à partir du 1er janvier 2008. Le Décret Royal a approuvé l'assignation gratuite de droits d'émission individualisée pour chaque installation pour la période 2008-2012, en vertu de quoi des droits ont été assignés au groupe pour émettre 154.365 tonnes de CO₂ dans cette période. Dans le cas où les émissions dépasseraient le volume de droits assignés, il faudrait acquérir des droits d'émission sur le marché.

À partir de 2005 les sociétés européennes qui provoquent des émissions de CO₂ dans leur activité doivent remettre dans les premiers mois de l'exercice suivant des droits d'émission de CO₂ équivalents aux émissions produites dans l'exercice.

Durant les exercices 2011 et 2010, le Groupe a produit des émissions de 17.087 et 17.735 tonnes respectivement, pour des droits de 30.927 et 30.927 tonnes respectivement qui lui étaient accordés pour chacun des exercices, ce pourquoi le Groupe n'a enregistré aucun passif à ce titre à la clôture de l'exercice.

p) Produits et charges

Les produits et charges sont imputés en fonction du critère de production, c'est-à-dire, quand se produit le courant réel des biens et services qu'ils représentent, indépendamment du moment où a lieu le flux monétaire ou financier qui en dérive.

Selon le principe de prudence, le Groupe ne comptabilise que les bénéfices obtenus à la date de clôture de l'exercice, tandis que les risques prévisibles et les pertes, même éventuelles, sont comptabilisés dès qu'ils sont connus.

Les intérêts obtenus d'actifs financiers sont reconnus, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et les dividendes, quand est déclaré le droit de l'actionnaire à les toucher. Quoi qu'il en soit, les intérêts et dividendes d'actifs financiers générés après l'acquisition sont reconnus comme des produits sur le compte de résultats.

La rubrique « Autres passifs non courants » du bilan consolidé ci-joint aux 31 décembre 2011 et 2010 reprend le montant correspondant aux produits touchés d'avance destiné à faire face aux coûts estimés de grandes réparations à réaliser dans le cadre de contrats de maintenance.

q) État des flux de trésorerie

Dans l'état des flux de trésorerie consolidé, préparé selon la méthode indirecte, on utilise les expressions suivantes avec le sens indiqué ci-dessous:

- Flux de trésorerie: entrées et sorties d'argent liquide et de ses équivalents.
- Activités d'exploitation: activités typiques des sociétés qui forment le Groupe consolidé, et autres activités qui ne peuvent pas être classées comme d'investissement ou de financement.
- Activités d'investissement: celles d'acquisition, cession ou disposition par d'autres moyens. d'actifs à long terme et autres investissements non inclus dans l'argent et ses équivalents.
- Activités de financement: activités qui entraînent des changements dans la taille et la composition du patrimoine net et des passifs qui ne font pas partie des activités d'exploitation.

r) Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action est calculé comme le quotient de la division du bénéfice net de la période attribuable à la Société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant cette période.

Dans le cas des comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant aux exercices annuels clos les 31 décembre 2011 et 2010, le bénéfice de base par action coïncide avec le dilué, puisque il n'y a pas eu d'actions potentielles en circulation durant cet exercice.

s) Opérations en discontinuité

Une opération en discontinuité est une ligne d'activité suffisamment significative qu'il a été décidé d'abandonner et/ou de céder, dont les actifs, les passifs et les résultats peuvent être distingués physiquement, opérationnellement et aux effets d'information financière. Les produits et charges des opérations en discontinuité sont présentés séparément sur le compte de résultats consolidé.

Durant l'exercice 2011 la concession de la ligne Buenavista-Cuautitlán dans la ville de Mexico a connu une discontinuité (Notes 2.g et 6).

t) Transactions avec des sociétés rattachées

Le Groupe réalise toutes ses opérations avec des rattachées aux valeurs de marché. En outre, les prix de transfert sont bien supportés, ce pourquoi les Administrateurs de la Société mère considèrent qu'il n'y a pas de risques significatifs à ce sujet dont pourraient découler des passifs futurs importants.

u) Concessions administratives

Les contrats de concessions entre une entité publique concédante et des sociétés du Groupe CAF pour prêter des services publics tels que services de maintenance préventive, corrective et de révision des différentes lignes ferroviaires par l'exploitation de l'infrastructure. Par ailleurs, les produits dérivés de la prestation du service peuvent être touchés directement auprès des utilisateurs ou parfois, à travers l'entité concédante elle-même, qui régule les prix pour prestation du service.

Le droit de concession suppose généralement le monopole de l'exploitation du service concédé pour un temps déterminé, au bout duquel l'infrastructure affectée à la concession nécessaire pour prêter le service est reversée à l'entité concédante, généralement sans contreprestation. C'est une caractéristique nécessaire que le contrat de concession prévoie la gestion ou l'exploitation de l'infrastructure correspondante. L'existence d'obligations d'acquisition ou de construction de tous les éléments nécessaires à la prestation du service objet de concession tout au long de la durée du contrat est également une caractéristique courante.

Ces contrats de concession sont enregistrés selon les dispositions de l'IFRS 12 « Accords de Concession de Services ». En général, on distingue deux phases bien différenciées, une première dans laquelle le concessionnaire prête des services de construction ou amélioration qui sont reconnus selon le degré d'avancement selon l'IAS 11 « Contrats de Construction », avec une contrepartie dans un actif incorporel ou financier, et une seconde phase, dans laquelle est prêtée une série de services de maintenance ou d'exploitation de ladite infrastructure qui sont reconnus selon l'IAS 18 « Produits ordinaires ».

Un actif incorporel est reconnu quand le risque de demande est assumé par le concessionnaire, et un actif financier, quand le risque de demande est assumé par le concédant, le concessionnaire ayant un droit contractuel inconditionnel de toucher les recouvrements pour les services de construction ou amélioration. Parmi ces actifs sont reconnus également les montants payés à titre de redevance pour l'adjudication des concessions.

4. DISTRIBUTION DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

La distribution du bénéfice de l'exercice 2011 de la Société mère proposée par ses Administrateurs est la suivante:

Distribution	Milliers d'euros
Aux Réserves volontaires	55.668
Aux Dividendes	35.995
Total	91.663

5. POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET AUTRES

Les activités que développe le Groupe CAF sont exposées à divers risques financiers: risque de marché (y compris risque de taux de change, risque d'intérêt de la juste valeur et risque des prix), risque de crédit, risque de liquidité, risque de taux d'intérêt des flux monétaires et risque d'écarts dans des projets.

La gestion menée dans ce sens au sein du Groupe CAF se centre sur l'incertitude des marchés financiers et tente de minimiser les effets potentiels adverses sur la rentabilité financière du Groupe.

Le Département Financier du Groupe identifie, évalue et couvre les risques financiers en établissant des politiques pour la gestion du risque global, ainsi que pour des branches concrètes comme le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, l'emploi de dérivés et investissement de l'excédent de liquidité.

a) Risque de marché

Les diverses sociétés du Groupe CAF opèrent à l'échelle internationale et, par conséquent, sont exposées à des risques de taux de change pour des opérations avec des devises (notamment le dollar américain, le real brésilien, la livre sterling et la couronne suédoise).

Pour contrôler le risque de taux de change qui surgit dans des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs reconnus, les sociétés du Groupe utilisent des contrats à terme. Le risque de taux de change survient quand les transactions commerciales futures, les actifs et les passifs reconnus sont exprimés dans une monnaie qui n'est pas la monnaie fonctionnelle du Groupe (euro).

C'est une pratique habituelle dans le Groupe que de couvrir intégralement le risque de marché dans ses contrats articulés dans des devises différentes de la monnaie fonctionnelle du Groupe. L'objectif de ces couvertures est de tenter d'éviter l'impact des variations sur les devises dans les différents contrats signés, de sorte que les résultats du Groupe soient le fidèle reflet de son activité industrielle et de service.

Pour les matières premières les plus importantes, le Groupe passera la commande et fixera le prix à la date d'entrée en vigueur de chaque nouveau projet. Le risque qu'une évolution à la hausse dans les prix des matières premières répercute négativement sur les marges contractuelles est ainsi couvert.

b) Risque de crédit

La majorité des comptes à recouvrer et des travaux en cours que l'on possède, correspondent à plusieurs clients dans divers pays. Dans la plupart des cas, les contrats incluent des paiements à mesure qu'on avance dans le développement du projet.

C'est une pratique habituelle que le Groupe assure le risque de résolution ou de non-paiement des contrats d'exportation, moyennant la prise de polices d'assurance à l'exportation conformément aux normes du Consensus OCDE pour ce type d'instrument.

Aux 31 décembre 2011 et 2010 le Groupe a une partie de ses comptes à recouvrer, avec des clients dans son activité dans certains pays étranger, garantie par des assurances de crédit.

c) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien d'argent suffisant et de valeurs négociables ainsi que des disponibilités de financement pour faire face efficacement à tous ses engagements financiers (Notes 13 et 16).

Le risque de liquidité est géré dans le Groupe CAF de la manière suivante:

- La recherche du meilleur niveau possible d'autofinancement de chacun des contrats.
- La maintenance d'une position confortable de liquidité à court terme.
- Le maintien de la capacité de financement dont il n'a pas été disposé.

d) Risque de taux d'intérêt des flux monétaires et de la juste valeur

Le risque de taux d'intérêt du Groupe surgit de l'usage des ressources extérieures.

Le Groupe applique la politique de ne recourir que dans des cas très exceptionnels à l'endettement de tiers à travers des ressources extérieures à court terme et référencés aux indices variables de marché, normalement Euribor, qui permet de mitiger substantiellement ce risque de taux d'intérêt.

Dans ce sens, presque tout l'endettement financier au 31 décembre 2011 est rattaché à la concession obtenue au Brésil (Notes 9 et 16) et il s'agit d'une dette structurée sous la modalité de Project Finance, octroyée par Banco Nacional do Desenvolvimento (BNDES), sans recours au reste des sociétés du Groupe, référencée au TJLP (taux divulgué par la Banque Centrale du Brésil), les comptes du Groupe pouvant donc être affectés par la variation de ce taux de référence. Si les taux d'intérêt au 31 décembre 2011 avaient été 100 points de base supérieurs ou inférieurs en maintenant le reste des variables constant, la charge financière dérivée de cet emprunt aurait augmenté/diminué de 500 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2010, l'endettement financier correspondait à la dette de la concession mexicaine (Notes 2.g, 7 et 16).

e) Risque dérivé des écarts sur les devis des projets

Les écarts par rapport aux devis des projets qui ont servi de base pour préparer les offres respectives, sont couverts moyennant l'utilisation d'un système d'information détaillée de chacun des postes du coût, qui compare en permanence le devis de ces postes avec la réalité de la situation des coûts de chaque projet. Ainsi, pendant toute la durée des projets, un suivi continu de ces données est exercé selon un processus interne créé à cet effet, dans lequel intervient chacun des départements impliqués dans chaque projet.

f) Risques dérivés de la production de dommages à des tiers pour défauts ou retards dans la prestation de services

Toutes les usines de CAF disposent de la technologie la plus moderne du marché et emploient les techniques les plus avancées pour optimiser la production en suivant les standards des Normes ISO 9001 et 9002.

En outre, CAF suit une politique d'assurances très conservatrice, qui lui permet de bien se protéger contre les conséquences économiques pour le Groupe, de la matérialisation de certains de ces risques.

6. SEGMENTATION

a) Critères de segmentation

Les critères appliqués au moment de présenter l'information segmentée du Groupe CAF incluse dans les comptes annuels consolidés ci-joints, sont les suivants:

- La segmentation primaire a été réalisée sur la base des unités d'activité, en séparant les activités opérationnelles de « Ferroviaire », « Appareils de roulement et composants » et « Activité de Concessions ».
- Une information se basant sur des critères géographiques du Groupe est également incorporée.

b) Bases et méthodologie de l'information par segments

Les produits et charges ordinaires du segment correspondent à ceux directement attribuables au segment et ils n'incluent donc pas les intérêts, les dividendes, les gains ni les pertes issus de la vente d'investissements ou d'opérations de rachat ou extinction de dette. Les actifs et passifs des segments sont ceux directement liés à leur exploitation ou à la participation dans des sociétés menant cette activité.

Ayant tenu compte des bases pour la segmentation principale, selon les Normes Internationales (IFRS 8 « Segments opérationnels »), le Groupe CAF a considéré les 3 unités d'activité dans lesquelles il a opéré comme segment principal, puisqu'il considère que leur structure organisationnelle et leur gérance, ainsi que leur système d'information interne pour l'organe d'administration et exécutif, sont tels que les risques et rendements sont influencés de manière prédominante par le fait que leurs opérations sont réalisées dans l'une ou l'autre branche d'activité, étant entendu comme telle l'ensemble de produits et services rattachés. En définitive, on identifie par la segmentation les composants identifiables du Groupe CAF caractérisés par le fait qu'ils sont soumis à des risques et rendements de nature différente de ceux qui correspondent à d'autres composants opérationnels qui mènent leur activité dans des environnements différents.

Ainsi, conformément à son expérience historique, il a déterminé l'existence des segments suivants qui remplissent, à son avis, les conditions d'homogénéité interne quant à la similitude des conditions économiques ou politiques ou aux risques dérivés des régulations applicables, taux de change ou proximité des activités, et qui se différencient des autres pour des raisons identiques:

- Ferroviaire
- Appareils de roulement et composants
- Activité de concessions

Dans l'exercice 2011, l'activité de concession a fait l'objet d'une discontinuité (Note 2.g).

Nous présentons ci-après l'information par segments d'activité:

Segmentation par unités d'activité	2011 (Milliers d'euros)					
	Ferroviaire	Roulement et composants	Activité de concessions	Général	Intersegments	Total
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES:						
Ventes externes	1.657.372	67.727	-	-	-	1.725.099
Ventes entre segments	-	36.740	-	-	(36.740)	-
Total ventes	1.657.372	104.467	-	-	(36.740)	1.725.099
RÉSULTATS:						
Résultat d'exploitation	171.253	7.434	-	(13.904)	-	164.783
Résultat financier (*)	(24.817)	-	-	7.202	-	(17.615)
Participations aux gains nets de sociétés associées	(3.301)	-	-	-	-	(3.301)
Résultat avant impôts	143.135	7.434	-	(6.702)	-	143.867
Impôt sur les bénéfices (*)	-	-	-	(14.260)	-	(14.260)
Résultat net de l'exercice issu d'opérations	143.135	7.434	-	(20.962)	-	129.607
Résultat issu d'opérations discontinues	-	-	11.842	-	-	11.842
Résultat attribué à des intérêts minoritaires	287	-	4.446	-	-	4.733
Résultat attribué à la société mère	143.422	7.434	16.288	(20.962)	-	146.182
Amortissements de l'exercice (Notes 2.g, 7 et 8)	27.464	8.951	-	373	-	36.788
ACTIFS	1.718.441	102.530	-	559.828	-	2.380.799
PASSIFS	1.466.740	18.190	-	228.605	-	1.713.535
Additions d'immobilisations incorporelles et matérielles (Notes 7 et 8)	40.042	2.772	-	-	-	42.814
AUTRES POSTES N'AFFECTANT PAS LES FLUX DE CAISSE:						
Détérioration d'actifs - Produit (Charge) (Notes 7, 8 et 9)	(17.600)	-	-	(9.666)	-	(27.266)

2010 (Milliers d'euros)

Segmentation par unités d'activité	Ferroviaire	Roulement et composants	Activité de concessions	Général	Intersegments	Total
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES:						
Ventes externes	1.516.063	47.143	-	-	-	1.563.206
Ventes entre segments	-	43.976	-	-	(43.976)	-
Total ventes	1.516.063	91.119	-	-	(43.976)	1.563.206
RÉSULTATS:						
Résultat d'exploitation	168.503	366	-	(12.225)	-	156.644
Résultat financier (*)	-	-	-	2.794	-	2.794
Participations aux gains nets de sociétés associées	(702)	-	(144)	-	-	(846)
Résultat avant impôts	167.801	366	(144)	(9.431)	-	158.592
Impôt sur les bénéfices (*)	-	-	-	(14.880)	-	(14.880)
Résultat net de l'exercice issu d'opérations	167.801	366	(144)	(24.311)	-	143.712
Résultat issu d'opérations discontinues	3.241	-	(24.218)	2.705	-	(18.272)
Résultat attribué à des intérêts minoritaires	551	-	3.633	-	-	4.184
Résultat attribué à la société mère	171.593	366	(20.729)	(21.606)	-	129.624
Amortissements de l'exercice (Notes 2.g, 7 et 8)	23.213	7.749	-	316	-	31.278
ACTIVOS	1.288.396	106.315	228.321	618.266	(17.605)	2.223.693
PASIVOS	1.258.747	18.795	275.632	114.840	(17.605)	1.650.409
Additions d'immobilisations incorporelles et matérielles (Notes 7 et 8)	64.393	8.267	1.569	-	-	74.229
AUTRES POSTES N'AFFECTANT PAS LES FLUX DE CAISSE:						
Détérioration d'actifs - Produit (Charge) (Notes 7 et 9)	(5.296)	-	-	(9.080)	-	(14.376)

(*) Le coût financier de dette spécifique et la dépréciation d'actifs sont inclus dans le segment. Le résultat financier restant et la charge de l'impôt de sociétés sont inclus dans la colonne « Général » car diverses entités légales coïncident et il n'y a pas de critères raisonnables pour les assigner par segment.

Les actifs et passifs d'usage général ainsi que les résultats qu'ils génèrent, parmi lesquels on remarque les postes de trésorerie et autres actifs financiers courants, n'ont pas fait l'objet d'assignation au reste des segments. De même, les postes de conciliation qui surgissent de la comparaison du résultat de l'intégration des états financiers des différents segments d'activité (dressés selon des critères de gestion), avec les états financiers consolidés du groupe CAF n'ont pas fait non plus l'objet d'une assignation.

Dans le montant des ventes externes du segment ferroviaire de l'exercice 2011 sont incluses des ventes de biens d'un montant de 1.465.952 milliers d'euros (1.394.254 milliers d'euros dans l'exercice 2010).

L'information selon des critères géographiques est la suivante:

a) La distribution des ventes par zones géographiques au 31 décembre 2011 et 2010 est la suivante (en milliers d'euros):

Zone géographique	2011	%	2010	%
Marché national	435.293	25,23	639.032	40,88
Marché extérieur (*)	1.289.806	74,77	924.174	59,12
Total	1.725.099	100,00	1.563.206	100,00

(*) La plupart des ventes du marché extérieur sont réalisées par la Société mère sise en Espagne

b) La distribution des investissements nets en immobilisations corporelles par segments géographiques au 31 décembre 2011 et 2010 est la suivante (en milliers d'euros):

Zone géographique	2011	2010
National	210.121	228.937
Extérieur	78.418	72.030
Total	288.539	300.967

7. AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2010 sur les différents comptes du poste d'autres actifs incorporels et leurs amortissements cumulés correspondants a été le suivant

	Milliers d'euros				
	Concessions administratives	Charges de développement	Applications informatiques et autres	Fonds de commerce	Total
Solde au 31.12.09					
Coût	157.131	34.750	11.557	5.892	209.330
Amortissement cumulé	(11.161)	(18.781)	(9.588)	-	(39.530)
Net	145.970	15.969	1.969	5.892	169.800
Coût					
Différences de conversion	35.350	(3)	5	-	35.352
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	-	9.495	240	-	9.735
Entrées ou dotations	1.569	14.360	1.713	-	17.642
Transferts	-	-	-	-	-
Sorties, éliminations ou réductions	(11)	(47)	(5)	(5.296)	(5.359)
Solde coût 31.12.10	194.039	58.555	13.510	596	266.700
Différences de conversion	(25.769)	2	(30)	-	(25.797)
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	(168.270)	-	-	217	(168.053)
Entrées ou dotations	-	11.058	1.195	-	12.253
Transferts	-	676	(630)	-	46
Transferts aux stocks	-	(4.767)	-	-	(4.767)
Sorties, éliminations ou réductions	-	-	(78)	-	(78)
Solde coût 31.12.11	-	65.524	13.967	813	80.304
Amortissement cumulé					
Différences de conversion	(2.777)	3	(3)	-	(2.777)
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	-	(519)	(63)	-	(582)
Entrées ou dotations	(7.381)	(3.515)	(475)	-	(11.371)
Transferts aux stocks	-	-	-	-	-
Sorties, éliminations ou réductions	-	18	3	-	21
Solde amortissement cumulé 31.12.10	(21.319)	(22.794)	(10.126)	-	(54.239)
Différences de conversion	3.528	(2)	4	-	3.530
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	25.263	-	(4)	-	25.259
Entrées ou dotations	(7.472)	(6.541)	(758)	-	(14.771)
Transferts	-	25	1	-	26
Transferts aux stocks	-	165	-	-	165
Sorties, éliminations ou réductions	-	-	71	-	71
Solde amortissement cumulé 31.12.11	-	(29.147)	(10.812)	-	(39.959)
Dépréciation de la valeur					
Dotations de l'exercice 2011	-	(8.965)	-	(581)	(9.546)
Net 31.12.10	172.720	35.761	3.384	596	212.461
Net 31.12.11	-	27.412	3.155	232	30.799

Le montant enregistré au 31 décembre 2010 comme Concessions Administratives correspondait au coût brut encouru et à son amortissement cumulé dans les actifs nécessaires pour l'exploitation de la Concession au Mexique (278.688 milliers et 21.319 milliers d'euros), nets des subventions reçues (84.649 milliers d'euros). Au 31 décembre 2010, le Groupe maintenait également dans la rubrique « Autres créances » un montant évalué au coût amorti de 24.540 milliers d'euros dérivé de certaines contreprestations à toucher pour retards non attribuables au Groupe. Le 5 août 2009, conformément aux dispositions du Titre de Concession, le Groupe a notifié en temps et forme au Secrétariat aux Communications et Transports l'existence d'un Évènement de Force majeure défini selon les termes du Titre de Concession, principalement en raison de la moindre affluence d'usagers du train. Le 30 décembre 2011, la restructuration financière de la Concession a été décidée, ce qui a représenté une perte de contrôle de celle-ci (Note 2.g).

Les additions des exercices 2011 et 2010 enregistrées comme un développement correspondent aux coûts encourus dans des projets de nouveaux produits parmi lesquels se distingue le nouveau train à grande vitesse et une nouvelle plateforme de train de banlieue pour des clients européens.

Durant l'exercice 2011, il a été procédé à la dépréciation d'un montant de 8.965 milliers d'euros en charge de la rubrique « Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations » au titre de divers projets de développement qui, selon les estimations faites par les Administrateurs, ne remplissent pas les conditions pour que leur rentabilité économique et financière future inspirent confiance.

Selon ce qui est décrit à la Note 3.a, le Groupe en 2010 a transféré 4.602 milliers d'euros environ des charges de Développement activées pour des projets, à divers contrats obtenus qui incorporaient la technologie développée.

Le détail du Fonds de Commerce par société est le suivant (milliers d'euros):


	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
Eliop Otomatik Kontrol Sistemleri San. Ve Tic	217	-
Lets Ingenieros, S.L.	-	48
GarraioTech, S.L.	-	445
Predictove Ingenieros, S.L.	-	88
Autres	15	15
Total	232	596

Selon les estimations et projections dont disposent les Administrateurs du Groupe et les prévisions de caisse attribuables aux unités génératrices de trésorerie auxquelles sont assignés les fonds de commerce, une perte de valeur de ces actifs a été enregistrée, pour un montant de 581 milliers d'euros, en charge de la rubrique « Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations » du compte de résultats consolidé ci-joint (durant l'exercice 2010 à été enregistrée une dépréciation d'un montant de 5.296 milliers d'euros).

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2010 sur les différents comptes du poste des immobilisations corporelles et leurs amortissements cumulés a été le suivant:

	Milliers d'euros					
	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres installations, outillage et mobilier	Autres immobilisations	Avances et en cours	Total
Solde au 31.12.09						
Coût	212.417	215.878	18.219	23.205	12.145	481.864
Amortissement cumulé	(60.667)	(123.015)	(7.938)	(15.611)	-	(207.231)
Neto	151.750	92.863	10.281	7.594	12.145	274.633
Coût						
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	-	8	128	124	-	260
Entrées	5.517	21.116	2.279	3.342	14.338	46.592
Transferts	18.428	2.084	(1.209)	2.621	(22.265)	(341)
Sorties, éliminations ou réductions	(297)	(2.117)	(99)	(30)	-	(2.543)
Différences de conversion	4.563	1.730	321	478	660	7.752
Solde au 31.12.10	240.628	238.699	19.639	29.740	4.878	533.584
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	7	-	17	8	-	32
Entrées	5.651	12.519	620	571	11.200	30.561
Transferts	100	11.310	555	(3.168)	(8.791)	6
Sorties, éliminations ou réductions	(480)	(3.605)	(1.027)	(599)	(3)	(5.714)
Différences de conversion	(3.431)	(1.500)	(237)	(246)	114	(5.300)
Transferts aux stocks	-	(37)	(13)	(292)	-	(342)
Solde au 31.12.11	242.475	257.386	19.554	26.014	7.398	552.827
Amortissement cumulé						
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	-	(1)	(3)	(3)	-	(7)
Entrées ou dotations	(5.778)	(17.705)	(1.645)	(2.148)	-	(27.276)
Transferts	(1.747)	1.554	297	76	-	180
Sorties, éliminations ou réductions	41	2.111	41	25	-	2.218
Différences de conversion	(168)	(247)	(36)	(50)	-	(501)
Solde amortissement cumulé 31.12.10	(68.319)	(137.303)	(9.284)	(17.711)	-	(232.617)
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	-	-	-	(19)	-	(19)
Entrées ou dotations	(5.935)	(19.463)	(1.355)	(2.672)	-	(29.425)
Transferts	(127)	(211)	(76)	363	-	(51)
Sorties, éliminations ou réductions	480	3.529	314	293	-	4.616
Différences de conversion	168	224	48	48	-	488
Transferts aux stocks	-	1	2	-	-	3
Solde amortissement cumulé 31.12.11	(73.733)	(153.223)	(10.351)	(19.698)	-	(257.005)
Dépréciation de la valeur						
Dotations de l'exercice 2011	(7.283)	-	-	-	-	(7.283)
Solde dépréciation de valeur 31.12.11	(7.283)	-	-	-	-	(7.283)
Net 31.12.10	172.309	101.396	10.355	12.029	4.878	300.967
Net 31.12.11	161.459	104.163	9.203	6.316	7.398	288.539



Durant les exercices 2011 et 2010 le Groupe a réalisé des investissements afin d'augmenter et d'améliorer sa capacité productive. Ces investissements ont été destinés essentiellement à des travaux d'urbanisation de terrains, à l'adaptation de bâtiments pour y installer des bureaux et à des améliorations des installations techniques et autres à caractère environnemental, réalisés à l'unité de roulement de l'usine de Beasain, à la mise en marche d'un entrepôt général de l'usine du Brésil, à l'acquisition de machines pour l'usine des États-Unis et aux améliorations de l'usine en France (Note 21.c).

Au 31 décembre 2011 et 2010, le Groupe avait des engagements fermes d'achat d'investissement pour un montant de 10.074 milliers et 6.683 milliers d'euros, environ.

Les sociétés consolidées suivent le critère de prendre des polices d'assurance pour bien couvrir leurs éléments d'immobilisations. Au 31 décembre 2011 et 2010 les polices d'assurance contractées couvraient la valeur nette comptable des immobilisations à cette date.

Le coût brut des actifs totalement amortis et en usage, aux 31 décembre 2011 et 2010, s'élevait à 147.758 milliers et 143.086 milliers d'euros, environ.

Les pertes qui se sont produites dans la cession des éléments d'immobilisations corporelles dans l'exercice 2011 se sont élevées à 770 milliers d'euros environ, et ont été enregistrées à la rubrique de « Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations » du compte de résultats consolidé ci-joint (le bénéfice de l'exercice 2010 s'est élevé à 37 milliers d'euros).

Comme conséquence de l'analyse de dépréciation effectuée par le Groupe d'une installation localisée en Espagne, vu la faible activité prévue pour les prochaines années, un montant de 7.283 milliers d'euros a été enregistré comme dépréciation des immobilisations corporelles en charge de la rubrique « Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations » du compte de résultats consolidé 2011 ci-joint. Le calcul de la dépréciation a été effectué sur la base d'une étude de prix de vente de terrains, de constructions et de certaines machines, effectuée par un expert indépendant, en déduisant les coûts de vente.

Le Groupe déduit de la valeur comptable de l'actif le montant des subventions de capital reçues pour son acquisition. Le montant net en attente d'amortissement des subventions reçues s'élève à 6.927 milliers d'euros au 31 décembre 2011 (8.615 milliers d'euros au 31 décembre 2010). Le montant porté aux résultats dans l'exercice 2011 s'élève à 2.994 milliers d'euros (1.402 milliers d'euros en 2010) et est enregistré au poste de « Amortissement des immobilisations » du compte de résultats consolidé ci-joint.

Les Administrateurs estiment qu'il n'y a pas d'indices de dépréciation dans les actifs du Groupe ni au 31 décembre 2011, ni au 31 décembre 2010, autres que ceux déjà décrits dans cette même note.

9. INVESTISSEMENTS COMPTABILISÉS PAR LA MÉTHODE DE LA PARTICIPATION ET ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2010 sur les différents comptes des rubriques « Investissements comptabilisés selon la méthode de la participation » et « Actifs financiers non courants », a été le suivant:

Milliers d'euros											
	Investissements dans des associées		Instruments de patrimoine		Autres actifs financiers		Instruments financiers dérivés (Note 17)		Prêts et comptes à recouvrer		Total
	Coût		Coût	Provision	Coût	Provision	Valeur de marché	Coût	Provision		
Solde au 31.12.09	12.191		22.641	-	1.219	-	1.239	57.339	(30.451)	64.178	
Variations dans le périmètre (Note 2.f) (*)	11.385	-	-	-	(7)	-	-	176	-	11.554	
Entrées ou dotations (*)	(6.597)	320	-	-	143	-	2.025	20.239	(9.671)	6.459	
Sorties, éliminations ou réductions (*)	-	(298)	-	-	(309)	-	-	(495)	2.680	1.578	
Transferts et annulations	-	-	-	-	-	-	(1.239)	(19.297)	10.464	(10.072)	
Solde au 31.12.10	16.979		22.663	-	1.046	-	2.025	57.962	(26.978)	73.697	
Variations dans le périmètre (Note 2.f) (*)	2.055	-	-	-	41	-	-	-	-	2.096	
Différences de conversion	-	-	-	-	(22)	-	(23)	(7.793)	1.265	(6.573)	
Entrées ou dotations (*)	(3.766)	467	(440)	-	826	-	21.862	367.158	(13.820)	372.287	
Sorties, éliminations ou réductions (*)	-	(11)	-	-	(96)	-	-	(702)	-	(809)	
Transferts et annulations	-	-	-	-	-	-	(2.025)	(8.559)	5.576	(5.008)	
Opérations de couverture (Note 17)	(3.710)	-	-	-	-	-	-	-	-	(3.710)	
Solde au 31.12.11	11.558		23.119	(440)	1.795	-	21.839	408.066	(33.957)	431.980	

(*) Y compris l'effet pour conversion du taux de change

Le détail des actifs financiers non courants du Groupe au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010 est donné ci-après, par nature et catégorie aux effets d'évaluation:

Milliers d'euros					
31.12.11					
Actifs financiers: Nature / Catégorie	Actifs financiers disponibles pour la vente	Prêts et postes à recouvrer	Investissements maintenus jusqu'à échéance	Dérivés de couverture	Total
Instruments de patrimoine	22.679	-	-	-	22.679
Dérivés de couverture (Note 17)	-	-	-	21.839	21.839
Autres actifs financiers	151	374.109	1.644	-	375.904
Long terme / non courants	22.830	374.109	1.644	21.839	420.422

Milliers d'euros

Actifs financiers: Nature / Catégorie	31.12.10				
	Actifs financiers disponibles pour la vente	Prêts et postes à recouvrer	Investissements maintenus jusqu'à échéance	Dérivés de couverture	Total
Instruments de patrimoine	22.663	-	-	-	22.663
Dérivés de couverture	-	-	-	2.025	2.025
Autres actifs financiers	151	30.984	895	-	32.030
Long terme / non courants	22.814	30.984	895	2.025	56.718

Le détail par échéance des postes qui font partie de la rubrique « Actifs financiers non courants » est le suivant (en milliers d'euros):

Exercice 2011

	2013	2014	2015	2016 et suivants	Total
Prêts et postes à recouvrer	72.074	119.145	48.010	134.880	374.109
Investissements maintenus jusqu'à échéance	830	113	33	668	1.644
Dérivés de couverture	10.404	5.083	5.815	537	21.839
Total	83.308	124.341	53.858	136.085	397.592

Exercice 2010

	2012	2013	2014	2015 et suivants	Total
Prêts et postes à recouvrer	4.298	9.535	12.965	4.186	30.984
Investissements maintenus jusqu'à échéance	164	35	-	696	895
Dérivés de couverture	2.025	-	-	-	2.025
Total	6.487	9.570	12.965	4.882	33.904

a) Participations dans des sociétés associées

L'information importante des participations dans des sociétés associées, évaluées par la méthode de la participation, est donnée ci-après (en milliers d'euros):

Nom	Siège Social	Activité	Fraction de capital		Investissements dans des associées	Données financières de base (1)			Chiffre d'affaires	Actif	Audit
			Directe	Indirecte		Capital	Réserves, prime et résultats cumulé (Note 17)	Résultat 2011			
Compañía de Vagones del Sur, S.A.	Jaén (Espagne)	Fabrication	-	35%(2)	-	3.703	(1.366)	(2.337)	497	23.354	
Asirys Vision Technologies, S.A.	Guipúzcoa (Espagne)	Production automatique	-	22,33%(3)	41	154	5	-	-	166	
Plan Metro, S.A.(6)	Madrid (Espagne)	Services de location	-	40%(4)	-	60	26.227	(5.966)	-	438.111	
Consorcio Traza, S.A.(6)	Saragosse (Espagne)	Détention d'actions	25%(5)	-	11.517	490	46.082	(389)	8.843	245.550	
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V. (6) (7)	Mexique D.F.	Prestation de services de transport	28,05%	15,30%(4)	-	194.688	(100.523)	-	28.640	293.487	
11.558											

(1) Après ajustements et homogénéisations de consolidation (en milliers d'euros).

(2) À travers CAF Santana, S.A., participée également à 83,73%. La Société garde une participation de 100% dans Ditecsa Jaén, S.A.

(3) À travers CAF I+D, S.L.

(4) À travers Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A.

(5) La Société consolide une participation de 80% dans la société S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.

(6) Audités par Deloitte.

(7) Les données individuelles référées à cette participation, incluses dans le tableau ci-joint reprennent ce qui est indiqué à la Note 2.g et la marge pour transactions dans le périmètre de consolidation avant la perte de contrôle.

	Milliers d'euros	
	2011	2010
Solde initial	16.979	12.191
Bénéfices de Sociétés et ajustement de marges	(3.301)	(846)
Ajustement de marges	(465)	(5.751)
Résultats pour opérations de couverture (Note 17)	(3.710)	-
Sorties, retraits ou réductions	-	-
Variation dans le périmètre	2.055	11.385
Solde final	11.558	16.979

Durant l'exercice 2011, diverses augmentations de capital ont été réalisées dans la société Consorcio Traza, S.A. auxquelles le Groupe a participé en déboursant 2.055 milliers d'euros (11.385 milliers d'euros en 2010).

b) Portefeuille de valeurs non courant

Nom	% Participation	Coût investissement (milliers d'euros)	
		2011	2010
Alquiler de Trenes AIE	5	1.202	1.202
Metro de Sevilla, Sociedad Concesionaria de la Junta de Andalucía, S.A.	10,31	13.220	13.220
Ferromovil 3000, S.L.	10	3.181	3.181
Alquiler de Metros AIE	5	66	66
Plan Azul 07, S.L.	5,2	1.381	1.381
Arrendadora de Equipamientos Ferroviarios, S.A.	15	1.908	1.908
Iniciativa FIK, AIE	6,25	1.372	1.656
FIK Advanlife, S.L.	6	1	1
Albali Señalización, S.A.	9	298	-
Autres		50	48
		22.679	22.663

Par suite d'un contrat de financement souscrit le 16 février 2004 entre Metro de Sevilla, Sociedad Concesionaria de la Junta de Andalucía, S.A. et un établissement bancaire, au 31 décembre 2011 et 2010, ces actions sont nanties.

Par ailleurs, depuis l'exercice 2008, le Groupe détient des participations de 6,25% et 6% du capital social de Iniciativa FIK, AIE et FIK Advanlife S.L., sociétés dont l'objet social est la recherche, le développement et l'exploitation de connaissances scientifiques et technologiques. La valeur nominale des participations s'élève à 3.125 milliers d'euros et 313 euros, respectivement. Le Groupe a des déboursements en attente pour ces participations, de 1.313 milliers d'euros, payables par versements semestriels de 156 milliers d'euros (1.469 milliers d'euros au 31 décembre 2010). Durant l'exercice 2011 le Groupe a déprécié partiellement sa participation dans Iniciativa FIK, AIE lorsqu'il a estimé la valeur récupérable de l'investissement, une fois pris en compte les déboursements en attente.

Tous les investissements ont été évalués au coût d'acquisition, leur valeur de marché ne pouvant être mesurée de manière fiable (Note 3.d).

c) Instruments financiers dérivés

À ce poste est incluse la valeur de marché des contrats d'assurance de taux de change avec une échéance à long terme (Note 17).

d) Prêts et comptes à recouvrer

Le détail des prêts et postes à recouvrer est le suivant (milliers d'euros):

	31.12.11	31.12.10
Prêts au personnel	4.236	3.673
Engagement de Plan de Participation	17.664	30.690
Provisions de Plan de Participation	(6.967)	(15.647)
Administrations Publiques long terme (Note 19)	57.842	22.834
Provisions Administrations Publiques (Note 19)	(19.728)	(11.331)
Clients à long terme	312.111	-
Provision de clients à long terme	(7.262)	-
Crédits à des sociétés associées	15.104	-
Autres	1.109	765
Total	374.109	30.984

Prêts au personnel

La Société mère accorde, en vertu des conventions signées avec le personnel, divers prêts à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché, avec une échéance qui oscille entre les 10 et 15 ans. La Société n'actualise pas ces montants car il estime que l'effet de l'actualisation de ce montant est peu significatif.

Engagement de Plan de Participation (Portefeuille social)

En 1994 a été constitué le « Plan de Participation » pour faciliter l'accès des employés de la Société mère à contrat fixe au capital social de la Société moyennant la création de Cartera Social, S.A. Cette société est titulaire d'actions de CAF, S.A., et les employés de la Société mère y sont représentés fiduciairement par 8 employés ou anciens employés de cette dernière. Cartera Social, S.A. a vendu depuis lors à la Société mère des « droits » sur les actions de CAF, S.A. qu'elle possède.

Aux rubriques « Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer » et « Autres actifs financiers courants » du bilan consolidé ci-joint est inclus l'investissement dans ces « droits », appartenant au « Plan de Participation » acquis à Cartera Social, S.A. Cette acquisition a été réalisée dans le seul but de les revendre dans une période de plusieurs années à ses employés.

Ce Plan s'est déroulé essentiellement en trois phases, la première dans l'exercice 1994, avec l'acquisition par la Société mère de 632.000 « droits » sur des actions de CAF, S.A. appartenant à Cartera Social, S.A., pour un montant de 26.900 milliers d'euros. La seconde, avec l'acquisition de 210.150 « droits » dans l'exercice 2005 pour 14.300 milliers d'euros. A la fin de l'exercice 2007, a été décidée dans la troisième phase l'acquisition de 171.747 « droits » supplémentaires, à un coût d'acquisition pour CAF, S.A. de 50.700 milliers d'euros.

Étant donné que la Société mère a acheté les « droits » en question à un prix qui a été supérieur à la somme du prix de vente à ses employés et des apports que fait au Plan Cartera Social, S.A. elle-même, les acquisitions de droits indiqués plus haut ont entraîné des pertes pour la Société mère qui ont été enregistrées intégralement dans des exercices antérieurs pour un montant de 49.600 milliers d'euros après avoir tenu compte des actualisations applicables.

La plupart des « droits » non encore vendus aux employés au 31 décembre 2011, appartiennent à la dernière augmentation réalisée en 2007. Tous les Plans ont été réalisés dans des conditions similaires.

Par conséquent, au 31 décembre 2011, la Société mère a enregistré, à la rubrique « Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer » du bilan consolidé ci-joint au 31 décembre 2011, un montant brut de 17.664 milliers d'euros (30.690 milliers d'euros en 2010), pour ces « droits ».

Pour adapter le coût des « droits » acquis à leur valeur nette de récupération, le Groupe a enregistré au 31 décembre 2011 une provision de 16.374 milliers d'euros dont 6.967 milliers d'euros figurent comme provision des investissements financiers à long terme (29.173 milliers d'euros au 31 décembre 2010, dont 15.647 milliers d'euros figuraient comme une dépréciation des investissements financiers à long terme) et le reste de la provision en investissements financiers à court terme. Au 31 décembre 2011, la part de cet actif qu'il est prévu de vendre avant un an, avec sa provision correspondante, a été enregistrée à la rubrique « Autres actifs financiers courants » du bilan consolidé à cette date (Note 13). Durant l'exercice 2011 des droits dont la valeur de coût et la provision s'élevaient respectivement à 18.643 milliers et 9.691 milliers d'euros (7.042 milliers et 946 milliers d'euros en 2010) environ, ont été vendus.

Quant à cet engagement, Cartera Social, S.A. est la seule propriétaire des actions de CAF, S.A., et jouit donc pleinement de tous les droits politiques et économiques qui lui reviennent en tant qu'actionnaire de la Société mère. Par conséquent, CAF, S.A. n'a ni droits, ni obligations, ni risques sur les bénéfices et les pertes économiques qui pourraient se produire pour Cartera Social, S.A. La Société mère a uniquement l'engagement de vendre à un prix fixé, et les travailleurs celui d'acquiescer ces « droits » en 84 échéances mensuelles similaires, comptées à partir de la mise en œuvre de chacune des phases du Plan. Les actions en question appartiennent à Cartera Social, S.A. jusqu'à l'exercice du « droit », lequel ne peut avoir lieu avant la cessation de la relation de travail de chaque employé avec CAF, S.A. Durant cette période, Cartera Social, S.A. finance la propriété de ces actions essentiellement au moyen du montant versé par CAF, S.A. pour l'achat des droits en question.

Au 31 décembre 2011 et 2010 Cartera Social, S.A. possédait 1.013.897 actions de CAF, S.A. équivalentes à 29,56% de son capital (Note 14).

Administrations Publiques à long terme

Le Groupe a enregistré au 31 décembre 2011, à la rubrique « Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer », un montant de 57.842 milliers d'euros à titre de comptes à recouvrer auprès des Administrations Publiques étrangères pour la taxe à la valeur ajoutée (22.834 milliers d'euros au 31 décembre 2010). Durant l'exercice 2011, un montant de 9.666 milliers d'euros a été provisionné (9.080 milliers d'euros en 2010) en charge de la rubrique « Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations » du compte de résultats consolidé ci-joint d'après les estimations réalisées sur la récupération de ces impôts.

Clients à long terme

Les clients à long terme incluent 46.331 milliers d'euros correspondant aux comptes à recouvrer de tiers étrangers au groupe dont on prévoit que le versement ne sera pas à court terme, essentiellement des Administrations Publiques, motif pour lequel on a reclassé ce compte à recouvrer à long terme. Le Groupe estime que le recouvrement de la somme aura lieu dans un délai de plus d'un an. Une provision de 7.262 milliers d'euros a donc été enregistrée à long terme avec une autre de 8.125 milliers d'euros à court terme à la rubrique « Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Clients pour ventes et prestations de service » du bilan consolidé ci-joint. Ces deux provisions ont été enregistrées en charge de la rubrique « Charges Financières » du compte de résultats consolidé ci-joint.

Le 19 mars 2010, la société du Groupe, Ctrains-Companhia de Manutencao, S.A., et Companhia Paulista de Trens Metropolitanos (CPTM) ont signé un contrat de concession à 20 ans pour la fabrication de 36 trains et la prestation de services de maintenance préventive et corrective et de révision générale, ainsi que de modernisation de la flotte de la ligne 8 - Diamante à Sao Paulo (Brésil).

Les principales caractéristiques de cet accord, outre celles indiquées ci-dessus, sont:

- Les montants sont garantis par CPTM. La société concessionnaire devra remplir certaines conditions de capital minimum en valeur absolue et en pourcentage de l'actif.
- La société concessionnaire garantit par caution bancaire d'un montant de 100.713 milliers de réis brésiliens (42 millions d'euros environ) l'accomplissement correct de ses obligations vis-à-vis de CPTM.
- Tous les biens associés à la concession, sauf les biens de capital, acquis, produits ou implantés par la concessionnaire pour l'exécution de la prestation de services objet du contrat seront reversés à CPTM à la fin de la concession dans aucune contreprestation.

Le 31 mai 2010, la société du Groupe, Provetren, S.A. de C.V., et Secretaria de Comunicaciones y Transportes (STC) ont signé un contrat à 15 ans pour la construction de 30 trains et la prestation de services de maintenance intégrale et de révision générale de la Ligne 12 du métro de la Ville de Mexico.

Les principales caractéristiques de cet accord, outre celles indiquées ci-dessus, sont:

- Les montants à payer par STC sont garantis subsidiairement par un système de fidéicomis avec des fonds issus des Reports des Participations Fédérales.
- La société concessionnaire garantit par caution bancaire 10% des paiements qu'elle prévoit recevoir dans l'année en cours.
- Tous les biens associés à la concession, sauf les biens de capital, acquis, produits ou implantés par la concessionnaire pour l'exécution de la prestation de services objet du contrat, seront reversés à STC à la fin de la concession sans aucune contreprestation.

L'enregistrement de ces concessions est réalisé moyennant l'application de la norme IFRIC 12 - Accord de concession de services, parce que les conditions pour cela sont remplies, et il a été procédé, conformément aux stipulations de cette norme, à la ségrégation des différentes activités menées (construction, exploitation/maintenance et financement). Par conséquent, le Groupe a enregistré à la rubrique de « Prêts et Comptes à recouvrer » de l'actif financier non courant un solde de 265.780 milliers d'euros au 31 décembre 2011 correspondant à l'activité de construction, enregistré d'après le degré d'avancement (Notes 3.f et 11).

Le commencement des prestations de services de maintenance a eu lieu surtout au premier semestre 2011, pour la concession de la Ligne 8 (Brésil), et l'on espère qu'elles commencent au premier semestre de 2012, pour la Ligne 12 (Mexico).

10. SOLDES ET OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES RATTACHÉES

Le détail des transactions réalisées avec des sociétés associées et avec d'autres, qui sont des parties rattachées et qui n'ont pas été éliminées dans le processus de consolidation (Note 2.f), est le suivant:

Milliers d'euros						
Société	2011			2010		
	Services prêtés ou ventes enregistrés	Services reçus ou achats enregistrés	Produits financiers	Services prêtés ou ventes enregistrés	Services reçus ou achats enregistrés	Produits financiers
Plan Metro, S.A.	72.546	-	329	211.738	-	-
Consortio Traza, S.A. (*)	20.275	-	-	37.245	-	-
Compañía de Vagones del Sur, S.A.	8	-	89	2	-	85
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	10.759	-	-	14.095	1.049	-
	103.588	-	418	263.080	1.049	85

(*) Inclut des transactions avec la société S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A..

Les marges générées dans des opérations réalisées avec des sociétés associées ont été dûment éliminées dans le processus de consolidation proportionnellement à leur pourcentage de participation (Note 9.a).

Comme résultat des opérations du présent exercice, de celles d'années antérieures et des avances accordées, les principaux soldes que le Groupe avait avec les sociétés en participation non consolidées par intégration globale au 31 décembre 2011 et 2010, étaient les suivants (Note 2.f):

Société	Milliers d'euros						
	31.12.11				31.12.10		
	Comptes à recouvrer	Comptes à payer	Avances nettes de degré d'avancement	Crédits à long terme (Note 9.d)	Comptes à recouvrer	Comptes à payer	Avances nettes de degré d'avancement
Plan Metro, S.A. (Note 9.d)	7.930	-	50.938	15.104	3.272	-	100.782
Sociedad de Economía Mixta los Tranvías de Zaragoza, S.A.	3.509	-	(2.918)	-	8.504	-	-
Compañía de Vagones del Sur, S.A.	-	-	-	-	3.242	-	-
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	16.660	112	-	-	-	-	-
	28.099	112	48.020	15.104	15.018	-	100.782

Durant l'exercice 2011, la société dépendante Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A. a accordé un crédit participatif à Plan Metro, S.A. afin que celle-ci honore ses engagements financiers, pour une limite estimée de 29 millions d'euros. Ce crédit produit un intérêt qui fait coïncider la valeur nette présente avec les flux prévus et il restera en vigueur jusqu'au 31 juillet 2029.

À la rubrique de « Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Autres créances » du bilan consolidé au 31 décembre 2011 est inclus un compte à recouvrer de Cartera Social, S.A. au titre des droits de renonciation, pour un montant de 14.004 milliers d'euros (4.763 milliers d'euros au 31 décembre 2010) (Notes 9 et 14.a).

11. STOCKS ET CONTRATS DE CONSTRUCTION

La composition des stocks au 31 décembre 2011 et 2010 est la suivante:

	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
Matières premières et autres approvisionnements, produits en cours, finis et semi-finis (Note 21)	345.347	330.989
Avances aux fournisseurs	20.117	23.917
	365.464	354.906

Au 31 décembre 2011, le Groupe avait des engagements fermes d'achat de matières premières pour un montant de 357.639 milliers d'euros, environ (Note 26) (652.363 milliers d'euros au 31 décembre 2010).

Les sociétés consolidées suivent le critère de prendre des polices d'assurance pour couvrir convenablement leurs stocks. Au 31 décembre 2011 et 2010 les polices d'assurance contractées couvraient la valeur des stocks à cette date.

Tel que cela est décrit dans la Note 3.a, le Groupe capitalise les charges financières supportées durant l'exercice et qui sont en rapport avec les stocks dont le cycle de production est supérieur à un an. Le montant capitalisé à cet effet avant de considérer l'imputation aux résultats pour ventes dans les exercices 2011 et 2010 a été de 1.040 milliers et 333 milliers d'euros, respectivement.

Contrats de construction

Le montant de la somme cumulée de coûts encourus et gains reconnus (moins ceux correspondant aux pertes reconnues) et le montant des avances reçues au 31 décembre 2011 et 2010 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
Facturation différée (Note 9)	265.780	-
Facturation différée (actif) (Notes 3.g et 12)	380.331	259.856
Facturation anticipée (passif) (Note 3.g)	(505.826)	(506.701)
Net	140.285	(246.845)
Coûts encourus plus gains et pertes reconnus par degré d'avancement	2.057.093	2.476.518
Facturation émise sans considérer les avances	(1.410.982)	(2.216.671)
Avances reçues	(505.826)	(506.701)
Net	140.285	(246.854)

Le montant des retenues dans les paiements au 31 décembre 2011 s'élève à 6.905 milliers d'euros (2.681 milliers d'euros au 31 décembre 2010).

12. CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES COMPTES À RECOUVRER

La composition du poste créances commerciales et autres comptes à recouvrer au 31 décembre 2011 et 2010 est la suivante:

	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
Clients en euros	568.101	510.728
Clients en monnaie étrangère (Note 3.h)	210.201	159.808
Provisions pour dépréciation (Note 3.d)	(1.587)	(1.136)
	776.715	669.400

Ces soldes à recouvrer ont été générés, principalement, par suite de la reconnaissance du degré d'avancement selon ce qui est décrit à la Note 3.f. Une part de ces soldes (environ 51%, 61% en 2010) est facturée à des clients. Le reste correspond à « Production exécutée en attente de facturation » (Note 11). Les principaux soldes se sont produits en euros.

Au 31 décembre 2011, 37% des soldes facturés en attente de recouvrement correspondent aux cinq clients principaux (53% au 31 décembre 2010).

Le montant des soldes échus au 31 décembre 2011 et 2010 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
Échus > 90 jours	26.946	34.052
Échus > 180 jours (*)	51.648	34.704
	78.594	68.756

(*) Ce poste inclut les retenues effectuées par les clients sur des factures (Note 11).

Après leur analyse individualisée, le Groupe CAF a estimé que 1.587 milliers et 1.136 milliers d'euros au 31 décembre 2011 et 2010, respectivement, présentaient un risque de recouvrement, et les provisions correspondantes pour dépréciations ont été dotées.

13. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Au 31 décembre 2011 et 2010 le détail de ce poste est le suivant:

Exercice 2011

Actifs financiers: Nature / Catégorie	Milliers d'euros				
	Actifs financiers disponibles pour la vente	Prêts et postes à recouvrer (Note 9.d)	Investissements maintenus jusqu'à échéance	Dérivés de couverture (Note 17)	Total
Valeurs représentatives de la dette publique	-	-	-	-	-
Dérivés financiers	-	-	-	17.561	17.561
Autres actifs financiers	-	3.970	213.988	-	217.958
Court terme / courants	-	3.970	213.988	17.561	235.519

Exercice 2010

Actifs financiers: Nature / Catégorie	Milliers d'euros				
	Actifs financiers disponibles pour la vente	Prêts et postes à recouvrer (Note 9.d)	Investissements maintenus jusqu'à échéance	Dérivés de couverture (Note 17)	Total
Valeurs représentatives de la dette publique	-	-	3.360	-	3.360
Dérivés financiers	-	-	-	14.972	14.972
Autres actifs financiers	-	8.376	331.759	-	340.135
Court terme / courants	-	8.376	335.119	14.972	358.467

Le Groupe suit la politique d'investir les excédents de trésorerie en dette publique repos, dépôts à court terme, placements à échéance fixe ou billets à ordre. Il s'agit d'investissements à court terme dont les résultats sont enregistrés au crédit de la rubrique « Produits financiers » du compte de résultats consolidé ci-joint. Durant les exercices 2011 et 2010, le Groupe a enregistré des produits à ce titre de 8.285 milliers et 9.696 milliers d'euros, respectivement.

14. PATRIMOINE NET

a) Capital social de la Société mère

Au 31 décembre 2011 et 2010, le capital social de la Société mère était représenté par 3.428.075 actions d'une valeur nominale de 3,01 euros chacune, représentées par des annotations au compte, totalement souscrites et libérées, toutes cotées en Bourse.

Les Sociétés ou entités actionnaires possédant au 31 décembre 2011 et 2010 plus de 3% du capital social de la Société mère sont:

	% Participation 2011	% Participation 2010
Cartera Social, S.A. (Notes 9 y 10) (*)	29,56	29,56
Gipuzkoa Donostia Kutxa (Note 20.b) (**)	19,06	20,06
BNP Paribas Securities Services	5,47	5,47
Banca Cívica, S.A (***)	3,01	-
Compañía Andaluza de Rentas e Inversiones, S.A.	-	3,01

(*) Les actionnaires de cette société sont ou ont été employés de la Société Mère (Note 9).

(**) Après le processus d'intégration, les participations de Gipuzkoa Donostia Kutxa sont passées à Kutxabank, S.A. à dater du 1er janvier de 2012.

(***) Banca Cívica, S.A. contrôle Compañía Andaluza de Rentas e Inversiones, S.A. à travers sa participation directe de 46% du capital de cette entité, et à travers sa participation de 100% dans Corporación Empresarial Cajasol, SAU qui, de son côté, détient 20% du capital de Compañía Andaluza de Rentas e Inversiones, S.A.

Le 5 juin 2011, l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires a habilité le Conseil d'Administration pour l'acquisition d'actions propres dans un délai de cinq ans à partir de cette date. À la date de formulation des présents comptes annuels consolidés aucune action propre n'a été acquise dans le cadre de cet accord.

b) Prime d'émission

Le solde de la prime d'émission est disponible dans la mesure où il n'y a pas de restrictions spécifiques à son usage.

c) Réserve de revalorisation

Le montant maintenu dans cette réserve durant les exercices 2011 et 2010 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
Revalorisation d'actifs corporels :		
Terrains (IFRS1)	30.418	30.418
Actualisation Loi 9/1983	7.954	7.954
Actualisation « Décret Foral » 13/1991	11.379	11.379
Actualisation « Norme Forale » 11/1996	8.701	8.701
	58.452	58.452

Actualisation Loi 9/1983 et « Décret Foral » 13/1991

Conformément aux normes en vigueur le solde de ces comptes est de libre disposition.

Actualisation Norme Forale 11/1996

Ce solde peut être destiné à éliminer les résultats comptables négatifs, à augmenter le capital social ou aux réserves non distribuables, quant au solde du compte en attente d'application. Si l'on disposait de ce solde de ce compte d'une manière différente de celle prévue dans la « Norme Forale » 11/1996, ce solde serait alors soumis à l'impôt.

d) Réserve légale

Conformément au Texte Remanié de la Loi des Sociétés de Capitaux, un montant égal à 10% du bénéfice de l'exercice doit être destiné à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne au moins 20% du capital social. La réserve légale pourra être utilisée pour augmenter le capital dans la part de son solde qui dépasse 20% du capital après augmentation. Sauf pour la finalité indiquée antérieurement, et tant qu'elle ne dépassera pas 20% du capital social, cette réserve ne pourra être destinée qu'à compenser des pertes et à condition qu'il n'y ait pas d'autres réserves disponibles suffisantes pour cela.

e) Réserves restreintes et non disponibles

Sur les comptes annuels individuels des sociétés consolidées il y a des réserves pour un montant total d'environ 15.436 milliers et 13.893 milliers d'euros aux 31 décembre 2011 et 2010, respectivement, correspondant aux concepts de réserve légale, réserve d'actualisation de bilans, réserve pour capital amorti et autres, qui sont considérées restreintes et non disponibles. Par ailleurs, certaines sociétés ont des restrictions dérivées de contrats de financement (Note 16).

Tant que le poste des charges de recherche et développement n'aura pas été totalement amorti, la distribution de dividendes est interdite, à moins que le montant des réserves disponibles soit au moins égal au montant des soldes non amortis. Par conséquent, à la clôture de l'exercice 2011, les réserves, d'un montant de 28.554 milliers d'euros (26.205 milliers d'euros à la clôture de l'exercice 2010), ne sont pas disponibles.

f) Différences de conversion

Le détail, par société, du poste « Différences de conversion » aux 31 décembre 2011 et 2010 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
CAF México, S.A. de C.V.	(576)	393
CAF Brasil Ind. e C., S.A.	4.854	10.424
CAF Argentina, S.A.	(17)	49
CAF USA, Inc.	(209)	(171)
CAF Rail UK, Ltda.	(62)	(84)
CAF Chile, S.A.	112	178
Sefemex, S.A. de C.V.	(58)	(21)
Ferrocarriles Suburbanos S.A. de C.V.	-	(9.139)
Constructora Mex. del Fer. Sub, S.A. de C.V.	(643)	(241)
Corporación Trainemex, S.A. de C.V.	(10)	10
CAF Turquie, L.S.	(414)	(26)
CAF Argelia, E.U.R.L.	(61)	(37)
CAF India Private Limited	(32)	4
Ctrens Companhia de Manutenção, S.A.	(7.992)	806
Trenes CAF Venezuela, C.A.	(1)	-
Provetren, S.A. de C.V.	4	-
Eliop Otomatik Kontrol Sistemleri San. Ve Tic.	(42)	-
CAF Rail Australia Pty, Ltd.	35	-
CAF Colombia, S.A.S.	6	-
	(5.106)	2.145

g) Intérêts minoritaires

Le mouvement et la composition du poste « Patrimoine net - Intérêts minoritaires » du bilan de situation consolidé ci-joint durant les exercices 2011 et 2010 est le suivant:

	Milliers d'euros
Solde au 31 décembre du 2009	12.946
Bénéfices attribuables aux intérêts minoritaires	(4.184)
Variation dans le périmètre	(212)
Autres	1.110
Solde au 31 décembre du 2010	9.660
Bénéfices attribuables aux intérêts minoritaires	(4.733)
Différences de conversion	(363)
Variation dans le périmètre (Note 2.f)	(1.658)
Dividendes	(86)
Solde au 31 décembre du 2011	2.820

h) Gestion du capital

La gestion du capital du Groupe est telle qu'on puisse arriver à une structure financière qui optimise le coût de capital, en maintenant une solide position financière. Cette politique permet de rendre compatible la création de valeur pour l'actionnaire et l'accès aux marchés financiers à un coût compétitif pour couvrir les besoins, tant de refinancement de dette que de financement du plan d'investissements non couverts par la génération de fonds de l'activité.

Les Administrateurs du Groupe CAF considèrent comme indicateurs de l'accomplissement des objectifs fixés que le niveau de levier avec recours à la maison mère soit le plus bas possible. Au 31 décembre 2011 et 2010 la plupart de l'endettement est directement assignée à des activités telles que les concessions du Brésil et du Mexique (Notes 3.u, 7 et 9). Par niveau de levier on entend le rapport entre le montant de la dette financière nette et le patrimoine net

	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
Dette financière nette		
Avances remboursables (Note 15)	69.180	66.127
Dettes avec des établissements de crédit - Passif non courant (Note 16)	242.171	240.565
Dettes avec des établissements de crédit - Passif courant (Note 16)	5.878	20.344
Investissements Financiers Temporaires (Note 13)	(214.243)	(337.508)
Numéraire et autres actifs liquides équivalents	(86.214)	(55.705)
	16.772	(66.177)
Patrimoine net:		
De la Société Mère	664.444	563.624
Intérêts minoritaires	2.820	9.660
	667.264	573.284

15. AUTRES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS

Le détail des passifs financiers du Groupe au 31 décembre 2011 et 2010, présentés par nature et catégorie, aux effets d'évaluation est le suivant:

Milliers d'euros					
31.12.11					
Passifs financiers: Nature / Catégorie	Passifs financiers maintenus pour négocier	Autres passifs financiers à VR avec des changements dans les résultats	Débits et postes à paye	Dérivés de couverture	Total
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	-	-	242.171	-	242.171
Dérivés (Note 17)	-	-	-	19.314	19.314
Autres passifs financiers	-	-	64.845	-	64.845
Dettes à long terme /					
Passifs financiers non courants	-	-	307.016	19.314	326.330
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	-	-	5.878	-	5.878
Dérivés (Note 17)	-	-	-	10.660	10.660
Autres passifs financiers	-	-	17.436	-	17.436
Dettes à court terme /					
Passifs financiers courants	-	-	23.314	10.660	33.974
Total	-	-	330.330	29.974	360.304

Milliers d'euros					
31.12.10					
Passifs financiers: Nature / Catégorie	Passifs financiers maintenus pour négocier	Autres passifs financiers à VR avec des changements dans les résultats	Débits et postes à paye	Dérivés de couverture	Total
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	-	-	240.565	-	240.565
Dérivés (Note 17)	-	-	-	1.984	1.984
Autres passifs financiers	-	-	64.640	-	64.640
Dettes à long terme /					
Passifs financiers non courants	-	-	305.205	1.984	307.189
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	-	-	20.344	-	20.344
Dérivés (Note 17)	-	-	-	4.262	4.262
Autres passifs financiers	-	-	17.684	-	17.684
Dettes à court terme /					
Passifs financiers courants	-	-	38.028	4.262	42.290
Total	-	-	343.233	6.246	349.479

Le détail des passifs financiers par concept est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
Avances remboursables	54.673	53.358
Engagements avec le personnel	7.457	8.342
Autres passifs	2.715	2.940
	64.845	64.640

Le détail par échéance dans les prochaines années d'autres passifs financiers non courants est (en milliers d'euros):

	2011		2010
2013	13.618	2012	9.122
2014	9.285	2013	10.915
2015	8.938	2014	9.256
2016	8.552	2015	8.339
2017 et suivants	24.452	2016 et suivants	27.008
Total	64.845	Total	64.640

Avances remboursables

Le Groupe a reçu certaines aides pour des programmes de Recherche et Développement pour la réalisation de projets de recherche et développement qui sont enregistrées au moment de leur encaissement effectif ou, le cas échéant, quand le coordinateur du projet conjoint les touche. Ces aides ont consisté en:

- Subventions pour faire face partiellement aux charges et coûts de ces projets.
- Avances remboursables consistant en des prêts sans intérêt, qui ont généralement une période initiale de carence de 3 ans et sont amortis sur une période de plus de 10 ans.

Le mouvement enregistré dans les exercices 2011 et 2010 pour les différents programmes mentionnés, pour la partie à long terme (à la valeur actuelle) a été:

	Milliers d'euros
	Avances remboursables
Solde au 31.12.09	51.853
Additions	10.737
Transferts à court terme	(9.232)
Solde au 31.12.10	53.358
Additions	11.239
Transferts à court terme	(9.924)
Solde au 31.12.11	54.673

Par ailleurs, le montant enregistré à court terme au titre des soldes créditeurs pour avances remboursables s'élève à 14.507 milliers et 12.769 milliers d'euros, respectivement, au 31 décembre 2011 et 2010

Engagements vis-à-vis du personnel

Le détail de la valeur actuelle des engagements assumés par le Groupe en matière de rétributions post-emploi et autres à long terme, des actifs destinés à leur couverture, et des sommes non enregistrées à la clôture des exercices 2011 et 2010, est le suivant (Note 3.k):

	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
Valeur actuelle des rétributions	18.998	18.314
Moins - Juste valeur des actifs affectés	18.009	17.383
Dettes commerciales et autres comptes à payer - Autres dettes	989	931

La valeur actuelle des engagements a été déterminée par des actuaires indépendants qualifiés, qui ont appliqué les critères suivants dans leur quantification:

- Méthode de calcul: « Unité de crédit projetée », qui considère chaque année de service comme génératrice d'une unité additionnelle de droit aux prestations, en évaluant chaque unité séparément.
- Hypothèses actuarielles utilisées: sans biais et compatibles entre elles. En général, les hypothèses actuarielles les plus significatives qui ont été considérées dans les calculs ont été les suivantes:

Hypothèses actuarielles	2011	2010
Taux d'intérêt technique	5,06% (1)	4,58%
Tables de mortalité	PERM/F 2000P	PERM/F 2000P
Taux annuel de révision des pensions	3%	2%
Âge de la retraite	65	65

(1) Durant les 30 premières années. Ensuite à 2,42%.

La juste valeur des actifs affectés a été calculée à la clôture de l'exercice selon la méthode de calcul unité de crédit projetée.

La rentabilité attendue des actifs affectés a été calculée en fonction de l'évaluation du portefeuille de placement affecté réalisée par la compagnie d'assurance Mapfre Vida, et elle a été de 5,06% dans l'exercice 2011 (4,58% dans l'exercice 2010).

16. DETTES AVEC DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

La composition de ces postes du bilan de situation consolidé ci-joint est la suivante:

	Milliers d'euros			
	31.12.11		31.12.10	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Prêts et comptes de crédit avec des établissements financiers	242.171	2.912	181.342	17.007
Intérêts produits en attente d'échéance	-	1.946	59.223	3.337
Dettes à effets escomptés	-	1.020	-	-
Total (Note 15)	242.171	5.878	240.565	20.344

En application de l'IAS 39, les montants des dettes avec des établissements de crédit sont présentés au bilan corrigés par les coûts engagés dans l'ouverture et la concertation des prêts.

Quant à l'opération de concession de CPTM décrite à la Note 9, la société filiale Ctrens-Companhia de Manutenção, S.A. a souscrit le 10 mai 2011, avec Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (BNDES), un contrat de financement d'un montant maximum de 946.890 milliers de réis brésiliens. Le taux d'intérêt que produit le prêt est l'équivalent au TJLP (Tasa de Juros de Longo Prazo) plus un différentiel. Le principal du prêt sera amorti moyennant 160 versements mensuels et successifs, dont le premier en janvier de 2013. Au 31 décembre 2011 le solde dont il a été disposé s'élève à 577.707 milliers de réis brésiliens (239.113 milliers d'euros).

Ce contrat inclut certaines clauses restrictives qui limitent la société Ctrens-Companhia de Manutenção, S.A, entre autres, l'obtention de nouveaux prêts bancaires, donner des garanties, effectuer des remboursements de capital, distribuer des dividendes, et l'obligation de maintenir certaines conditions financières à partir de janvier 2013, parmi lesquelles est inclus l'Indice de Couverture du Service de la Dette (qui doit être à 1,2) et le Formule de Structure de Capital Minimum (qui doit être supérieure à 0,24).

Par ailleurs, le 15 juin 2011, la société filiale signe avec la BNDES un contrat de cession fiduciaire par lequel elle cède en garantie les droits de recouvrement que CTRENS a vis-à-vis de CPTM, ainsi que les garanties accordées par CPTM en faveur de la filiale et tout montant qui sera exigible par la filiale à CPTM, CAF S.A. et CAF Brasil.

Les actions de la filiale Ctrens-Companhia de Manutenção, S.A. sont gagées en faveur de la BNDES.

Les amortissements prévus pour dettes avec des entités de crédit à long terme sont les suivants (milliers d'euros):

	31.12.11		31.12.10
2013	15.956	2012	14.913
2014	17.334	2013	15.016
2015	18.816	2014	14.822
2016	20.259	2015	14.823
2017 et suivants	169.806	2016 et suivants	180.991
Total	242.171	Total	240.565

Outre le financement commenté, au 31 décembre 2011, les sociétés consolidées avaient diverses lignes de crédit dans différents établissements financiers, principalement en euros et qui produisaient des taux d'intérêts de marché, essentiellement référencés à l'EURIBOR + un différentiel de marché jusqu'à une limite de 248.028 milliers d'euros (125.944 milliers d'euros au 31 décembre 2010), aucun montant significatif n'ayant été mis à disposition à cette date.

17. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe CAF utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir les risques auxquels sont exposées ses activités, ses opérations et ses flux monétaires futurs, surtout des risques dérivés des variations des taux de change (Note 3.d). Le Groupe CAF utilise des dérivés comme couverture de taux de change pour mitiger l'effet négatif possible que les variations dans les taux de change peuvent représenter sur les flux de caisse futurs correspondant à des transactions et à des prêts en monnaies différentes de la monnaie fonctionnelle de la société correspondante.

De même, certaines sociétés intégrées par la méthode de la participation ont des contrats de couverture de taux d'intérêt (Note 3.d).

Les détails des compositions des soldes nets qui reprennent l'évaluation de dérivés, essentiellement de couverture de juste valeur, du bilan de situation consolidé au 31 décembre 2011 et 2010, sont les suivants

Exercice 2011

Dérivés de vente en devise au 31.12.11 (couverture de juste valeur)	Échéance (en Devise)		
	2012	2013	2014 et suivantes
Couvertures:			
Assurances de change de dollars (*)	357.980.882	123.371.268	225.258.778
Assurances de change de livres sterling	51.436.091	-	-
Assurances de change d'euros	8.096.693	15.544.452	1.648.654
Assurances de change de réis brésiliens (**)	85.235.979	43.743.563	-
Assurances de change de dollars canadiens	368.527	-	-
Assurances de change de couronnes suédoises	-	303.271.515	63.815.900

(*) Y compris la couverture de l'investissement net dans CAF USA, Inc.

(**) Y compris la couverture partielle de l'investissement net dans CAF Brasil Ind, C.S.A. pour un montant de 43.774 milliers de réis brésiliens

Dérivés d'achat en devise au 31.12.11 (couverture de juste valeur)	Échéance (en Devise)		
	2012	2013	2014 et suivantes
Couvertures:			
Assurances de change de dollars	76.339.674	912.000	-
Assurances de change de livres sterling	136.029	-	-
Assurances de change d'euros	30.367.432	6.017.725	-
Assurances de change de francs suisses	3.222.790	-	-
Assurances de change de réis brésiliens	70.755.603	-	-

Dérivés d'achat en devise au 31.12.11 (couverture de flux monétaires)	Échéance (en Devise)		
	2012	2013	2014 et suivantes
Couvertures:			
Assurances de change en dollars	11.672.635	6.721.261	41.466.147

Exercice 2010

Dérivés de vente en devise au 31.12.10 (couverture de juste valeur)	Échéance (en Devise)		
	2011	2012	2013 et suivantes
Couvertures:			
Assurances de change de dollars	24.729.331	-	26.000.000
Assurances de change de livres sterling	66.966.521	15.040.694	-
Assurances de change d'euros	2.300.040	-	-
Assurances de change de pesos mexicains	60.348.484	-	-
Assurances de change de réis brésiliens	323.134.665	-	-
Assurances de change de dollars canadiens	385.286	-	-
Assurances de change de couronnes suédoises	122.362.472	-	367.087.415

Dérivés d'achat en devise au 31.12.10 (couverture de juste valeur)	Échéance (en Devise)		
	2011	2012	2013 et suivantes
Couvertures:			
Assurances de change de dollars	83.136.882	44.493.619	-
Assurances de change de livres sterling	1.264.957	-	-
Assurances de change d'euros	4.698.682	-	-
Assurances de change de francs suisses	805.698	3.222.790	-

	Milliers d'euros			
	Juste valeur		Flux de trésorerie	
	31.12.11	31.12.10	31.12.11	31.12.10
Couvertures:				
Assurances de change en dollars	4.550	458	2.625	-
Assurances de change en livres sterling	(404)	(11)	-	-
Assurances de change en yens	-	-	-	-
Assurances de change en pesos mexicains	-	(300)	-	-
Assurances de change en réis brésiliens	2.786	10.735	-	-
Assurances de change en francs suisses	(131)	(131)	-	-
Évaluation à la clôture (*)	6.801	10.751	2.625	-

(*) Avant de considérer leur effet fiscal.

À la clôture de l'exercice 2011, la société associée SEM Los Tranvías de Zaragoza, S.A. (Note 9.a) a des contrats de diverses permutations financières rattachées au nominal de sa dette financière. Ces permutations financières ont été désignées comme instrument de couverture de flux de trésorerie pour risque de taux d'intérêt, l'évaluation correspondant au Groupe s'élevant à 3.710 milliers d'euros, nets de l'effet fiscal, à la clôture de l'exercice 2011.

La juste valeur des instruments financiers dérivés a été calculée en utilisant des données de marché observables (taux de change de clôture et courbes de taux d'intérêt).

L'échéance de l'instrument de couverture coïncide avec l'exercice dans lequel on espère que se produisent les flux de trésorerie.

Durant l'exercice 2011 l'effet de la part inefficace des opérations de couvertures menées et portées en charge du compte de résultats consolidé a représenté une charge d'un montant 245 milliers d'euros (un produit de 1.281 milliers d'euros en 2010).

Par ailleurs, la liquidation et la variation de la valeur des dérivés de juste valeur a représenté une charge de 25.984 milliers et 45.560 milliers d'euros dans les exercices 2011 et 2010, montants analogues à ceux de la variation de valeur des postes couverts.

Les postes couverts dans le Groupe, conformément à la Note 5.a. sur les Risques de Marché, sont les opérations en devises incluses dans chacun des contrats commerciaux. Ces opérations se composent, au moment initial de prise des couvertures, soit d'engagements fermes (auquel cas elles sont enregistrées comme des couvertures de juste valeur) ou soit comme des transactions hautement probables (auquel cas elles sont enregistrées comme des couvertures de flux monétaires).

18. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Au 31 décembre 2011, restaient ouverts à l'inspection, essentiellement les quatre derniers exercices, en ce qui concerne les principaux impôts auxquels est soumise l'activité des différentes sociétés qui conforment le Groupe CAF.

La Société mère est imposée depuis l'exercice 2007 dans le Régime de Consolidation Fiscale sur le Territoire Historique de Guipúzcoa, avec certaines sociétés dépendantes.

La conciliation entre le résultat comptable du Groupe et la charge de l'Impôt sur les Sociétés, est la suivante:

	Milliers d'euros	
	2011	2010
Résultat comptable avant impôts	143.867	158.592
Taux d'imposition de la société mère	28%	28%
Impôt sur les Sociétés calculé au taux d'imposition de la société mère	40.283	44.406
Effet produit par le taux d'imposition différent de filiales	1.875	(342)
Effet des produits exonérés et des charges non déductibles fiscalement	2.891	(55)
Effet fiscal de déductions et autres aides fiscales enregistrées dans l'exercice	(29.596)	(27.658)
Effet fiscal pour crédits fiscaux et impôts différés non reconnus dans des exercices antérieurs et enregistrés ou appliqués dans le présent exercice	-	(319)
Effet fiscal pour crédits fiscaux et impôts différés non enregistrés	(10)	(1.359)
Effet fiscal pour dépréciations de crédits fiscaux et impôts différés	220	-
Ajustements reconnus dans l'exercice relatifs à l'Impôt sur les Sociétés d'exercices antérieurs	(1.441)	159
Changements dans le taux d'imposition	38	48
Total charge (produit) pour impôt reconnu sur le compte de résultats consolidé	14.260	14.880
Charge (produit) pour impôt courant (*)	28.156	9.765
Charge (produit) pour impôt différé	(13.896)	5.115

(*) Y compris ajustements et impôts sur les sociétés d'exercices antérieurs.

La différence entre la charge fiscale et celle qu'il faudra payer pour cet exercice est enregistrée aux postes « Impôts différés actifs » et « Impôts différés passifs » de l'actif ou du passif du bilan de situation consolidé ci-joint.

La composition et le mouvement de ces soldes est la suivante:

Milliers d'euros						
	31.12.10	Additions	Retraits	Différences de conversion	Changements dans le périmètre (Note 2.g)	31.12.11
Impôts différés actifs:						
Déductions en attente d'application et bases imposables négatives (Notes 3.m et 9)	32.630	45.294	(15.707)	(1.586)	(21.304)	39.327
Provisions temporairement non déductibles	45.588	38.907	(12.680)	(1.239)	(4.317)	66.259
Plan de participations (Note 9)	8.169	-	(3.584)	-	-	4.585
Élimination des bénéfices en consolidation	26.618	86	(1.130)	-	(25.392)	182
	113.005	84.287	(33.101)	(2.825)	(51.013)	110.353
Impôts différés passifs:						
Liberté d'amortissement et amortissement accéléré (Note 7)	24.840	21.941	(3.432)	16	-	43.365
Provisions de portefeuille	16.179	9.461	-	5	-	25.645
Couvertures de flux monétaires (Note 17)	-	735	-	-	-	735
Revalorisation terrains (Note 14)	11.829	-	-	-	-	11.829
Déduction implantation société étrangère	-	-	-	-	-	-
Fonds de commerce	210	74	-	-	-	284
Élimination de résultats dans la consolidation et autres	2.876	4.010	(2.797)	9	-	4.098
	55.934	36.221	(6.229)	30	-	85.956

Milliers d'euros				
	31.12.09	Additions	Retraits	31.12.10
Impôts différés actifs:				
Déductions en attente d'application et bases imposables négatives (Notes 3.m et 9)	14.348	23.660	(5.378)	32.630
Provisions temporairement non déductibles	41.353	21.821	(17.586)	45.588
Plan de participations (Note 9)	9.184	-	(1.015)	8.169
Élimination des bénéfices en consolidation	23.962	3.695	(1.039)	26.618
	88.847	49.176	(25.018)	113.005
Impôts différés passifs:				
Liberté d'amortissement et amortissement accéléré (Note 7)	13.600	14.553	(3.313)	24.840
Provisions de portefeuille	681	15.498	-	16.179
Couvertures de flux monétaires (Note 17)	27	-	(27)	-
Revalorisation terrains (Note 14)	11.829	-	-	11.829
Déduction implantation société étrangère	1.843	-	(1.843)	-
Fonds de commerce	733	70	(593)	210
Élimination de résultats dans la consolidation et autres	8.281	612	(6.017)	2.876
	36.994	30.733	(11.793)	55.934

Le Groupe prévoit d'accréditer dans l'exercice 2011 des déductions pour un montant de 22.542 milliers d'euros, (24.889 milliers d'euros dans l'exercice 2010) qui correspondent principalement à des déductions pour R+D et pour double imposition. Le montant des déductions en attente d'application après la prévision de l'Impôt 2011 s'élève à 29.805 milliers d'euros (37.025 milliers d'euros dans l'exercice 2010), dont 22.260 milliers d'euros sont enregistrés à la rubrique « Actifs pour impôt différé - Déductions en attente d'application et bases imposables négatives » (17.579 milliers d'euros dans l'exercice 2010). Le montant des bases imposables négatives en attente de compensation activées s'élève à 17.067 milliers d'euros au 31 décembre 2011 (15.051 milliers d'euros dans l'exercice 2010).

En général, les actifs ou éléments du patrimoine objet des déductions en question devront rester en fonctionnement dans le Groupe, assignés, le cas échéant, aux fins prévues, durant une période minimale de cinq ans, ou trois s'il s'agit de biens mobiliers, sauf si leur durée de vie utile est inférieure, sans faire l'objet de transmission, de location ou de cession à des tiers pour être utilisés, sauf en cas de pertes justifiées.

Compte tenu de l'incertitude inhérente à la récupération des actifs pour impôt différé, le Groupe suit un critère d'activation basé sur une évaluation du portefeuille de commandes. Selon ce critère, le Groupe maintient des déductions non activées et des bases imposables négatives d'un montant approximatif de 19.579 milliers d'euros (24.646 milliers d'euros dans l'exercice 2010), qui seront activées dans la mesure où elles pourront être appliquées dans les exercices suivants, conformément aux limites et délais établis dans la norme en vigueur. Par ailleurs, le Groupe dispose d'impôts différés d'actif non enregistrés d'un montant de 11.536 milliers d'euros (9.143 milliers d'euros en 2010).

Le montant et le délai d'application des déductions fiscales du Groupe et des bases imposables négatives (non activées) est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.11	31.12.10
Échéance 2016	1.160	-
Échéance 2017	366	366
Échéance 2018	796	635
Échéance 2019	547	594
Échéance 2020	644	644
Échéance 2021	303	136
Échéance 2022	1	1
Échéance 2023	19	19
Échéance 2024	160	165
Échéance 2025	23	16.481
Échéance 2026	5.926	-
Échéance 2027 et suivantes	5.890	3.742
Sans Échéance	3.744	1.863
	19.579	24.646

Dans le calcul du compte à payer pour l'Impôt sur les Sociétés 2011, on a considéré des déductions de 28.964 milliers d'euros (18.582 milliers d'euros en 2010), dont 13.477 milliers d'euros étaient activés dans la rubrique « Actifs pour impôt différé » du bilan consolidé ci-joint au 31 décembre 2010. Une charge pour impôt à l'étranger d'un montant de 3.105 milliers d'euros a été considérée associée à ces déductions. Par ailleurs, les différences entre l'estimation de l'Impôt sur les Sociétés de l'exercice 2010 et la déclaration finalement présentée ont donné lieu à un produit d'un montant de 1.441 milliers d'euros, essentiellement pour l'accréditation de déductions plus importantes que celles prévues (une charge d'un montant de 159 milliers d'euros dans l'exercice 2010).

La Société mère est imposée conformément aux dispositions de la Norme Forale 7/1996, du 4 juillet, de l'Impôt sur les Sociétés. Le 30 décembre 2008, a été publiée et est entrée en vigueur la Norme Forale 8/2008, du 23 décembre, portant modification de la Norme Forale 7/1996. Elle ressort ses effets pour les périodes fiscales commencées au 1er janvier 2010, et établit, entre autres mesures, un taux général d'imposition de 28%. Cette Norme Forale 8/2010 a fait

l'objet d'un recours devant la Cour Suprême, mais les Administrateurs estiment que cette circonstance n'entraînera pas de passifs significatifs.

Selon les dispositions de la législation en vigueur, les Impôts ne peuvent pas être considérés définitivement réglés tant que les déclarations présentées n'ont pas été examinées par les autorités fiscales ou que ne s'est pas écoulé le délai de prescription de quatre ans. À la clôture de l'exercice 2011 le Groupe avait l'exercice 2007 et les suivants ouverts à l'Inspection de l'Impôt sur les Sociétés, et l'exercice 2008 pour les autres impôts applicables aux sociétés qui sont imposées en Espagne, et pour les sociétés étrangères, conformément aux normes locales applicables. Les Administrateurs de la Société mère considèrent que les règlements de tous ces impôts ont été correctement réalisés. Par conséquent, même s'il surgissait des divergences dans l'interprétation de la réglementation en vigueur à propos du traitement fiscal appliqué aux opérations, les passifs résultants éventuels, s'ils se matérialisent, n'affecteraient pas de manière significative les comptes annuels ci-joints.

Durant l'exercice 2010 le Groupe a fait l'objet d'une procédure de vérification par l'Agence Tributaire, sans qu'il ne soit apparu des passifs significatifs.

Le 14 février 2012 la Société mère a reçu une notification d'ouverture d'actions de vérification et enquête des déductions de R+D déclarées dans l'exercice 2009 par la société mère et la société dépendante Trainelec, S.L.

19. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

La composition des soldes avec les « Administrations publiques », aux 31 décembre 2011 et 2010, est la suivante:

Concept	Milliers d'euros							
	31.12.11				31.12.10			
	Actif		Passif		Actif		Passif	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Sécurité Sociale	-	-	-	7.180	-	60	-	7.428
Trésor Public-								
Taxe à la valeur ajoutée (Note 9)	38.114	22.119	-	20.142	11.503	42.642	-	12.923
Autres	-	1.493	-	155	-	1.097	-	85
Retenues en acompte de l'Impôt sur le								
Revenu des Personnes Physiques	-	-	-	7.430	-	-	-	6.703
Impôt sur les Sociétés (Note 3.m)	-	3.684	-	5.322	-	4.324	-	4.013
Trésor Public débiteur pour subventions (*)	-	7.199	-	-	-	1.636	-	-
	38.114	34.495	-	40.229	11.503	49.759	-	31.152

(*) Y compris avances remboursables en attente de recouvrement

Durant l'exercice 2011, a été obtenu le Régime Spécial des Groupes d'Entités de la Taxe à la Valeur Ajoutée dont fait partie la Société mère avec certaines sociétés dépendantes.

20. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Provisions non courantes

Le Groupe dote des provisions à la rubrique « Provisions non courantes » comme conséquence de l'existence d'une obligation présente surgie à la suite d'événements passés, à l'échéance de laquelle pour l'éteindre, le Groupe s'attend à se dessaisir de ressources. Le montant consiste en la meilleure estimation faite jusqu'à présent par les Administrateurs

de la Société mère et il est enregistré à la valeur actuelle dès l'instant que l'effet financier est significatif. Durant les exercices 2011 et 2010, le Groupe a effectué des paiements de 1.523 milliers et 1.419 milliers d'euros et a doté 3.039 milliers et 904 milliers d'euros, principalement en charge de « Charges de personnel - Traitements et salaires » (Note 22) du compte de résultats consolidé.

Provisions courantes

Le mouvement de cette rubrique (Note 3.ñ) durant 2011 et 2010, a été le suivant (en milliers d'euros):

	Services de garantie et assistance, responsabilités contractuelles, etc. (Notes 3.f et 3.ñ)	Autres provisions (Notes 3.m, 3.ñ et 8)	Total
Solde au 31.12.09	214.791	3.076	217.867
Dotations nettes des provisions (Notes 3.k, 3.ñ et 18)	(12.277)	(50)	(12.327)
Transferts	5.564	-	5.564
Solde au 31.12.10	208.078	3.026	211.104
Dotations nettes des provisions (Notes 3.k, 3.ñ et 18)	39.533	(236)	39.297
Applications	(2.047)	-	(2.047)
Différences de conversion	(556)	-	(556)
Solde au 31.12.11	245.008	2.790	247.798

Durant l'exercice 2011 le Groupe a enregistré une provision de 19.195 milliers d'euros parce qu'elle se trouvait dans une situation d'arbitrage avec un client en charge de la rubrique « Autres charges d'exploitation » du compte de résultats consolidé ci-joint.

Les provisions à court terme additionnelles aux 31 décembre 2011 et 2010 se réfèrent essentiellement aux provisions pour responsabilités contractuelles (120 millions d'euros au 31 décembre 2011 et 112 millions d'euros au 31 décembre 2010 respectivement) et garanties après-vente (109 millions d'euros au 31 décembre 2011 et 99 millions au 31 décembre 2010, respectivement).

Les sociétés consolidées ont enregistré dans « Autres charges d'exploitation » du compte de résultats consolidé 2011 ci-joint une charge de 38.433 milliers d'euros (produit de 12.277 milliers d'euros durant l'exercice 2010 correspondant à la différence entre les provisions à ce titre nécessaires à la clôture de l'exercice et celles enregistrées à la clôture de l'exercice antérieur. Les charges encourues dans les exercices 2011 et 2010 à titre de prestation des services de garanties contractuelles (41.293 et 36.538 milliers d'euros environ, respectivement), ont été enregistrées aux rubriques « Approvisionnements » et « Charges de Personnel » des comptes de résultats consolidés 2011 et 2010 ci-joints.

21. PRODUITS ET CHARGES

a) Approvisionnements

	Milliers d'euros	
	2011	2010
Consommations (*)	917.735	767.888
Travaux réalisés par d'autres sociétés	47.293	46.792
	965.028	814.680

(*) Le 76% en monnaies de l'environnement euro, et le reste essentiellement en USD et réis brésiliens (83% environnement euro 2010).

b) Autres charges d'exploitation

	Milliers d'euros	
	2011	2010
Services extérieurs	220.624	227.607
Taxes	2.452	2.544
Variation de provisions pour opérations d'exploitation et autres	38.885	(11.621)
Autres charges de gestion courante	1.340	325
	263.301	218.855

Les honoraires relatifs aux services d'audit (y compris les révisions semestrielles) de Construcciones y de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés dépendantes se sont élevés à 686 milliers d'euros (808 milliers d'euros dans l'exercice 2010). De ce montant, ceux engagés par les audits annuels des sociétés révisées par les firmes de l'organisation mondiale Deloitte se sont élevés à 527 milliers d'euros (646 milliers d'euros dans l'exercice 2010). De plus, on a facturé des honoraires pour d'autres services professionnels, pour un montant de 552 milliers d'euros (707 milliers d'euros dans l'exercice 2010), dont 518 milliers d'euros correspondent à l'audit principal (645 milliers d'euros dans l'exercice 2010), 352 milliers d'euros pour services de vérification en rapport avec l'audit, 93 milliers d'euros pour services fiscaux, et le reste pour autres services (427 milliers, 64 milliers et 154 milliers d'euros dans l'exercice 2010).

c) Information sur l'environnement

Durant l'exercice 2011, des investissements en systèmes, équipements et installations destinés à la protection et à l'amélioration de l'environnement ont été réalisés pour un montant de 1.216 milliers d'euros (65 milliers d'euros investis en 2010).

Durant les exercices 2011 et 2010 le Groupe n'a pas obtenu de subventions de nature environnementale.

Au 31 décembre 2011 le Groupe ne présente pas de litiges en cours ou de contingences rattachées à la protection et à l'amélioration de l'environnement. Les Administrateurs des Sociétés du Groupe considèrent qu'il n'y aura pas de passifs significatifs dérivés de l'activité environnementale de celle-ci, ce pourquoi le bilan de situation consolidé ci-joint n'inclut aucune provision à ce titre.

Durant l'exercice 2011 le Groupe a supporté des charges à caractère environnemental d'un montant de 42 milliers d'euros.

d) Subventions d'exploitation

La plupart des subventions transférées aux résultats en 2011 et 2010 correspondent à des subventions obtenues dans le cadre de divers programmes ministériels lors de leurs différents appels d'offres, qui ont été portées aux coûts à justifier.

Si les investissements en R+D prévus dans ces projets ne sont pas atteints, ces aides devront être remboursées à un taux d'intérêt de marché.

Le montant des subventions d'exploitation enregistrées dans les exercices 2011 et 2010 à la rubrique « Autres produits d'exploitation » du compte de résultats consolidé ci-joint s'élève à 5.231 milliers et 5.953 milliers d'euros respectivement.

22. EFFECTIFS MOYENS ET CHARGES DE PERSONNEL

Les effectifs moyens employés en 2011 et 2010 ont été les suivants:

Catégorie professionnelle	Nombre moyen d'employés	
	2011	2010
Employés	2.613	2.432
Ouvriers	4.313	4.506
Total (*)	6.926	6.938

(*) Au 31 décembre 2011 et 2010, les effectifs étaient de 6.952 et 7.094 personnes, respectivement.

Le détail des effectifs moyens entre hommes et femmes en 2011 et 2010 a été le suivant:

Catégorie professionnelle	2011		2010	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Employés	1.990	623	1.867	565
Ouvriers	4.168	145	4.361	145
Total	6.158	768	6.228	710

Tous les administrateurs de la Société sont des hommes.

Par ailleurs, le détail des charges de personnel est le suivant (en milliers d'euros):

	2011	2010
Traitements et salaires (Notes 3.k, 3.l et 3.ñ)	255.442	234.797
Sécurité sociale	70.320	66.790
Autres charges (Note 3.k)	16.983	16.573
	342.745	318.160

23. INFORMATION RELATIVE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

a) Rétribution et autres prestations au Conseil d'Administration

En 2011 et 2010, la Société mère a enregistré 1.293 milliers et 1.178 milliers d'euros, environ, à titre de rémunérations et indemnités générées par son Conseil d'Administration, ceux des sociétés dépendantes n'ayant généré aucun montant. Au 31 décembre 2011 et 2010, ni le Conseil d'Administration de la Société mère ni ceux du reste des filiales n'avaient accordé d'avances, de garanties ou de crédits à leurs membres actuels ou anciens et, sauf ceux indiqués à la Note 3.k, il n'y avait pas d'engagements pris par le Groupe avec eux en matière de pensions ou d'assurances vie.

b) Conflits d'intérêt et participations dans des sociétés ayant un genre d'activité identique, analogue ou complémentaire

Conflits d'intérêts

Durant l'année 2011, les membres du Conseil d'Administration et les personnes qui leur sont liées, auxquelles se réfère l'article 231 de la Loi des Sociétés de capitaux, ne se sont trouvés, directement ni indirectement, dans aucune situation de conflit d'intérêt avec la Société.

Participations dans des sociétés ayant un genre d'activité identique, analogue ou complémentaire

Les participations des membres du Conseil d'Administration dans le capital de toute société ayant un genre d'activité identique ou analogue à celle qui constitue l'objet social de CAF, ou complémentaire de celle-ci, sont énumérées ci-après:

- Caja de Ahorros y Monte de Piedad de Guipúzcoa y San Sebastián (Gipuzkoa Donostia Kutxa): Elle a une participation de 95%, dans le capital de « Alquiler de Trenes, AIE » et de 75% dans celui de « Alquiler de Metros, AIE », sociétés constituées avec CAF (Note 9).

24. RÉTRIBUTIONS À LA HAUTE DIRECTION

Les coûts de personnel (rétributions en espèces, Sécurité Sociale, etc.) de la Haute Direction de la Société mère, tel qu'ils sont définis de manière obligatoire dans le rapport de direction corporative, ont été détaillés dans la Note antérieure puisque ces personnes ont en même temps la condition de membres du Conseil d'Administration.

Dans les exercices 2011 et 2010 il n'y a pas eu d'autres opérations avec des dirigeants, étrangères au cours normal de l'affaire.

25. AUTRE INFORMATION

a) Avals, garanties et autres passifs contingents

Au 31 décembre 2011, les avals et garanties prêtés au groupe par des établissements financiers et des compagnies d'assurance en faveur de tiers, s'élèvent à 1.715.798 milliers d'euros (2.096.850 milliers d'euros au 31 décembre 2010), essentiellement des avals techniques en accomplissement des commandes reçues. De ce total, un montant de 73.765 milliers d'euros correspond à des avals et à des garanties pour les subventions et avances remboursables accordées par le Ministère de la Science et de la Technologie (Note 15) et autres entités publiques (81.965 milliers d'euros au 31 décembre 2010).

Durant les exercices 2010 et 2011 des procédures d'arbitrage ont été ouvertes avec deux fournisseurs en ce qui concerne les travaux du chemin de fer suburbain de Mexico D.F., qui ne sont pas conclues à la date de formulation des présents comptes annuels consolidés.

Les Administrateurs de la Société mère ne s'attendent pas à ce qu'en dérivent des pertes patrimoniales significatives pour le Groupe, sauf celles déjà produites sur les comptes des états financiers, après l'analyse effectuée des montants réclamés et des coûts déjà enregistrés.

Durant les exercices 2011 et 2010, le Groupe CAF n'a identifié aucun actif ni passif contingent significatif en outre de celui mentionné à l'alinéa antérieur.

b) Information sur les reports de paiement effectués aux fournisseurs. Troisième disposition additionnelle. « Devoir d'information » de la Loi 15/2011, du 5 juillet

Nous détaillons ci-après le détail de l'information requise selon la troisième Disposition additionnelle de la Loi 15/2010, du 5 juillet:

	Paiements effectués et en attente à la date de clôture de l'exercice (milliers d'euros)	
	2011	
	Montant	%
Réalisés dans le délai maximum légal	213.741	48,72
Reste	224.979	51,28
Total paiements de l'exercice	438.720	100
PMPA (jours) de paiement	23,61	
PMPE (jours) de paiements	25,97	
PMP	86,82	
Reports qui, à la date de clôture, dépassaient le délai maximum légal	13.096	

Les données exposées dans le tableau précédent sur les paiements aux fournisseurs se réfèrent à ceux qui, de par leur nature, sont des dettes commerciales pour dettes avec des fournisseurs de biens et services, de sorte qu'elles incluent les données relatives aux postes « Fournisseur » et « Autres dettes - Dettes diverses » du passif du bilan.

Le délai moyen pondéré anticipé (PMPA) et le délai dépassé (PMPE) des paiements ont été calculés comme étant le quotient de la division entre le numérateur, formé par la somme des produits de chacun des paiements aux fournisseurs réalisés dans l'exercice, dans un délai inférieur/supérieur au délai légal de paiement, et du nombre de jours dépassé par rapport au délai respectif, par le dénominateur, qui est le montant total des paiements effectués dans l'exercice dans un délai inférieur/supérieur au délai légal de paiement. Le délai moyen pondéré (PMP) des paiements est calculé en tenant compte de tous les paiements indépendamment du fait qu'ils aient été effectués avant ou après le délai légal de paiement.

Le délai maximum légal de paiement applicable à la Société selon la Loi 3/2004, du 29 décembre, qui établit les mesures de lutte contre la morosité dans les opérations commerciales et conformément aux dispositions transitoires de la Loi 15/2010, du 5 juillet, est de 85 jours entre la date d'entrée en vigueur de la Loi et jusqu'au 31 décembre 2011.

26. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Au 31 décembre 2011 il y avait un portefeuille de commandes fermes, net des montants correspondant à des facturations réalisées en acompte, pour un montant approximatif de 5.035.940 milliers d'euros (4.518.903 milliers d'euros au 31 décembre 2010) (Note 11). Au 31 janvier 2012, ce montant s'élevait à 4.988.950 milliers d'euros (4.398.843 milliers d'euros au 31 janvier 2011).

27. EXPLICATION AJOUTÉE POUR LA TRADUCTION OU FRANÇAIS

Ces comptes annuels sont présentés conformément au cadre réglementaire d'information financière applicable au Groupe (cf. Notes 2). Certains critères comptables appliqués par le Groupe, qui s'ajustent à cette réglementation, pourraient différer d'autres critères et principes comptables généralement acceptés.

Approbation du Conseil d'Administration

M. JOSÉ M ^a BAZTARRICA GARIJO	Président
M. ANDRÉS ARIZCORRETA GARCÍA	Administrateur Délégué
M. ALEJANDRO LEGARDA ZARAGÜETA	Administrateur et Directeur Général
M. JOSÉ ANTONIO MUTILOA IZAGIRRE	Administrateur en représentation de Gipuzkoa Donostia Kutxa
M. LUIS MIGUEL ARCONADA ECHARRI	Administrateur
M. JOSÉ MIGUEL DE LA RICA BASAGOITI	Administrateur
M. FERMÍN ARRESE ARRATIBEL	Administrateur
M. XABIER GARAIALDE MAIZTEGUI	Administrateur
M. JOSÉ IGNACIO BERROETA ECHEVARRIA	Administrateur
M. JUAN JOSÉ ARRIETA SUDUPE	Administrateur
M. ALFREDO BAYANO SARRATE	Secrétaire

Diligence que dresse le Secrétaire, pour faire constater que, après la formulation des Comptes annuels consolidés et du Rapport de Gestion consolidé de CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le groupe CAF (consolidé), correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2011, par les membres du Conseil d'Administration à la Séance du 28 février 2012, ses membres ont procédé à la souscription du présent document, qui se compose de 82 plis numérotés corrélativement du numéro 3078 à 3159, inclus, tous visés par le Secrétaire qui signe et le Président qui ratifie, et signés par chacun des administrateurs au pied de son texte.

Saint Sébastien, le 28 février 2012.

Vu et approuvé

LE PRÉSIDENT

JOSE M^a BAZTARRICA GARIJO

Vu et approuvé

LE SECRÉTAIRE DU CONSEIL

ALFREDO BAYANO SARRATE

Accords que le Conseil d'Administration soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale

Assemblée Générale Ordinaire, qui aura lieu au siège social, à Beasain, Guipuzkoa, le 2 juin 2012, à midi et demi, en première convocation et, le cas échéant, le lendemain, au même endroit et à la même heure, en seconde convocation:

Premièrement. Examen et approbation, s'il y a lieu, des comptes annuels de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A., et des comptes annuels de son groupe consolidé de sociétés, correspondant à l'exercice 2011, et de la gestion du Conseil d'Administration.

Deuxièmement. Approbation de la proposition d'application du résultat correspondant à l'exercice 2011, selon une distribution de dividende d'un montant brut de 10,5 euros par action.

Troisièmement. Nomination de Kutxabank, S.A. au poste d'administrateur, en remplacement de Caja de Ahorros de Gipuzkoa y San Sebastián, « Kutxa ».

Quatrièmement. Réélection de commissaires aux comptes.

Cinquièmement. Vote consultatif au sujet du rapport de rémunérations approuvé par le Conseil.

Sixièmement. Ratification du site web corporatif.

Septièmement. Habilitier le Conseil d'Administration, dans toute l'ampleur nécessaire, pour rendre publiques les décisions antérieures qui le requièrent, avec des facultés expresses pour éclaircir, corriger ou compléter ces décisions conformément à la qualification verbale ou écrite du Greffier du Registre du Commerce, en réalisant tous les actes nécessaires pour obtenir leur inscription au Registre du Commerce.

Huitièmement. Approbation du procès-verbal de la réunion.

Proposition d'Application des Résultats

Appliquer le résultat après impôts de la Société mère, de 91.663 milliers d'euros, en destinant 35.995 milliers d'euros aux dividendes et 55.668 milliers d'euros aux réserves volontaires.

Conseil d'Administration

M. JOSÉ M ^º BAZTARRICA GARIJO	Président
M. ANDRÉS ARIZCORRETA GARCÍA	Administrateur Délégué
M. ALEJANDRO LEGARDA ZARAGÜETA	Administrateur et Directeur Général
M. JOSÉ ANTONIO MUTILOA IZAGIRRE	Administrateur en représentation de Gipuzkoa Donostia Kutxa
M. LUIS MIGUEL ARCONADA ECHARRI	Administrateur
M. JOSÉ MIGUEL DE LA RICA BASAGOITI	Administrateur
M. FERMÍN ARRESE ARRATIBEL	Administrateur
M. XABIER GARAIALDE MAIZTEGUI	Administrateur
M. JOSÉ IGNACIO BERROETA ECHEVARRIA	Administrateur
M. JUAN JOSÉ ARRIETA SUDUPE	Administrateur
M. ALFREDO BAYANO SARRATE	Secrétaire

Au 28 février 2012, les membres du Conseil d'Administration possédaient 19,064% du capital social.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE 2007-2011

**Bilans Consolidés
Comptes de Résultats Consolidés
Information Boursière**

Bilans de Situation Consolidés

aux 31 décembre 2011, 2010, 2009, 2008, 2007 (Milliers d'euros)

Actif	2011	2010	2009	2008	2007
Actif non courant:					
Immobilisations incorporelles					
Fonds de Commerce	232	596	5.892	5.447	48
Autres immobilisations incorporelles	30.567	211.865	163.908	167.725	197.508
	30.799	212.461	169.800	173.172	197.556
Immobilisations corporelles, nettes	288.539	300.967	274.633	204.630	171.923
Investissements comptabilisés suivant la méthode de la participation	11.558	16.979	12.191	13.468	2.064
Actifs financiers non courants	420.422	56.718	51.987	60.781	25.871
Impôts différés actifs	110.353	113.005	88.847	72.582	44.409
Total actif non courant	861.671	700.130	597.458	524.633	441.823
Actif courant:					
Stocks	365.464	354.906	336.624	78.875	18.929
Créances d'exploitation					
Créances clients et comptes rattachés	776.715	669.400	814.186	642.556	334.372
Autres créances	48.841	77.328	42.768	39.072	21.144
Actifs pour impôt courant	3.684	4.324	4.368	1.821	1.607
	829.240	751.052	861.322	683.449	357.123
Autres actifs financiers courants	235.519	358.467	468.818	509.539	454.835
Autres actifs courants	2.691	3.433	3.172	396	324
Numéraire et autres actifs liquides équivalents	86.214	55.705	81.727	116.714	24.212
Total actif courant	1.519.128	1.523.563	1.751.663	1.388.973	855.423
Total Actif	2.380.799	2.223.693	2.349.121	1.913.606	1.297.246

Passif et Patrimoine Net	2011	2010	2009	2008	2007
Patrimoine net					
Fonds propres					
Capital déclaré	10.319	10.319	10.319	10.319	10.319
Prime d'émission	11.863	11.863	11.863	11.863	11.863
Réserve de revalorisation	58.452	58.452	58.452	58.452	58.452
Autres réserves de la Société mère et des sociétés consolidées par intégration globale et par la méthode de la participation	444.554	351.221	268.294	195.648	136.070
Résultat de l'exercice attribué à la Société mère	146.182	129.624	124.343	105.741	87.626
	671.370	561.479	473.271	382.023	304.330
Ajustements pour changements de valeur					
Différences de conversion	(5.106)	2.145	(13.702)	(19.697)	(3.914)
Opérations de couverture	(1.820)	-	(70)	(204)	496
	(6.926)	2.145	(13.772)	(19.901)	(3.418)
Patrimoine net attribué à la Société mère	664.444	563.624	459.499	362.122	300.912
Intérêts minoritaires	2.820	9.660	12.946	15.208	3.574
Total patrimoine net	667.264	573.284	472.445	377.330	304.486
Passif non courant:					
Provisions non courantes	3.662	2.146	2.661	3.812	872
Passifs financiers non courants					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	242.171	240.565	187.577	160.349	161.232
Autres passifs financiers	84.159	66.624	62.763	65.937	92.411
	326.330	307.189	250.340	226.286	253.643
Impôts différés passifs	85.956	55.934	36.994	21.356	20.593
Autres passifs non courants	8.727	5.546	4.008	-	-
Total passif non courant	424.675	370.815	294.003	251.454	275.108
Passif courant:					
Provisions courantes	247.798	211.104	217.867	199.458	114.995
Passifs financiers courants					
Dettes avec des entités de crédit	5.878	20.344	15.817	16.564	26.110
Autres passifs financiers	28.096	21.946	21.137	29.173	20.586
	33.974	42.290	36.954	45.737	46.696
ADettes commerciales et autres comptes à payer					
Fournisseurs	417.312	440.363	521.510	445.668	235.016
Autres dettes	584.089	580.235	793.201	569.792	298.458
Passifs pour impôt courant	5.322	4.013	12.823	23.722	21.852
	1.006.723	1.024.611	1.327.534	1.039.182	555.326
Autres passifs courants	365	1.589	318	445	635
Total passif courant	1.288.860	1.279.594	1.582.673	1.284.822	717.652
Total Passif et Patrimoine Net	2.380.799	2.223.693	2.349.121	1.913.606	1.297.246

Comptes de Résultats Consolidés

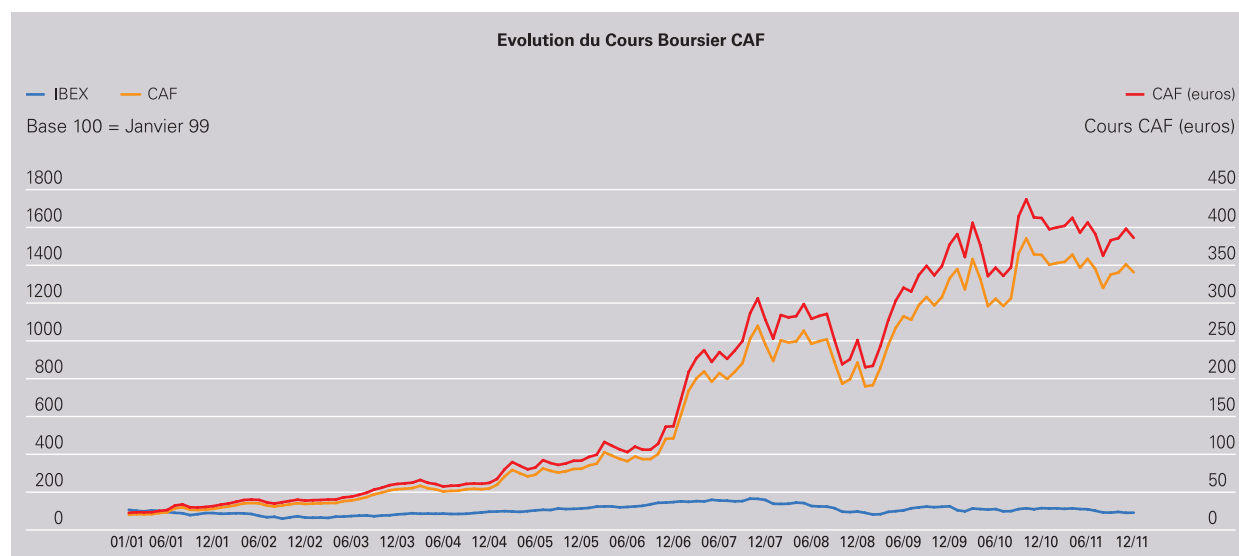
correspondant aux 31 décembre 2011, 2010, 2009, 2008, 2007 (Milliers d'euros)

(Débit) Crédit	2011	2010	2009	2008	2007
Opérations continues:					
Montant net du chiffre d'affaires	1.725.099	1.563.206	1.261.734	1.108.794	1.186.375
+/- Variation des stocks de produits finis et en cours de fabrication	66.356	(20.207)	186.063	10.177	(111.892)
Travail réalisé par l'entreprise pour son actif	2.054	1.783	827	119	22
Approvisionnements	(965.028)	(829.824)	(778.584)	(584.427)	(626.083)
Autres produits d'exploitation	6.402	9.172	11.698	14.280	1.990
Charges de personnel	(342.745)	(318.160)	(280.119)	(229.466)	(200.130)
Autres charges d'exploitation	(263.301)	(203.711)	(236.253)	(210.954)	(122.144)
Autres résultats	-	-	(1.051)	373	(26.849)
Ebitda	228.837	202.259	164.315	108.896	101.289
Amortissement des immobilisations	(36.788)	(31.278)	(21.450)	(17.211)	(15.120)
Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations	(27.266)	(14.337)	2.407	184	22
Résultat d'exploitation	164.783	156.644	145.272	91.869	86.191
Produits financiers	9.620	11.473	6.287	17.135	8.527
Charges financières	(26.627)	(2.102)	(1.110)	(1.272)	(609)
Différences de change	39	(9.217)	2.416	2.781	3.709
Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers	(639)	2.685	845	(2.642)	(107)
Variation de la juste valeur dans des instruments financiers	(8)	(45)	-	-	-
Résultat financier	(17.615)	2.794	8.438	16.002	11.520
Résultat d'entités évaluées par la méthode de la participation	(3.301)	(846)	(524)	(294)	387
Résultat avant impôts	143.867	158.592	153.186	107.577	98.098
Impôt sur les bénéfices	(14.260)	(14.880)	(7.213)	(3.135)	(8.419)
Résultat de l'exercice issu d'opérations continues	129.607	143.712	145.973	104.442	89.679
Résultat de l'exercice issu des activités discontinues	11.842	(18.272)	(26.267)	2.266	(1.378)
Résultat consolidé de l'exercice	141.449	125.440	119.706	106.708	88.301
Attribué à:					
La Société Mère	146.182	129.624	124.343	105.741	87.626
Intérêts minoritaires	(4.733)	(4.184)	(4.637)	967	675
Bénéfice par action (en euros)					
De base	42,64	37,81	36,27	30,85	25,56
Dilué	42,64	37,81	36,27	30,85	25,56

Les données d'exercices antérieurs ont été adaptées pour refléter correctement les opérations classées comme interrompues, tel qu'indiqué à la note 2.g. de l'annexe.

Information Boursière

Au 31 décembre 2011 le Capital Social de la Société Mère était de 10.318.506 euros représenté par 3.428.075 actions d'une valeur nominale 3,01 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, représentées par des annotations au compte, toutes cotées en Bourse.



	2011	2010	2009	2008	2007
Capitalisation boursière					
Données au 31 décembre	1.319.808.875	1.336.949.250	1.289.299.008	856.675.943	947.862.738
Données par action					
Bénéfice net par action (BPA)	42,64	37,81	36,27	30,85	25,56
Dividende par action	10,50	10,50	10,50	9,50	8,50
Valeur comptable par action	193,82	164,41	134,04	105,63	87,78
Ratios Boursiers					
PER (Cours moyen/BPA)	9,02	10,07	8,27	8,39	9,56
Cours moyens/EBITDA (*)	5,76	6,46	6,26	8,14	8,27
PVC (Cours moyen/VC)	1,98	2,32	2,24	2,45	2,78
Rentabilité par Dividende	2,73%	2,76%	3,50%	3,67%	3,48%
Pay-out (Dividende/BPA)	24,62%	27,77%	28,95%	30,80%	33,25%

(*) Les données d'exercices antérieurs ont été adaptées pour refléter correctement les opérations classées comme interrompues, tel qu'indiqué à la note 2.g. de l'annexe.



CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A.

SIÈGE SOCIAL

José Miguel Iturrioz, 26
20200 BEASAIN (Gipuzkoa)
Tel.: +34 943 88 01 00
Fax: +34 943 88 14 20
Email: caf@caf.net

BUREAUX GÉNÉRAUX

Padilla, 17
28006 MADRID
Tel.: +34 91 436 60 00
Fax: +34 91 436 03 96
Email: caf@caf.net

DÉPARTEMENTS DES ACTIONNAIRES

José Miguel Iturrioz, 26
20200 BEASAIN (Gipuzkoa)
Tel.: +34 943 189 262 (Téléphone de service à l'actionnaire)
Fax: +34 943 189 263
Email: accionistas@caf.net



CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A.
ET SOCIÉTÉS DÉPENDANTES QUI COMPOSENT LE GROUPE CAF